

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune félicite le SG de l'ONU pour sa réélection et le nouveau Président iranien

P. 24

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT ZAMBIE

Le Président Tebboune présente ses condoléances

P. 24

MOUDJAHIDINE-HISTOIRE-SYMBOLS

Le ministère des Moudjahidine rejette toute tentative d'atteinte aux symboles nationaux

P. 24

DISTRIBUTION DES CARBURANTS

Généralisation du sans plomb à partir de juillet prochain

L'utilisation du carburant sans plomb devra être généralisée à partir du mois de juillet prochain avec les mêmes coûts appliqués (45 da/litres), a affirmé lundi le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Dans une allocution prononcée à l'occasion d'une journée technique sur la généralisation de l'utilisation du carburant sans plomb organisée au siège de son département ministériel, M. Arkab a fait savoir qu'à partir de juillet 2021, le sans plomb sera la seule essence sur le marché national en sus du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et sera disponible au niveau des mêmes stations de services et avec le même coût actuel".

P. 4
DKnews-APS



LÉGISLATIVES

Des députés indépendants annoncent "leur soutien" au programme du Président Tebboune

P. 3

EXPORTATIONS

Appel à la facilitation des transferts en devises des exportateurs algériens (association)

P. 6

MILA

Hicham Sabae, un malvoyant déterminé à décrocher le baccalauréat

P. 8

SANTÉ

ACNÉ

Quoi de neuf pour la soigner ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (MISE À JOUR)

Le NAHD sommé de réagir, le CRB pour atteindre le podium



P. 21

AUDIOVISUEL

Suspension des programmes de la chaîne "El Hayat TV" pour une semaine à partir de mercredi (ARAV)

P. 24

Justice-Corruption

2 ans de prison ferme pour le président de l'APC de Mostaganem

P. 24

ALGER

Signalements téléphoniques: 18 individus arrêtés durant le mois de juin



Les signalements téléphoniques émanant de citoyens durant la période allant du 6 au 14 juin courant ont permis aux forces de police l'arrestation à Alger de 18 individus recherchés pour leur implication dans des affaires de possession de drogues et d'armes blanches, indique mardi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

La salle des opérations relevant de la sûreté de wilaya d'Alger a reçu 24.019 appels sur le numéro vert et celui de secours, en sus de quatre photos via l'application "Allo Chorta", a ajouté la même source, relevant que ces appels ont permis le traitement de 12 affaires ayant abouti à l'arrestation de 18 individus à Alger.

Les individus arrêtés faisaient l'objet d'avis de recherche dans les circonscriptions administratives de Sidi M'hamed, Dar El Beida, Bir Mourad Raïs, Chéraga, Barraki, et Draria, poursuit le communiqué de la DGSN, relevant que les opérations menées ont permis la saisie de 56 comprimés psychotropes, 50 grammes de drogues, des armes blanches, un fusil, un téléphone portable et un montant de 24.000 Da.

Réitérant son appel à l'adresse des citoyens pour davantage de contribution à l'opération sécuritaire, la DGSN rappelle le numéro vert 15-48, celui de secours 17, la ligne 104, en sus de l'application "Allo Chorta", mis à la disposition des citoyens pour le signalement de toute atteinte à leur sécurité.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Suivi des projets en vue du renforcement des réserves en eau potable (ministère)



Les ministres de l'Énergie et des mines, Mohamed Arkab, et des ressources en eau, Kamel Mihoubi, ont coprésidé lundi, une réunion de travail pour le suivi des projets des ressources en eau non conventionnelles, à savoir le dessalement de l'eau de mer, a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie.

"Tenue au siège du ministère de l'Énergie et des mines en présence des cadres des deux départements, cette réunion a été consacrée au suivi des projets relatifs aux ressources en eau non conventionnelles (le dessalement de l'eau de mer) à court et moyen termes dans l'objectif de renforcer les réserves en eau potable et ce, en application des instructions du Président de la République", précise le communiqué.

ASSURANCES

Un chiffre d'affaires de 33,6 mds de DA en 2020 pour la CCR



La Compagnie Centrale de Réassurance (CCR) a réalisé un chiffre d'affaires de 33,624 milliards (mds) de DA (254 millions USD) en 2020, en baisse de 5,7% par rapport à 2019, a indiqué lundi un communiqué de ce réassureur public.

La CCR affiche un résultat net en hausse de 33,32%, passant de 3,416 mds DA (23 millions USD) en 2019 à 4,454 mds DA (31 millions USD) en 2020.

Sur le marché international, la CCR enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 2,9%, selon le communiqué.

Quant aux sinistres, l'exercice 2020 a été marqué par une baisse de la sinistralité avec une régression de la charge de sinistre brute de 20,69%.

S'agissant de son activité financière, les placements financiers de la CCR ont marqué une progression de 15,24% par rapport à 2019 avec un produit financier de 3,184 mds DA.

La CCR a tenu à "marquer toute sa considération à ses partenaires locaux et internationaux ainsi que ses employés, grâce à la collaboration desquels ces résultats ont été réalisés".

TIZI-OUZOU

Baccalauréat : un candidat pris en flagrant délit de triche



Un candidat libre à l'examen du Baccalauréat a été pris en flagrant délit de fraude au collège Colonel Lotfi à Tizi-Ouzou, a-t-on appris lundi à la direction locale de l'éducation.

Le candidat a été surpris en train d'utiliser la technologie bluetooth de son smartphone pour commettre son forfait, à une heure avant la fin de l'épreuve des sciences islamiques, a précisé le directeur de l'éducation, Ahmed Lalaoui qui a indiqué que le candidat a été "exclu de l'examen sur le champs".

Le même responsable a souligné que le candidat tricheur sera "exclu de tout examen pour une période de 10 ans", sanction prévue par les textes en vigueur, ajoutant que "des poursuites judiciaires seront, également, engagées contre lui".

M. Lalaoui a, en outre, indiqué que pour le 2ème jour d'examen, 1.946 candidats inscrits pour passer les épreuves du baccalauréat ne se sont pas présentés au centre des examens, dont 157 candidats scolarisés et 1.789 candidats libres, sur le nombre global d'inscrits à cet examen au niveau de la wilaya, qui est de 13.231 candidats.

ALGER

Arrestation d'une bande de quartier



Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont réussi à mettre fin à l'activité d'une bande de quartier impliquée dans des actes de violence et de vandalisme au sein d'une cité, a indiqué le corps constitué lundi dans un communiqué.

"Dans le cadre du maintien de la sécurité et de l'ordre publics, de la préservation de la quiétude et la tranquillité publiques des citoyens et de la lutte contre tout type de crime, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la cinquième sûreté urbaine de Tixeraine dans la circonscription de Bir Mourad Raïs, ont arrêté 10 individus suspectés de création et organisation de bande de quartier et participation à une bagarre ayant entraîné des actes de violence et de vandalisme de biens des citoyens ainsi que pour atteinte à l'ordre public au sein d'une cité", précise la même source.

Lors de cette opération, 42 capsules, 9 comprimés psychotropes, un fusil de chasse et 5 armes blanches ont été saisis.

Après parachèvement des procédures judiciaires, les suspects ont été déferés devant les instances judiciaires territorialement compétentes", a conclu le communiqué.

STARTUPS

Un partenariat pour le suivi en temps réel du transport de marchandises



Un accord de partenariat pour le suivi en temps réel du transport de marchandises à travers le territoire national a été signé entre deux entreprises algériennes privées, la première une startup spécialisée en logistique, Opticharge, et l'autre, UBIK Systems, une société activant dans la géolocalisation et télégestion, a indiqué lundi un communiqué de cette startup.

"Cet accord permettra de fournir aux industriels des informations qualitatives, en temps réel liées aux conditions de transport de leurs marchandises", telles le freinage brusque, les heures et la qualité de conduite des chauffeurs qui sont "des indicateurs fortement observés par les entreprises de production dans le cadre de leurs exigences en termes de qualité et de sécurité", a expliqué la même source.

Grâce à ce système de suivi, la startup sera, entre autres, en mesure de "fournir à ses clients, notamment ceux des industries agroalimentaires et pharmaceutiques, les situations de ruptures de chaîne de froid, ainsi que les variations de température, en temps réel sur sa plateforme", selon le communiqué.

LÉGISLATIVES

Des députés indépendants annoncent "leur soutien" au programme du Président Tebboune

Des députés des listes indépendantes élus aux législatives du 12 juin ont annoncé, lors d'une réunion tenue à Alger, "leur soutien et appui" au programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de poursuivre la marche de l'édification de l'Algérie nouvelle avec "des fondements politiques et des pratiques démocratiques qui prônent le développement dans tous les domaines".

"Nous sommes les élus des listes indépendantes aux législatives du 12 juin. Nous serons des membres actifs au sein d'un bloc et d'une classe large plus cohérente et efficace, en vue de soutenir et appuyer le programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à édifier une Algérie Nouvelle aux contours clairs avec des fondements politiques et une pratique démocratique qui prônent le développement dans tous les domaines", lit-on dans un communiqué sanctionnant cette réunion.

Ils ont exprimé "leur fierté et leur appui" à "l'effort et à la démarche sincère du Président Tebboune dans l'édification de la voie démocratique qu'il a engagée", soulignant qu'e cet effort "repose sur l'Etat des institutions et les potentialités nationales", dans le cadre des valeurs de la Révolution de Novembre 1954 et sa Déclara-

tion historique, en sus des "aspirations au changement positif exprimées par le Hirak populaire béni et authentique".

Les nouveaux députés indépendants ont valorisé, dans leur communiqué, "l'engagement" du président de la République à "mettre en œuvre ses engagements pour le parachèvement de l'édification institutionnelle, en consécration d'une nouvelle ère qui caractérisera l'Algérie nouvelle au sein de mécanismes constitutionnels et juridiques garantissant l'intégrité et la crédibilité dans la pratique démocratique".

Ils ont présenté, dans le communiqué, "leurs remerciements aux acteurs de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE)", saluant en même temps, "son effort actif et sa performance dans la préparation et la supervision de l'opération électorale et la proclamation de ses résultats



préliminaires dans la transparence et la régularité et dans le respect de la Loi, comme l'une des issues de l'amendement constitutionnel de l'année 2020".

Il a salué à cette occasion "la disposition et l'engagement" de l'institution militaire et de l'ensemble des services de sécurité qui ont sécurisé l'opération élec-

torale", se félicitant du rôle des services médicaux qui "ont veillé sur la santé des citoyens durant la conjoncture sanitaire actuelle", ajoute le communiqué. Après avoir estimé que la confiance placée en leur personne "était l'une des constantes de l'identité politique et le résultat du changement auquel aspire le peuple à travers

les urnes", les députés indépendants ont "salué la classe politique, toutes formations confondues, pour sa contribution à ce rendez-vous démocratique très important (législatives du 12 juin)".

Ils se sont dits "conscients de la confiance" du peuple, soulignant que cette confiance populaire "sera renforcée selon une vision ambitieuse qui sert l'intérêt du citoyen et renforce ses droits". A noter que cette première réunion de concertation des députés indépendants a vu la présence de plus de 70 députés de différentes listes indépendantes.

Les listes indépendantes avaient obtenu 78 sièges selon les résultats préliminaires annoncés par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), devancées par celles du FLN qui a décroché 105 sièges sur les 407 que compte l'Assemblée populaire nationale (APN).

RÉVOLUTION - HISTOIRE

Maurice Audin s'est sacrifié pour la Révolution algérienne (chercheurs)

Les participants à une conférence organisée, lundi à Alger, ont affirmé que le militant Maurice Audin avait soutenu et défendu la Guerre de libération nationale pour laquelle il s'est sacrifié jusqu'à sa mort.

Lors d'une rencontre organisée par le Centre national d'études et de recherche sur le mouvement national et la Révolution du 1er Novembre 1954 sous la supervision du ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit, pour rendre un vibrant hommage à ce militant, les participants ont insisté sur l'importance d'organiser ce genre de rencontre historique pour "faire connaître aux jeunes l'histoire de l'Algérie riche en hauts faits".

Ils ont souligné que "beaucoup d'Européens qui ont soutenu et défendu la cause algérienne comme Henri Maillot, la famille Chaulet, Maurice Laban et Maurice Audin qui étudiait les mathématiques à l'Université d'Alger". Les historiens estiment que la mémoire de cet homme symbole "demeurera ancrée à jamais après qu'un prix de Mathématiques Maurice Audin est institué et décerné chaque année à la meilleure recherche en cette matière, outre l'appellation d'une Place à Alger centre en son nom et l'entrée du tunnel des facultés". Intervenant à cette occasion, le sociologue

et historien Rachid Khettab a évoqué le militantisme de Maurice Audin, "mort à l'âge de 25 ans sous la torture atroce des parachutistes de l'armée française qui l'a arrêté le 11 juin 1957 pour obtenir de lui des informations et des aveux dans une tentative de venir à bout de la guerre de libération". "Plusieurs Européens, comme Maurice Audin, ont soutenu la guerre de libération et se sont sacrifiés pour l'indépendance de l'Algérie et il y a qui sont morts et ceux qui ont choisi de rester en Algérie", a-t-il ajouté.

La dépouille de Maurice Audin "demeure mystérieuse à ce jour car la partie française veut dissimuler la vérité", a-t-il poursuivi, appelant les chercheurs "à préserver la mémoire collective au profit des générations montantes pour leur inculquer le patriotisme et protéger le serment des chouhada et soutenir l'unité nationale". Le chercheur et journaliste le moudjahid Saadi Beziane a mis en avant l'importance "de renforcer et d'intensifier la recherche dans le domaine de l'histoire riche en hauts faits et exploits", appelant à "traduire les livres des chercheurs en histoire et de l'apprendre aux générations futures pour protéger la mémoire nationale".



INDUSTRIE ÉLECTRIQUE

Impératif du développement de l'industrie électrique pour intégrer les marchés africains (CNESE)

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) Reda Tir a insisté lundi de Blida sur l'impératif de développement du marché de l'industrie électrique au vu des perspectives prometteuses qu'il offre pour pénétrer les différents marchés du continent africain qui sont une importante ouverture pour l'exportation.

"Les équipements électriques font actuellement l'objet d'une forte demande sur les marchés émergents et pour les infrastructures de base de tous les pays, notamment en Afrique qui représente une véritable débouchée pour l'exportation", a déclaré M. Tir, à l'ouverture d'une rencontre sur le thème "Industrie électrique: le marché des équipements électriques et les potentialités d'exportation" à laquelle a pris part le Président directeur général (PDG) de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, aux côtés de représentants d'ambassades agréées en Algérie. Soulignant le rôle prépondérant de l'Algérie en Afrique, M. Tir a observé que le marché des équipe-

ments électriques "offre une réelle opportunité pour la croissance et les affaires en raison, notamment, du développement des réseaux électriques intelligents et de l'accélération de la mobilité électrique dans les différents réseaux de transport (réseau intelligent) et leurs applications". Il a signalé, en outre, que "l'activité de l'exportation constitue désormais une exigence de base pour fusionner notre tissu industriel, alors que la maîtrise des techniques de production constitue un réel avantage compétitif pour la confection de composants à haut rendement et se positionner sur le marché mondial", a expliqué M. Tir.

Le président du CNESE a mis en exergue l'intérêt conféré par les pouvoirs publics à l'encouragement du secteur privé dans sa démarche axée sur l'innovation et la création de postes d'emplois permanents.

Il a rappelé, à ce propos, que le président de la République a insisté, à plusieurs reprises, sur l'impératif de soutenir l'investissement privé, avec la possibilité d'octroyer



d'importantes incitations aux opérateurs exploitant des matières premières locales. Cette rencontre, organisée à l'initiative du CNESE, vise "l'adoption de stratégies pour le développement de l'industrie électrique au niveau national et international et à jeter les bases d'un développement industriel dans ce domaine, à travers le soutien des activités dans lesquelles notre pays est bien classé, à l'instar du secteur des câbles, la mécanique électrique, la thermorégulation

(chauffage, réfrigération et climatisation), les installations électriques (réservoirs, panneaux électriques, armoires) et la maîtrise de l'énergie, entre autres".

Cette manifestation a également pour objectif de déterminer les contraintes entravant le développement du secteur, y apporter des solutions et renforcer les outils et mécanismes juridiques, de manière à offrir un soutien aux exportateurs et améliorer la compétitivité des équipements élec-

triques, dans le but de leur assurer une plus large distribution.

A cela s'ajoute le développement d'équipements innovants susceptibles d'améliorer le rendement énergétique dans l'industrie et destiné aux marchés algérien et international, ainsi que l'évaluation des besoins des entreprises algériennes exportatrices pour relever leurs performances.

Au programme de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions initiées par le CNESE, en matière d'économie nationale et de choix stratégiques, l'animation de conférences axées sur le marché des équipements électriques, le potentiel de l'Algérie et des perspectives d'exportation dans ce secteur. Des ateliers relatifs à la stratégie adaptée pour intégrer le marché africain, l'accompagnement financier et technique pour l'exportation et le soutien logistique pour l'exportation, ont été également organisés durant cette rencontre qui sera clôturée par des recommandations à soumettre aux autorités supérieures du pays.

ENERGIE

Généralisation de l'utilisation du carburant sans plomb à partir de juillet prochain (Arkab)

L'utilisation du carburant sans plomb devra être généralisée à partir du mois de juillet prochain avec les mêmes coûts appliqués (45 da/litres), a affirmé lundi le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Dans une allocution prononcée à l'occasion d'une journée technique sur la généralisation de l'utilisation du carburant sans plomb organisée au siège de son département ministériel, M. Arkab a fait savoir qu'à partir de juillet 2021, le sans plomb sera la seule essence sur le marché national en sus du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et sera disponible au niveau des mêmes stations de services et avec le même coût actuel. Selon le ministre, cette journée technique est organisée quelques jours avant l'entrée en vigueur du retrait de l'essence contenant du plomb, à savoir l'essence normale et le Super, de toutes les stations de services à partir du mois prochain.

Rappelant que la suppression du plomb vient en couronnement d'une opération lancée en 1998, où la distribution du carburant sans plomb a été introduite au niveau des stations d'essence, M. Arkab a souligné que depuis cette période, la consommation de ce carburant (très polluant) a augmenté pour atteindre 1,3 millions tonnes/an, soit près de 40% de la consommation nationale de carburant.

Le ministre a rassuré que la généralisation de l'utilisation de ce carburant n'affectera nullement les traditions du consommateur, notamment que les anciens véhicules peuvent utiliser ce carburant. Il a rappelé, en outre, que l'utilisation du carburant sans plomb s'inscrit dans le cadre du programme du Gouvernement visant la réalisation de la transition énergétique et la consommation de carburants moins polluants.

Mettant en avant les efforts consentis par le Groupe Sonatrach en matière de raffinage et de distribution, M. Arkab a affirmé qu'à l'instar des volets organisationnels, la sensibilisation environnementale figure parmi



les volets essentiels ayant permis de mettre en place une approche globale de la stratégie du secteur pour encourager les citoyens à utiliser le carburant sans plomb.

La suppression du plomb du carburant s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des normes internationales en vigueur, a poursuivi le ministre, soulignant les répercussions positives sur l'environnement. "L'utilisation du carburant sans plomb permettra de manière directe l'assainissement de l'air pollué par ce matériau émis par le carburant de véhicules considérés comme l'une des sources de pollution dans le pays", a-t-il déclaré.

Le ministre a évoqué la stratégie adoptée par Sonatrach en termes de développement du raffinage qui constitue un domaine sensible et essentiel dans l'industrie pétrolière, relevant que cette stratégie intégrait les dimensions sanitaire et environnementale dans le processus de production. A ce propos, il a fait observer que l'introduction du plomb dans l'essence a connu une baisse graduelle depuis 2000

et que les distributeurs, notamment Naftal, ont entamé depuis cette date l'élimination de la pollution au niveau du réseau de distribution avec un suivi régulier de l'existence des résidus de la pollution au niveau de tous les centres de stockage et les stations de service en prélude à la généralisation effective de l'utilisation de l'essence sans plomb à partir de juillet prochain.

L'essence sans plomb assure une meilleure longévité des véhicules

De son côté, le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) Rachid Nadil a indiqué que l'opération d'élimination définitive du plomb de l'essence a été lancée depuis près d'un an en arrêtant définitivement la production de l'essence avec plomb au niveau des raffineries et le nettoyage des réservoirs de ces raffineries pollués des résidus de plomb.

Les distributeurs, et à leur tête Naftal, ont entamé l'élimination des résidus de plomb du réseau de distribution avec un contrôle

régulier de l'existence de résidus de plomb au niveau des réservoirs de tous les centres de stockage et les stations de service.

Après avoir salué l'efficacité de cette démarche au regard de ses répercussions positives sur la santé du citoyen, il a précisé que plusieurs pays ont interdit depuis l'an 2000 l'utilisation de l'essence qui contient le plomb vu ses effets néfastes sur la santé du citoyen et l'environnement. M. Nadil a également valorisé l'impact positif de cette décision sur l'économie nationale car elle permettra, a-t-il expliqué, de réduire les coûts de la production et de raffinage mais également d'arrêter l'importation des carburants, faisant état d'une capacité de production d'une seule essence par Sonatrach dépassant 4 millions tonnes/an alors que les besoins du marché national d'essence ne dépassent pas 3,74 tonnes.

Le président de l'ARH a cité les avantages de ce carburant pour la longévité des véhicules notamment les bougies et l'augmentation de l'intervalle de changement d'huile et de catalyseur.

GÉNÉRALISATION DE L'ESSENCE SANS PLOMB

Des rencontres régionales pour sensibiliser les consommateurs (ministère)

Des rencontres régionales pour sensibiliser les consommateurs dans le cadre de la généralisation de l'utilisation de l'essence sans plomb seront organisées par l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines.

Ces rencontres régionales regrouperont les principaux acteurs dans le but de sensibiliser les consommateurs, précise la même source. Le ministre des l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a assuré, selon le communiqué, que l'effort de généralisation de ce carburant propre "se poursuivra jusqu'à la fin de l'année pour réunir toutes les conditions opérationnelles et logistiques pour rendre la suppression des essences plombées (essence normale et essence super) effective à cette échéance".

Le ministère a, dans ce sens, assuré que "le secteur de l'Energie et des mines veillera à réunir toutes les conditions pour le passage à l'essence unique et la réussite de cette opération", soulignant que la généralisation de l'utilisation de l'essence sans plomb, annoncée à partir de juillet 2021, est "le résultat des efforts entamés, par le groupe Sonatrach notamment, dans les maillons raffinage et distribution". Précisant que la stratégie de développement du raffinage a intégré la di-

mension santé-environnement dans le processus de production et dans les différents plans de développement de Sonatrach, le communiqué a rappelé que depuis 2008, de nouvelles unités de production des bases d'essence ont vu le jour, comme l'isomérisation, le reforming catalytique continu et le craquage catalytique.

A cet effet, le ministère explique que l'utilisation de l'essence plombée a un "impact négatif" sur l'environnement et sur l'écosystème, notamment en raison de la nature dispersible du plomb minéral émis par les véhicules à l'échappement lorsque l'essence normale ou super plombée est brûlée et qui a amené le secteur de l'énergie à consentir des efforts pour éliminer le plomb dans l'essence.

C'est ainsi, rappelle le ministère, que cette élimination est l'aboutissement d'un processus entamé depuis 1998 avec l'introduction de l'essence sans plomb sur le marché national des carburants, notant qu'à l'heure actuelle, la consommation de l'essence sans plomb est de l'ordre de 1,3 million de tonnes par an.

Sa part dans le mix carburant est passée de 29% en 2015 à 40% en 2020, selon la même source.

L'incorporation du plomb dans les es-

ences, au niveau des raffineries, a connu une nette régression depuis 2000 jusqu'à son élimination définitive à partir du 15 septembre 2020, ajoute le ministère, soulignant que depuis, un processus de décontamination du réseau de distribution (élimination des traces du plomb) a été entamé par les distributeurs et à leurs têtes Naftal, avec un suivi régulier de la présence des traces du plomb au niveau des bacs de stockage et des cuves de stations-service.

Ainsi, à partir du mois de juillet prochain, l'essence sans plomb sera l'unique essence sur le marché national et sera disponible dans toutes les stations-service au même prix actuel et dans les mêmes pompes qui contenaient auparavant le super plombée et la normale plombée, assure le document, rassurant que les voitures anciennes peuvent, dans leur grande majorité, utiliser cette essence.

M. Arkab a procédé lundi à l'ouverture de la journée technique sur la généralisation de l'utilisation de l'essence sans plomb, organisée par l'ARH.

Cette journée intervient quelques jours avant la suppression des essences plombées (essence "normal" et essence "super") au niveau de toutes les stations-service du pays, prévue à partir du mois de juillet prochain.

CONSOMMATION DE CARBURANTS Hausse à 12,5 millions de tonnes en 2020 (ARH)

La consommation de carburants (essences et gasoil) sur le marché national a atteint 12,58 millions de tonnes en 2020, contre 14,41 millions de tonnes en 2019, a indiqué lundi à Alger, le directeur de la division de régulation économique auprès de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Samir Houghlaouene.

Dans sa communication sur le marché national des carburants, présentée à l'occasion d'une journée technique sur la généralisation de l'utilisation de l'essence sans plomb, M. Houghlaouene a fait savoir que la part des essences dans ce volume global a atteint 3,36 millions de tonnes dont 1,33 millions de tonnes d'essence sans plomb, (contre 3,91 millions de tonnes en 2019 avec 1,51 millions de tonnes sans plomb). M. Houghlaouene a fait observer une baisse continue de la consommation d'essence durant les six dernières années (de 2015 à 2020) où la consommation est passée de 4,43 millions de tonnes en 2015 à 3,36 millions de tonnes en 2020.

Une baisse également constatée pour la consommation du gasoil entre 2015 et 2018 avec des volumes respectifs de 15,03 millions de tonnes, 14,59 millions de tonnes et 14,23 millions de tonnes. Mais il y a une reprise de la consommation du gasoil à partir de 2018 jusqu'à 2020 avec des volumes respectifs de 14,29 millions de tonnes, 14,41 millions de tonnes et 12,58 millions de tonnes. En parallèle de cette baisse de la consommation des carburants, ce responsable à l'ARH a fait remarquer une croissance du parc automobile national avec 440.000 véhicules supplémentaires durant la période considérée.

"Le nombre de véhicules du tourisme sur la période 2016-2020 a ainsi grimpé, atteignant 6,42 millions d'unités", a-t-il noté. Cet intervenant attribue ce contraste entre l'évolution du parc automobile et la baisse de consommation de l'essence par la hausse des prix. "Entre 2015 et 2020, les prix ont doublé pour l'essence normale à 22 DA", a-t-il expliqué.

Par rapport à l'évolution de la consommation des essences sur le marché, il a fait constater une hausse de consommation de l'essence sans plomb de 1,25 à 1,55 millions de tonnes. En parallèle, la consommation de l'essence super est passée de 2,04 millions de tonnes à 1,29 millions, a-t-il indiqué, expliquant ce recul par l'effet de substitution de l'essence super à l'essence sans plomb. Quant à la consommation de l'essence normale, elle a pratiquement stagné à un million de tonnes, a-t-il ajouté.

Lors de cette journée technique, les intervenants ont évoqué les méfaits du plomb sur la santé humaine, en rappelant que ce polluant nocif est classé par l'OMS parmi les dix produits chimiques menaçant la santé de l'homme.

"Il peut être à l'origine de maladies graves telles les maladies cardiaques, les maladies pulmonaires et les cancers", ont-ils prévenu. Ils ont par ailleurs insisté sur les bénéfices sanitaires, environnementaux et économiques du passage à l'essence sans plomb, soulignant que l'élimination du plomb permettra également de booster le développement de nouvelles technologies plus respectueuses de l'environnement avec une réduction des polluants émis dans l'air.

TIARET

Transfert de la gestion du centre équestre "Emir Abdelkader" et du champ de tir à la DJS

La gestion du centre équestre "Emir Abdelkader" et du champ de tir de Tiaret a été transférée à la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya, a-t-on appris lundi du wali, Mohamed Amine Dramechi.

Lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya, le même responsable a indiqué qu'il avait signé, dernièrement, une décision portant sur le transfert de la gestion du centre équestre "Emir Abdelkader" et du champ de tir à la DJS, précisant que le centre équestre relève du centre d'élevage de chevaux Chachaoua de la commune de Tiaret.

M. Dramechi a fait savoir qu'il avait pris cette décision en raison de la détérioration de l'état des deux structures, rappelant que chacune d'elles était gérée par une association durant des décennies.



Le wali de Tiaret a souligné qu'il attendait du directeur de la jeunesse et des sports d'effectuer une évaluation de la

situation de ces deux structures aux dimensions sportives, culturelles et historiques, afin de préparer un

plan pour leur gestion, y investir et les valoriser. De son côté, le directeur de la jeunesse et des sports, Slimane Mesdoui a annoncé une réunion prochaine avec tous les acteurs pour discuter des opportunités d'investissement dans ces deux structures, citant une première manifestation qui sera organisée au champ de tir après sa récupération, sous forme d'un tournoi national de tir les 2 et 3 juillet prochains, avec la participation de sportifs de 20 wilayas, à l'occasion du double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse.

MOSTAGANEM

Production prévisionnelle de plus de 100.000 quintaux de tomate industrielle

La wilaya de Mostaganem prévoit une production de plus de 100.000 quintaux de tomate industrielle pour la saison agricole 2020-2021, a-t-on appris lundi de la direction des services agricoles (DSA).

La cheffe de service organisation de la production et appui technique à la DSA, Aouicha Bouras a indiqué, à l'APS, que la superficie cultivée cette saison a atteint 130 ha sur une superficie agricole dédiée à cette filière agricole estimée à 160 ha.

Il est prévu que la production de la campagne de collecte, qui débutera dans les tout prochains jours et qui durera jusqu'à juillet et août prochain, 104.400 qx avec un "bon" rendement, estimé à

800 quintaux/ha, a-t-elle fait savoir. La production de la tomate industrielle à Mostaganem a atteint moins de 100.000 quintaux durant la campagne écoulée (2019-2020) en l'absence d'unités de transformation et d'unités industrielles locales et du manque de capacités des unités pouvant aider à absorber la production des wilayas limitrophes.

Mme Bouras a affirmé que les agriculteurs qui ont bénéficié du soutien de l'Etat n'ont pas trouvé des difficultés au début de cette année pour orienter la quantité produite vers les unités industrielles après la signature des conventions avec les nouvelles unités spécialisées dans l'industrie de transformation qui se trou-

vent au niveau de la zone de Sidi Khettab dans la wilaya de Relizane voisine. Cette récolte s'ajoute à la production de la tomate sous serres qui a atteint cette saison plus de 250.000 quintaux jusqu'alors, après avoir réalisé un rendement record confirmant ainsi les prévisions du début de la campagne de plantation ayant touché 850 hectares, a-t-on souligné.

Il est prévu également l'entame prochainement de l'écoulement d'une quantité de tomate de saison (tomate de champs) qui sera orientée, cette saison, pour atteindre 500.000 quintaux après la plantation de 1.059 ha sur 1.458 ha superficie consacrée à cette récolte de saison, selon la même source.

SIDI BEL-ABBES

Ouverture de la manifestation "La musique s'invite au théâtre"

La manifestation des journées culturelles "La musique s'invite au théâtre" s'est ouverte lundi au niveau du hall du Théâtre régional de Sidi Bel-Abbes, avec la présence remarquable du public et la participation d'une pléiade d'artistes et chanteurs et genres musicaux. Cette manifestation culturelle a vu à son ouverture une "gaâda" artistique dernier épisode de l'artiste Abbes Larkane et sa troupe, avec des morceaux musicaux qui ont ravi le public, qui apprécie la musique raï locale. La cérémonie d'ouverture a été marquée par un extrait musical local du groupe "Tarab 22" sous la direction de l'artiste Mohamed Saadi, qui a indiqué que sa troupe préserve toujours le patrimoine local et le genre musical de Sidi Bel-Abbes et procède à son développement et le diffuse à l'intérieur et à l'extérieur du pays, à travers sa participation aux différentes manifestations artistiques. Le programme de cet événement artistique, organisé à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la musique, comporte également plusieurs activités et des tables rondes pour mettre en exergue le patrimoine immatériel et la musique locale, selon le directeur du Théâtre régional de Sidi Bel-Abbes, Rachid Djerourou.

Le même responsable a indiqué que le TR de Sidi Bel-Abbes organise cette manifestation en coordination avec la direction de la culture du 21 au 25 juin en cours, avec la présentation de plusieurs programmes et activités artistiques dont une exposition artistique et culturelle et des représentations variées avec la participation de nombreux artistes, à l'instar de Dine El-Hananin Djahid et Amine Chenah, Nouri Amarna et l'humoriste Hamid Lahlou comme invité d'honneur. Le programme du lundi prévoit l'animation d'une soirée musicale variée, qui sera animée par le groupe "Raïna Raï" sous la conduite de l'artiste Lotfi Attar.

TISSEMSILT

Réception prochaine de projets de protection des zones steppiques contre l'avancée du sable

La réception d'un nombre de projets visant à protéger les zones steppiques contre le phénomène de désertification, est prévue avant la fin du mois d'août prochain dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris dimanche auprès de la conservation des forêts.

Il s'agit de trois puits artésiens, de 40 kilomètres de pistes et de 7 plans d'eau pour l'élevage bovin et ovin réalisés dans la wilaya, a indiqué le chef de service de l'extension du patrimoine forestier et de la mise en valeur des terres, Hilal Boughanem, à l'APS en marge des journées portes ouvertes, organisées à l'occasion de la journée mondiale contre la désertification et la sécheresse.

Il est attendu également la réception d'une opération de correction torrentielle de 6.500 mètres cubes, en plus 5 puits profonds et de petits barrages destinés à l'irrigation d'arbres fruitiers résistant et à l'élevage.

Selon la même source, ces projets de développement, qui enregistrent un taux d'avancement de 85 pour cent, sont

destinés aux zones steppiques de la wilaya, à l'instar de ceux qui existent au niveau des communes de Layoune, de Bordj Emir Abdelkader et Khemisti. A rappeler que la conservation des forêts de la wilaya avait réceptionné, en début de l'année en cours, de nombreux projets visant la protection des zones steppiques contre le phénomène de l'avancée du sable dont 5 plans d'eau destinés à l'élevage et 11 points d'eau, en plus de travaux de protection du sol et d'hydraulique de plus de 35.373 mètres cubes, de même que des travaux de drainage et d'aménagement de deux sources d'eau.

Les portes ouvertes, organisées au siège de la conservation des forêts, ont été marquées par une exposition d'affiches et de photos mettant en exergue les zones steppiques de la wilaya qui s'étendent sur une superficie de plus de 60.000 ha, ainsi que les efforts de la conservation des forêts en matière de lutte contre le phénomène de l'avancée du sable et de la sécheresse dans la région.

APS

TISSEMSILT

Près de 20.000 hectares de terres céréalières affectés par les conditions climatiques

Pas moins de 19.430 ha de terres réservées à la céréaliculture ont été affectés par les conditions climatiques au niveau de la wilaya de Tissemsilt durant la saison agricole en cours, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Le chef de service maîtrise de la production végétale et animale à la DSA, Maamar Medjahed, a indiqué à l'APS que cette superficie, estimée à près de 40% des terres réservées aux céréales durant cette saison, soit globalement 76.367 ha, a été endommagée à cause de la faible

pluviométrie, notamment dans la période allant de février à avril dernier, ainsi que les vents chauds qui ont soufflé le mois d'avril dernier. Les terres cultivées en céréales ont été touchées principalement au nord des régions du Nord-est et du sud de la wilaya, a-t-on fait savoir, soulignant qu'il s'agit notamment de parcelles situées dans les communes de Layoune, khemisti, Tissemsilt, Ouled Bessam, Sidi Lantri, Beni chaib et Bordj Emir Abdelkader. Les récoltes affectées seront exploitées pour l'aliment

de bétail (ovin et bovin), a relevé M. Medjahed, soulignant que cette situation dommageable aura un impact sur la production des céréales qui ne dépassera pas cette saison les 347.000 quintaux contre 700.000 qx l'année dernière.

La DSA a mobilisé des moyens matériels importants pour la réussite de la campagne moisson-battage qui a démarré dernièrement dont 284 moissonneuses batteuses, 1.981 tracteurs et 350 camions de transport et autres matériels.

OUM EL BOUAGHI

Des citernes de gaz propane en faveur de la population des zones d'ombre

Les habitants de plusieurs zones d'ombre de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont bénéficié d'opérations d'alimentation en gaz propane par le biais de citernes, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de l'énergie. Les opérations d'approvisionnement de ces régions en gaz propane, dont la capacité d'une seule ci-

terne est estimée à 1,750 kg, sont inscrites dans le cadre de l'application du programme des plans communaux de développement (PCD), a indiqué à l'APS le directeur local de l'énergie Smaïne Nehal.

Les terrains réservés à l'installation de 46 citernes de gaz propane sont répartis dans les communes d'Oum

El Bouaghi, Dalaâ, de Behir Chergui, Djazia, Ksar Sbihi, Sigus ainsi que Meskiana et Ouled Kacem, a souligné la même source.

L'aménagement des terrains destinés à la mise en place de ces équipements a été confié à l'entreprise Naftal en plus d'une société à caractère privé, a ajouté M.Nehal, faisant savoir que "Tali-

mentation de la population du reste des zones rurales se poursuit".

Le directeur local de l'énergie a signalé dans ce contexte que quatre (4) citernes sur le nombre global ont été déjà installées permettant la mise en gaz en faveur de 21 familles de la mechta "El Forne" relevant de la localité de Djazia.

ECONOMIE CIRCULAIRE Création d'un groupe de travail

Le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha a annoncé, mardi à Alger, la création d'un groupe de travail regroupant des experts et des cadres et qui a pour mission de définir les dispositions opérationnelles relatives à la mise en œuvre des mécanismes de l'économie circulaire dans le domaine industriel.

Le groupe de travail chargé de l'économie circulaire devra examiner les voies de mise en place d'un système d'information pour recenser les matériaux et produits finis à travers toutes les étapes (achat, transformation, emballage et distribution), a précisé M. Bacha dans son intervention lors d'une conférence sur l'économie circulaire à laquelle ont pris part des cadres des secteurs de l'industrie et de l'environnement ainsi que des opérateurs économiques.

Le groupe de travail aura également pour mission l'étude des choix technologiques et techniques propres, l'étude des conditions et méthodes de modernisation technologique, la réhabilitation des infrastructures industrielles outre l'optimisation des opérations, a indiqué le ministre, ajoutant que le groupe de travail examinera également les voies d'appui des entreprises industrielles pour réhabiliter les outils industriels et publier les normes y afférentes.

Il veillera, en outre, à créer des moyens pour la récupération des déchets à travers le recyclage.

Le ministre a également souligné la nécessité d'inciter les opérateurs économiques à produire mieux et plus avec moins de produits.

Par ailleurs, M. Bacha a affirmé que le secteur de l'industrie était appelé "de manière directe" à mettre en place des mécanismes à même de le placer en premier rang de l'économie circulaire, soulignant qu'il faudrait "officialiser l'économie circulaire comme objectif national et un des piliers de la croissance économique, afin de surpasser l'économie linéaire sous-tendant extraction, industrialisation, consommation et élimination des déchets".

Baisser les déchets industriels au quart à l'horizon 2025

Pour le ministre, il est impératif de tracer des objectifs structurels pour réduire au maximum les déchets, en établissant un ratio production-consumation, de manière à diminuer au quart les déchets industriels à l'horizon 2025 par rapport à 2020 "sans pour autant toucher au niveau de production". De même qu'il serait judicieux de réduire, à court terme, les quantités de déchets ménagers et assimilés de 10% et fixer un seuil aux quantités de déchets des activités productives d'ici fin 2021.

M. Bacha a tenu à rappeler l'importance de réaliser, d'ici 2025, entre 40% et 50% du recyclage des déchets non dangereux (non inertes) "sachant que le taux actuel ne dépasse pas 10% dans le meilleur des cas".

INDUSTRIE

Appel à l'adoption de mécanismes pour la facilitation des transferts en devises des exportateurs algériens (association)

Le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL) Ali Bey Nasri a appelé lundi à partir de Blida à la nécessaire adoption de nouveaux mécanismes permettant de faciliter les transferts en devises des exportateurs de l'intérieur et vers l'étranger (du pays) lors de leurs transactions financières.

"Le transfert des devises de l'intérieur et vers l'étranger est la plus grande contrainte rencontrée par les opérateurs économiques algériens exportateurs", a déclaré à l'APS M. Nasri, en marge d'une rencontre sur "Industrie électrique: le marché des équipe-

ELECTROMÉNAGER

La Banque d'Algérie a donné son accord pour la création d'une banque d'import-export (Tir)

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Reda Tir a révélé lundi à Blida que la Banque d'Algérie (BA) a donné son accord pour la création d'une banque d'import-export à même de résoudre plusieurs problèmes rencontrés par les opérateurs économiques et des exportateurs algériens.

"La demande formulée, janvier dernier par le CNESE au Président de la République, concernant la création d'une banque d'import-export a été approuvée par la BA, ce qui constitue un acquis important pour les exportateurs algériens", a indiqué M. Tir au terme des travaux d'une rencontre sur le thème "Industrie électrique: le marché des équipements électriques et les potentialités d'exportation", organisée au siège de la wilaya en présence d'opérateurs économiques. "Suite à cet accord, il y a lieu de relever que les propositions du Conseil sont en voie de concrétisation. Il ne reste que la création de cette banque", a-t-il ajouté.

M. Tir a fait savoir que ses services se dirigent vers la concrétisation de la création d'une "Maison d'export", une idée du Président de la République. La vision du CNESE en matière d'économie vise à créer une banque d'import-export s'intéressant au financement des projets et la "Maison d'export" ou "l'Agence nationale d'exportateurs"



qui s'intéresse au volet logistique de l'exportation. Cette démarche est intervenue car les instances actuelles sont incapables d'exercer pleinement leurs missions et s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de la performance

ALGÉRIE - LIBYE

Forum économique algéro-libyen et Foire des produits algériens destinés au marché libyen: cérémonie en l'honneur des organisateurs

Une cérémonie a été organisée, lundi à Alger, sous la supervision du ministre du Commerce, Kamel Rezig, en présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, en l'honneur des organisateurs du Forum économique algéro-libyen et de la Foire des produits algériens destinés au marché libyen.

Cette distinction vise à asseoir la tradition de valorisation des relations humaines et fraternelles entre toutes les franges de la communauté économique et de consolidation des contacts et de la communication entre l'administration et l'opérateur économique, en vue d'une plus grande synergie face aux défis économiques à venir.

A cette occasion, un bouclier honorifique symbolique a été remis aux représentants des entreprises nationales, publiques SONATRACH, COSIDER, NAFTAL, la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX), le Groupe LOGITRANS, le Groupe SERPORT, et privées "IRIS", "FADERCO" et "VENUS", en sus de distinctions à des représentants du ministère des Affaires étrangères, de la Chambre algérienne nne de commerce et d'industrie (CACI), de la Société algérienne des foires et des exportations (SAFEX-SPA), et de l'Agence nationale de promo-

tion du commerce extérieur (ALGEX), ainsi qu'à des cadres du ministère du Commerce.

Prenant la parole, M. Rezig a affirmé que cette manifestation "a été empreinte de professionnalisme et de franchise de discours mettant l'accent sur le nécessaire renforcement des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Libye sur la base du principe de complémentarité entre les deux pays dans la plupart des domaines en lien avec les biens, les services et les marchandises".

L'Algérie, a-t-il assuré, "oeuvre à consacrer davantage les relations politiques et fraternelles distinguées avec l'Etat de Libye frère, à travers le raffermissement des relations économiques, commerciales et d'investissement fondées sur le principe gagnant-gagnant".

Soulignant les grandes opportunités offertes par le Forum économique algéro-libyen, tenu les 29 et 30 mai dernier, et la Foire des produits algériens destinés au marché libyen, organisée les 30 et 31 mai, le ministre a estimé que ces deux événements avaient été une réelle et concrète vitrine des capacités de production de l'économie nationale et une opportunité pour mettre en avant le rôle des hommes d'affaires dans la promotion de la coopération entre les deux pays, notamment

des institutions. Les participants aux travaux de la rencontre à laquelle ont pris part plusieurs partenaires, banques publiques et des représentants de corps diplomatiques accrédités en Algérie ont plaidé notamment pour la révision de la législation relative aux échanges commerciaux qui constitue un obstacle devant les investisseurs et la création d'un fonds spécial destiné au financement des études. Les participants ont appelé au développement d'infrastructures d'exportation (transport et visas en particulier) ainsi que la création d'un guichet aux différents corps diplomatiques algériens à l'étranger en charge d'aider les investisseurs algériens outre la création d'un groupe de travail chargé de suivre la mise en œuvre de ces recommandations. La rencontre a été une occasion pour les acteurs de ce secteur pour présenter des rapports sur l'activité de l'industrie électrique et les perspectives de son développement, notamment à travers l'accès au marché africain.

à travers la réactivation du conseil d'affaires. Pour M. Rezig, la réactivité des entreprises algériennes à contribuer à l'organisation de ces deux événements dénote de la confiance de l'opérateur national quant à un meilleur avenir de l'économie nationale, en ce sens que la valorisation et le développement de la relation de confiance entre tous les acteurs pour contribuer à la diversification de l'économie nationale constitue le premier et principal investissement.

De son côté, la directrice générale de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Bahloul Ouahiba, a abordé l'importance de cette hommage en tant qu'encouragement pour les entreprises nationales publiques et privées, qui ont pris en charge tous les coûts du Forum et de la Foire, relevant l'élan qui leur a été donné pour continuer dans cet esprit de solidarité visant à transporter le produit national à l'étranger et à promouvoir l'économie nationale dans les marchés internationaux. Le directeur général du Groupe services portuaires Algérie (SERPORT), Achour Djelloul, a affirmé, quant à lui, que la conjoncture difficile que traverse l'économie mondiale, en général, et l'économie nationale en particulier, requière de tous les opérateurs d'oeuvrer au rapprochement avec les pays

frères et à la consolidation des relations commerciales et économiques avec eux. Les moyens logistiques publics mutualisés pour répondre aux besoins de cette opération sont à même de favoriser un progrès durable en matière de développement, dans les projets d'investissement et les échanges commerciaux, a-t-il relevé.

Pour sa part, le directeur général par intérim du Groupe IRIS a évoqué la promulgation de la nouvelle Loi sur l'investissement qui ouvrira, a-t-il dit, largement les champs aux opérateurs des deux pays, mettant en avant le souhait des différents opérateurs de voir ce nouveau texte palier aux vides et insuffisances caractérisant la Loi actuelle. De son côté, le Président-directeur général (P-dg) du Groupe VENUS et président du Club des entrepreneurs et investisseurs de la Mitidja (CEIMI), Kamel Moula, a indiqué que les opérateurs économiques ont présenté, lors de cette manifestation, des produits nationaux de qualité se félicitant de leur écho positif auprès opérateurs de Libye. Relevant les grands efforts déployés par les opérateurs, et dont la plupart n'arrivent pas à dépasser le marché national, M.

Moula a appelé à la célérité dans la promotion du produit national dans les marchés internationaux.

PÉTROLE

Le Brent dépasse 75 dollars pour la première fois en deux ans

Le baril de Brent, référence européenne du pétrole brut, a dépassé les 75 dollars mardi matin pour la première fois depuis avril 2019 alors que les négociations sur le nucléaire iranien tanguent depuis l'élection de l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi.

Le Brent de la mer du Nord pour livraison en août a atteint 75,30 dollars vers 07H00 GMT, un plus haut depuis plus de deux ans, avant de reculer légèrement (-0,16% à 74,78 dollars vers 08H40 GM).

A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet, dont c'est le dernier jour de cotation, cédait 0,43% à 73,34 dollars, après avoir atteint lundi 73,96 dollars, un plus haut depuis octobre 2018.

"Le brut a poursuivi sa hausse, galvanisé par l'idée que l'élection de Ebrahim Raïssi rend les négociations sur le nucléaire plus difficiles", a commenté Ipek Ozkardeska, analyste.

Alors que des discussions se tiennent à Vienne pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien conclu



dans la capitale autrichienne en 2015. M.

Raïssi a affirmé qu'il ne permettrait "pas de négociations pour le plaisir de négocier". Mais "toutes négociations garantissant les intérêts nationaux de l'Iran seront certainement soutenues", a-t-il ajouté.

Pour les investisseurs pétroliers, il s'agit de savoir si les sanctions qui empêchent actuellement l'Iran d'exporter sa production seront allégées, ce qui changerait drastiquement l'équilibre du marché du brut. Du côté de la

Maison Blanche, "nous n'avons pas actuellement de relations diplomatiques avec l'Iran, ni de projets de rencontre avec des dirigeants", a affirmé le porte-parole Jen Psaki, estimant que "la personne en charge des décisions (en Iran) est le chef suprême".

Après avoir atteint son record, le cours du brut reculait légèrement, notamment en raison de la vigueur du dollar, monnaie de référence des prix internationaux.

Pourtant, la force du billet vert depuis une semaine n'a pas empêché le pétrole de battre record sur record, note Jeffrey Halley, analyste.

"Cela suggère qu'il y a très probablement une demande réelle élevée", et pas dopée par des spéculations, estime-t-il.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DES ETATS-UNIS

La pandémie continue de poser des risques sur les perspectives économiques (Fed)

Le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) Jerome Powell a déclaré lundi que la pandémie de COVID-19 continuerait de poser des risques sur les perspectives économiques des Etats-Unis, à un moment où le rythme de vaccination ralentit.

"Les progrès en matière de vaccinations ont limité la propagation de la Covid-19 et continueront probablement à réduire des effets de cette crise de santé publique sur l'économie", a affirmé M. Powell dans un témoignage écrit publié lundi après-midi sur le site officiel de la Fed, préparé en amont

d'une audience mardi devant le sous-comité spécial de la Chambre sur la crise du nouveau coronavirus. "Néanmoins, le rythme de vaccination a ralenti et de nouvelles souches continuent de présenter un risque.

Les progrès constants en matière de vaccinations soutiendront le retour des conditions économiques à la normale", selon lui. Le témoignage de M. Powell est intervenu alors que des experts de la santé publique ont averti que le variant Delta hautement contagieux continue de menacer les Etats-Unis, en particulier dans les Etats com-

porta nt les plus faibles taux de vaccinations. Il a aussi affirmé dans son témoignage que l'inflation aux Etats-Unis a considérablement augmenté, surtout ces derniers mois alors que l'économie a poursuivi sa réouverture.

Selon un résumé des dernières prévisions économiques publiées la semaine dernière par la Fed, l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle de base, l'indicateur d'inflation préféré de la Fed, devrait remonter à 3% d'ici la fin de 2021, puis décroître à 2,1% au cours des deux prochaines années.

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar repart en hausse face à d'autres monnaies

Le dollar reprenait sa hausse mardi face à l'euro et aux autres grandes monnaies, les cambistes attendant de voir si le chef de Banque centrale américaine (Fed) Jerome Powell va donner plus de détails sur un possible durcissement de sa politique monétaire.

Mardi matin, le dollar gagnait 0,30% à 1,1883 dollar pour un euro.

Depuis la réunion de la Fed mercredi, le billet vert est en pleine forme: l'institution s'est montrée plus inquiète de la hausse de l'in-

flation et ses membres ont avancé leur calendrier de possibles hausses des taux, ce qui rend le dollar plus attractif. "Une grande partie des paris à la baisse sur le dollar ont disparu dans les derniers jours, mais la hausse semble s'essouffler", commente Neil Wilson, analyste. "Les investisseurs commencent à digérer que ces discussions sur la fin du programme de rachats d'actifs et la possibilité de hausse des taux concernent le rééquilibrage d'un calendrier, plutôt qu'une possible

réaction immédiate de la Fed", a ajouté un autres analyste, Michael Hewson.

Le marché se tourne donc vers l'intervention de M. Powell, attendu en fin d'après-midi. "Dans le discours qu'il a pré préparé (publié dans la presse financière), M. Powell rappelle que la Fed ne s'inquiète pas trop de la hausse récente de l'inflation et ne pense pas qu'elle va perdurer", note M. Wilson. "Son discours peut faire bouger le marché", souligne-t-il, surtout "s'il essaye de calmer les ardeurs

des investisseurs la semaine dernière". La livre britannique souffrait particulièrement face au dollar (-0,51% à 1,3862 dollar pour une livre) et dans une moindre mesure face à l'euro (-0,30% à 85,72 pence pour un euro).

L'emprunt public du Royaume-Uni atteignait 24,3 milliards de livres le mois passé, le deuxième plus haut niveau jamais enregistré pour ce mois de l'année, mais 19,4 milliards de livres inférieur à mai 2020, indique mardi l'Office national des Statistiques.

CACAO

L'initiative Ghana-Côte d'Ivoire veut promouvoir le bien-être des planteurs

L'Initiative cacao Côte d'Ivoire-Ghana (CIGCI), un organe destiné à garantir un prix rémunérateur aux planteurs, a tenu sa première réunion lundi à Abidjan et affiché sa volonté de sortir les producteurs de la pauvreté.

Mise en place par les deux pays d'Afrique de l'Ouest, qui représentent ensemble environ 60% du cacao mondial, l'institution doit "assurer une durabilité à l'économie cacaoyère", a déclaré l'Ivoirien Alex Pierre-Arnaud Assanvo, son premier secrétaire exécutif, nommé jusque fin septembre 2025.

Le CIGCI, dont le siège est installé à

Accra, veut se montrer "inflexible sur la question de la promotion du bien-être et des intérêts collectifs des producteurs de cacao dont beaucoup vivent dans la misère", souligne le communiqué final de cette première rencontre.

La Côte d'Ivoire et le Ghana, qui représentaient à eux deux 64% de la production mondiale de cacao pour la campagne 2019-2020 selon l'ICCO (Organisation internationale du cacao), se sont déjà engagés en juin 2019 dans une initiative conjointe pour garantir des revenus minimums aux cultivateurs avec le versement d'une prime au-delà

du prix du marché. Les planteurs des pays tropicaux sont les parents pauvres du secteur: ils ne perçoivent que 6% des 100 milliards de dollars par an que représente le marché mondial du cacao et du chocolat, verrouillé par les grands industriels.

En Côte d'Ivoire, plus de la moitié d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté, selon une étude de la Banque mondiale, alors que le cacao fait vivre 5 à 6 millions de personnes.

La situation est comparable au Ghana, où quelque 800.000 familles vivent de l'or brun.

ROYAUME-UNI

L'emprunt public baisse encore en mai avec le déconfinement

L'emprunt public a baissé en mai au Royaume-Uni comparé à l'an passé grâce au déconfinement, mais reste proche de ses records et très fortement en hausse comparé à 2019, avant le choc de la pandémie.

L'emprunt public atteignait 24,3 milliards de livres le mois passé, le deuxième plus haut niveau jamais enregistré pour ce mois de l'année, mais 19,4 milliards de livres inférieur à mai 2020, indique mardi l'Office national des Statistiques.

Les finances publiques ont bénéficié de la levée d'une grande partie des restrictions sanitaires à partir de la mi-mai, nombre d'entreprises ayant repris leur activité et n'ayant donc plus recours à certaines aides gouvernementales, alors qu'un an plus tôt le pays était encore en confinement strict. L'endettement du Royaume-Uni s'est envolé à partir de mars 2020 et de la mise en place de mesures de soutien gouvernementales, notamment un système de chômage partiel pour indemniser à 80% et jusqu'à 2.500 livres les salariés dans les entreprises forcées de suspendre leur activité.

En avril, l'endettement public britannique avait déjà amorcé une décade comparé à 2020, tout en restant proche de ses records historiques.

L'emprunt public pour l'année fiscale terminée en mars a été revu en légère baisse de 1,1 milliard à 299,2 milliards de livres mais reste le plus élevé jamais enregistré depuis mars 1946, et représente 14,3% du produit intérieur brut.

Les mesures de soutien aux particuliers et entreprises pendant la pandémie ayant représenté 204,2 milliards de livres - soit 28% des dépenses du gouvernement, qui ont atteint en tout 942,6 milliards de livres. "La solide reprise économique commence à se voir dans l'endettement moins élevé du gouvernement. Cela renforce notre opinion que les hausses d'impôts et baisses de dépenses publiques, redoutées par beaucoup, peuvent être évitées", estime Thomas Pugh, de Capital Economics.

CAP VERT

Renationalisation de la compagnie aérienne TACV

Le gouvernement du Cap-Vert a annoncé lundi sa décision de renationaliser Cabo Verde Airlines (TACV), le groupe islandais Icelandair auquel il avait cédé 51% des parts en 2019 n'ayant pas réussi à redresser la compagnie aérienne selon lui.

Composée de neuf îles situées au large du Sénégal, l'ancienne colonie portugaise, indépendante depuis 1975, est une destination prisée des touristes, particulièrement en hiver.

L'archipel s'employait à réorganiser son système de transport, mais ce secteur, comme l'activité touristique et toute l'économie ont été durement impactés par la pandémie de Covid-19.

Lisbonne.

Mais cette reprise a été reportée. Les avions de la TACV sont cloués au sol depuis mars 2020.

En 2019, l'Etat avait cédé 51% des parts à Loftleidir Icelandic, filiale du groupe islandais Icelandair.

Il avait conservé 39% du capital, dont 10% étaient réservés aux salariés.

Le Premier ministre capverdien Ulisses Correia e Silva a annoncé lundi la décision de dénoncer le contrat.

"Le gouvernement entamera un processus pour (revenir sur) la privatisation des 51% du capital social de la Cabo Verde Air Lines, et assurer la totalité de la gestion de la compagnie aérienne étant donné que la société islandaise Loftleidir Icelandic n'a pas démontré pouvoir garantir la pérennisation et la continuité des opérations de la compagnie", a-t-il dit sur la télévision publique.

"Les Islandais n'ont pas respecté les accords établis", a-t-il dit.

Il a invoqué la volonté de "sauvegarder l'avenir" des 300 employés, ainsi que "l'intérêt national".

Il a reconnu qu'à cause de "la pandémie de Covid-19, toutes les compagnies aériennes ont eu du mal à survivre", et annoncé une prochaine nouvelle restructuration de la compagnie et le choix d'un autre partenaire stratégique, sans donner de date.

Ulisses Correia e Silva est à la tête du Mouvement pour la démocratie (MpD) qui a décroché la majorité absolue au Parlement aux législatives d'avril.

Il a pour tâche de redresser l'économie du pays très dépendant du tourisme, qui représente 25% de son PIB. Le Cap-Vert a enregistré en 2020 une récession historique de 14,8%.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 30 décès et 1494 blessés en une semaine

Trente personnes sont décédées et 1494 blessées dans des accidents de circulation survenus dans plusieurs wilayas durant la période allant du 13 au 19 juin en cours, selon un bilan hebdomadaire publié mardi par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Skikda, où 03 personnes sont décédées et 32 autres ont été blessées, ajoute la même source, soulignant que les blessés ont été pris en charge par les secours puis évacués vers les structures hospitalières. Les équipes de secours de la Protection civile ont effectué 8644 interventions durant la même période pour l'exécution de 7739 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses", précise le communiqué.

Ainsi, les secours ont effectué 2575 interventions pour procéder à l'extinction de 2050 incendies urbains, industriels et autres, ajoute le même communiqué. Dans le cadre des activités de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, du 13 au 19 juin courant, 260 opérations de sensibilisation à travers le territoire national portant sur la pandémie Covid-19, poursuit le même communiqué, en rappelant les citoyens sur la nécessité du respect de confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale. La même source ajoute que 369 opérations de désinfections générales à travers le territoire national ont été effectuées par les unités de la Protection civile, touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publique et privés, quartiers et ruelles. Par ailleurs, la DGPC a mobilisé pour les deux opérations 1153 agents de la Protection Civile, tout grade confondu et 194 ambulances ainsi que 168 engins d'incendies, conclut le communiqué.

BATNA

L'association El Baraka d'Ain Touta prend en charge les candidats au baccalauréat des localités reculées

Le bureau de la wilaya de Batna de l'association nationale d'assistance aux personnes handicapées "El Baraka" a ouvert son siège dans la ville d'Ain Touta pour prendre en charge les candidats au baccalauréat, session de juin 2021, venus des localités et des villages reculés.

Le siège de l'association qui se trouve à la cité Emir Abdelkader au centre-ville a été aménagé et ouvert durant la pose, entre les épreuves du matin et de l'après-midi, aux candidats pour reposer et prendre leur déjeuner dans une ambiance bon enfant pendant les cinq jours de l'examen, a indiqué à l'APS Abdallah Boukhelifa, coordinateur régional de l'association. "Nous avons recensé 50 candidats bénéficiaires de cette opération qui reste ouverte aux autres candidats que certaines circonstances pourraient amener à se présenter à nous", a ajouté M. Boukhelifa, assurant que l'association a la possibilité de prendre en charge 100 candidats par jour.

Deux espaces de repos, l'un pour les filles et un autre pour

MILA

Hicham Sabae, un malvoyant déterminé à décrocher le baccalauréat

Le jeune malvoyant, Hicham Sabae, (32 ans) issu de la commune de Yahia Béni Guecha (à l'Ouest de Mila) a relevé le défi en passant les épreuves du baccalauréat de la session 2021 parmi les candidats libres, confiant en ses capacités en dépit de son handicap.

"Passer les épreuves du baccalauréat fait suite au défi que j'ai relevé en reprenant mes études par correspondance après les avoir interrompues en 2008 consécutivement à mon échec aux épreuves du brevet d'enseignement moyen", a affirmé lundi à l'APS ce candidat qui a opté pour la filière des langues étrangères.

Arrivé en troisième année secondaire, ce candidat a décidé de surmonter l'obstacle du baccalauréat", dit-il, pour rejoindre l'université dans la filière des langues étrangères qui le passionne, affirmant tirer sa détermination de l'encouragement constant de sa famille, notamment son père qui l'a encouragé à poursuivre ses études malgré son handicap et ses amis malvoyants dont le soutien a contribué également à lui donner la volonté d'aller de l'avant. Pour se préparer à ce rendez-vous important, Hicham a rejoint le centre



d'enseignement intensif des langues du centre universitaire Abdelhafid Boussouf pour consolider son apprentissage des langues étrangères, en plus de se préparer "modestement" à domicile du fait de son handicap.

Unique candidat malvoyant au baccalauréat dans la wilaya

Hicham Sabae est l'unique candidat au baccalauréat de la

catégorie des malvoyants dans la wilaya de Mila, selon les services de la direction de l'éducation, ce qui lui a donné confiance en lui pour être "l'ambassadeur" des personnes aux besoins spécifiques qu'il entend, affirme-t-il, honorer en rejoignant l'université.

Pour ce candidat, passer le baccalauréat constitue "une étape décisive" à surmonter pour affirmer ses capacités,

faire plaisir à sa famille et prouver à la société que la catégorie des handicapés est ambitieuse et en mesure de rejoindre l'université et poursuivre des études dans différentes filières. Depuis hier, premier jour du baccalauréat, Hichem passe ses épreuves au niveau du centre réservé aux candidats libres, le CEM "bataille de Djebel Lakhdar 1956" de Mila, où il a bénéficié d'une bonne prise en charge et où une salle lui a été réservée avec la mobilisation d'un accompagnateur qui lui lit les questions et transcrit ses réponses.

Pour ce candidat, les sujets des épreuves qu'il a passés "sont à la portée de toute personne ayant consenti des efforts".

Les encadreurs du centre ont assuré que Hicham passe ses épreuves du bac conformément aux conditions dictées par la réglementation relative aux candidats aux besoins spécifiques.

les garçons, ont été mis à la disposition des candidats pour se reposer et récupérer au niveau du siège de l'association, a ajouté la même source, précisant que des bénévoles de l'association préparent pour les candidats au bac un déjeuner chaud et complet.

Cette initiative, a-t-il ajouté, est menée en coordination avec la cellule de proximité de l'Agence de développement social à Ain Touta, et sous l'égide du chef de la daïra et du directeur de l'action sociale et de la solidarité afin d'offrir du repos aux candidats qui viennent de localités éloignées pour rejoindre quotidiennement les centres d'examen.

Des mécènes, des femmes au foyer et des enseignants ont participé à cette initiative saluée par les citoyens, notamment les parents d'élèves pour lesquels cette action est un exemple de l'entraide et la solidarité inhérentes à la société algérienne.

L'idée remonte à l'année passée et avait permis la prise en charge des candidats libres venus de plusieurs communes et

daïras lointaines, a rappelé M. Boukhelifa qui a ajouté que cette initiative a été reproduite cette année après l'écho favorable qu'elle a suscité.

"Nous œuvrerons à étendre cette initiative à d'autres daïras et grandes villes de la wilaya surtout que l'action caritative suscite immanquablement l'adhésion sociale", a promis le même acteur associatif. Khadidja, Louiza, Tarek et Youcef qui passent pour la première fois les épreuves du baccalauréat ont salué cette initiative qui leur a offert ainsi qu'à d'autres candidats venus des villages des communes de Maâfa, Ouled Aouf et Béni Fhedala relevant de la daïra d'Ain Touta, des conditions idéales pour se reposer durant les jours de l'examen qui se déroulent sous des températures très élevées. "Outre l'accueil et le repas, les membres de l'association tentent de nous encourager et booster notre moral et nous préparent même du café avec des gâteaux dans une ambiance familiale", ont ajouté des candidats.

OUARGLA

Bénévoles et associations apportent leur soutien aux candidats au baccalauréat

De nombreux bénévoles et associations caritatives à travers la wilaya d'Ouargla proposent leur soutien aux candidats au baccalauréat, session juin 2021, en cette période de canicule et de vents de sable, qui affecte la région. Des âmes bienfaitrices proposent ainsi gracieusement un réconfort psychologique et un soutien matériel à travers une prise en charge en restauration et en hébergement dans des lieux climatifiés pour les candidats libres venant de zones enclavées et éloignées, à l'instar des communes de Hassi-Messaoud et El-Borma, ou de zones d'ombre faiblement desservies par le transport telles que Frane et El-Bour. Au centre d'examen de Sidi-Amrane au quartier Mekhadma (Ouargla), l'association "Es-Saafa El-Khadra" offre depuis le début des épreuves du Bac ses services aux candidats, en mettant à leur disposition de l'eau minérale fraîche et des gâteaux. Ceci, en plus de l'accueil des candidats à la mosquée Sidi Abdelkader Djilani pour leur restauration et de la proposition d'une bienfaitrice du même quartier d'offrir l'hébergement aux candidates. Au quartier Bouamer, les membres de l'association caritative éponyme apportent leur aide aux candidats, en coordination avec des bienfaiteurs du quartier, qui ont ouvert leurs habitations pour l'accueil des candidats auxquels sont offerts repas et eau fraîche. Le même constat est relevé devant le lycée Mesrouk Hadj-Aïssa, dans la commune de Ain El-Beïda, où s'est déployée l'association

caritative "El-Tebisira" pour s'enquérir des besoins des candidats, en leur proposant, outre de l'eau fraîche, des jus, des gâteaux et des dattes, des accessoires de prévention sanitaire contre la propagation de la Covid-19 (bavettes et liquide désinfectant).

A Sidi-Khouiled (périphérie d'Ouargla), l'association "Sanaï El-Maarouf" d'aide aux malades est elle aussi de la partie et propose aux candidats, en coordination avec l'association "El-Irchad", des repas, de l'eau fraîche et des lieux de repos et de récupération.

Dans la même commune, l'association "Djousour El-Kheir" offre des services similaires aux candidats, a affirmé son président, Rabie Khelladi, assurant "avoir reçu des dons appréciables de nombreux bienfaiteurs, dès le lancement d'un appel via les réseaux sociaux à apporter aide aux candidats, ayant permis de disposer de grandes quantités d'eaux minérales, de jus, de fruits et légumes". Des femmes a un foyer ont, de leur côté, suggéré de préparer les repas, et des citoyens ont proposé l'ouverture de leurs habitations pour accueillir des candidats, a-t-il assuré.

Ce large élan de solidarité est constaté à travers le suivi des réseaux sociaux, où fût depuis le début de la semaine des propositions de bienfaiteurs d'assurer le couvert aux candidats, et même le gîte pour ceux issus de régions éloignées. Contactée sur la page d'un groupe féminin d'Ouargla, Mme Ilham, une bienfaitrice, a expliqué avoir pris l'habitude,

depuis maintenant six ans, de reconverter, pour la durée des examens, son atelier de couture en local pour l'accueil (couvert et gîte) des candidats composant au niveau du lycée Abdelmadjid Boumada (Ouargla-ville), notamment celles issues de régions éloignées. Une trentaine de candidates y sont accueillies chaque jour.

Grande satisfaction des candidats face à ces gestes de solidarité

De nombreux candidats ont fait part à l'APS de leur large satisfaction face à ces honorables gestes de solidarité et aux différentes aides qu'ils reçoivent que ce soit de la part d'associations caritatives ou de bienfaiteurs.

Mohamed Makhloufi, candidat libre (filière gestion et économie) au centre d'examen Mbarek El-Mili (Ouargla), et qui passe son bac pour la troisième fois, a déclaré: "C'est la première fois que je perçois autant de solidarité envers les candidats, ce qui est la meilleure preuve qu'il y a encore du bien dans ce bas monde, et que l'action humanitaire et de solidarité, une des valeurs de la société algérienne, est toujours présente".

D'autres candidats ont exprimé leurs remerciements et leur entière gratitude aux associations caritatives et aux bienfaiteurs pour leurs aides durant toute la période des examens. Ils sont rejoints par des parents d'élèves, tout aussi reconnaissants et sensibles à ces gestes de solidarité apportant réconfort et soutien aux candidats, surtout en cette

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Au moins quatre morts dans un naufrage sur le lac Tanganyika

Au moins quatre personnes ont trouvé la mort dans un naufrage survenu lundi au large de Kazimia sur le lac Tanganyika, dans la province du Sud-Kivu (est de la République démocratique du Congo), a rapporté mardi Radio Okapi, la radio de la Mission des Nations Unies en RDC.

D'après la radio qui cite le commissaire maritime local, on compte par ailleurs cinq survivants.

L'embarcation qui avait quitté Kazimia avec à son bord plusieurs passagers et des marchandises a été victime de vents violents qui ont provoqué le naufrage. Le nombre exact des personnes à bord reste toujours inconnu.



Les cas de naufrages sont fréquents à travers la RDC où des surcharges et le mauvais état des embarcations sont généralement à l'origine de la majeure partie de ces drames.

Le cas de naufrages sont fréquents à travers la RDC où des surcharges et le mauvais état des embarcations sont généralement à l'origine de la majeure partie de ces drames.

SINGAPOUR

Une femme condamnée à 30 ans de prison pour avoir torturé et tué une domestique

Une Singapourienne qui a affamé, frappé et fini par tuer sa domestique birmane a été condamnée à une peine de 30 ans de prison mardi par un juge qui a décrit cette affaire comme "l'un des pires types d'homicide volontaire".

La riche cité-Etat d'Asie du Sud-Est abrite quelque 250.000 employés domestiques qui viennent le plus souvent de pays d'Asie pauvres et les cas de mauvais traitements sont nombreux.

Mais le juge See Kee Oon a sanctionné à l'issue du procès "la cruauté abjecte de la conduite épouvantable de l'accusée" et condamné Gaiyathiri Murugayan, une Singapourienne de 41 ans, à une longue peine de prison.

Les attaques contre la jeune domestique birmane de 24 ans, Piang Ngaih Don, particulièrement violentes, avaient été enregistrées par les caméras de surveillance placées dans la maison des employeurs.

L'employée a été piétinée, étranglée, étouffée, battue avec des balais et brûlée par un fer à repasser, selon des documents présentés au procès. La jeune femme birmane est morte en juillet 2016 après des attaques répétées pendant des heures, débouchant sur l'arrestation de son employeur. En février la Singapourienne a plaidé coupable de 28 chefs d'accusations, dont homicide volontaire.

L'accusée est apparue devant le tribunal mardi avec des lunettes et un masque noir, elle est restée assise silencieusement les yeux fermés et a courbé la tête quand le juge a prononcé sa sentence.

Le juge a pris en compte le fait que l'accusée souffrait de troubles obsessionnels compulsifs et de dépression depuis son accouchement pour écarter une peine de prison à vie qui n'aurait pas été "juste ni appropriée".

Sa défense avait tenté de réduire sa condamnation à un homicide volontaire, plutôt qu'à un meurtre, passible de la peine de mort à Singapour, en insistant sur ses problèmes de santé mentale.

L'avocat Joseph Chen a plaidé que sa cliente subissait "une combinaison de stress" et demandé une peine de 9 ans de prison.

La domestique birmane a été embauché en 2015 par Gaiyathiri Murugayan et son mari, un policier, pour s'occuper de leur fille de quatre ans et d'un fils d'un an.

La Singapourienne a attaqué son employée presque tous les jours, parfois plusieurs fois par jour, quelque fois avec l'aide de sa mère âgée de 61 ans, selon des documents du procès.

La domestique qui était employée dans cette famille depuis plus d'un an au moment de sa mort n'était autorisée à dormir que cinq heures environ par nuit, et devait se doucher ou aller aux toilettes en laissant la porte ouverte.

Mal nourrie, elle a perdu beaucoup de poids, et ne pesait que 24 kilos au moment de son décès.

MIGRANTS

Près de 1.600 migrants secourus au large des côtes libyennes la semaine dernière (OIM)

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a déclaré lundi que près de 1.600 migrants avaient été secourus la semaine dernière au large des côtes libyennes.

"Du 13 au 19 juin, 1.594 migrants ont été secourus/interceptés en mer et sont rentrés en Libye", a-t-elle indiqué. En 2021, un total de 14.388 migrants, dont des femmes et des enfants, ont été secourus, tandis que 194 sont morts et 492 ont disparu au large des côtes libyennes en Méditerranée centrale, selon l'organisation onusienne. La Libye souffre d'insécurité et de chaos depuis la chute de Mâammar El Gaddafi en 2011, faisant de ce pays d'Afrique du Nord un point de départ privilégié pour les migrants qui souhaitent traverser la Méditerranée vers les côtes européennes. Ceux secourus en mer se retrouvent dans des centres d'accueil surpeuplés à travers la Libye, malgré des appels internationaux répétés à les fermer.

GABON

Réception de fonds pour la poursuite des efforts contre la déforestation

Le Gabon est le premier pays africain à être payé par des fonds internationaux pour poursuivre ses efforts contre la déforestation sur son territoire recouvert à 90% par la forêt, a annoncé mardi le ministère gabonais de l'environnement.

"Après que des experts indépendants ont vérifié les résultats obtenus par le Gabon en matière de réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts, un paiement de 17 millions de dollars américains rétribue les réductions réalisées par le Gabon en 2016 et 2017, par rapport aux niveaux d'émission annuels de 2006 à 2015", selon un communiqué du ministère. Les fonds sont délivrés par l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (Caff), un organisme lancé en 2015 par l'ONU, qui rassemble des pays d'Afrique centrale et des bailleurs de fonds internationaux. Les forêts gabonaises "absorbent un total de 140 millions de tonnes de CO2 chaque année, ce qui équivaut au retrait de 30 millions de voitures de la circulation dans le monde", écrit le ministère gabonais de l'environnement. Le Gabon, dirigé depuis 2009 par Ali Bongo Ondimba, est situé en pleine cœur de la forêt tropicale d'Afrique centrale, appelée "le deuxième poumon de la terre", après l'Amazonie.

Les fonds reçus seront notamment consacrés à des investissements dans la foresterie communautaire.

"L'objectif est d'améliorer les revenus, les moyens de subsistance et le bien-être des communautés au Gabon", selon le communiqué. "Le pays a démontré qu'avec une vision, un dévouement et un dynamisme fort, des réductions d'émission peuvent être réalisées dans la forêt du bassin du Congo", s'est félicité au nom du Cafi Sveinung Rotevatn, ministre norvégien de l'environnement.

Depuis plusieurs années, les autorités gabonaises ont développé une politique de conservation relativement poussée pour l'Afrique centrale. Il possède 13 parcs nationaux, qui couvrent 11% de son territoire, et 20 aires marines protégées. Le Gabon héberge près de 60% des éléphants de forêt qui subsistent en Afrique, récemment inscrits sur la liste des espèces en danger critique d'extinction.

ETATS-UNIS

Trois morts dans une fusillade au Colorado

Trois personnes ont été tuées lundi dans une fusillade dans la ville d'Arvada, dans l'Etat américain du Colorado, selon les autorités.

Le département de police de la ville a tweeté à midi qu'une fusillade avait éclaté dans le quartier de Olde Town, dans le centre-ville.

Il l'a décrite comme une "situation active" et une "scène à très grande échelle".

Un policier a été tué sur la place près de la bibliothèque, et son identité sera divulguée après que sa famille aura été informée, a indiqué KUSA-TV, une chaîne de télévision affiliée à NBC, citant le chef adjoint du département de police d'Arvada, Ed Brady.

La police a déclaré que le suspect a été abattu par les forces de l'ordre.

Arvada, dont la population est estimée à 120.000, est située à environ 16km du centre-ville de Denver, selon le site officiel de la ville.

CANADA

Une tornade fait un mort près de Montréal

Une tornade a fait un mort à Mascouche, à quelques dizaines de kilomètres au nord de Montréal, a annoncé lundi soir la vice-Première ministre et ministre de la Sécurité publique du Québec.

"Phénomène météo extrême à Mascouche. On nous confirme malheureusement le décès d'un homme.

Nos pensées accompagnent sa famille et ses proches", a annoncé sur Twitter Geneviève Guilbault.

"Nos équipes gouvernementales sont mobilisées sur le terrain pour venir en aide aux sinistrés et soutenir les autorités municipales", a-t-elle ajouté.

La tornade aurait également fait plusieurs blessés et touché plusieurs dizaines de bâtiments, selon les médias locaux.

Le passage de la tornade, survenue en fin de journée, a été immortalisé par plusieurs vidéos, qui ont circulé sur les réseaux sociaux.

AUSTRALIE

Des détenus évacués en raison d'une invasion de souris

Une invasion de souris dévastatrice a contraint mardi les autorités australiennes à commencer à déplacer des centaines de détenus d'une prison de Nouvelle-Galles du Sud, le temps de réparer les dégâts causés par ces rongeurs.

Les souris se sont notamment attaquées aux plafonds et ont rongé les câbles du centre correctionnel de Wellington, situé dans une région rurale.

"La santé, la sécurité et le bien-être du personnel et des détenus sont notre priorité absolue, il est donc important d'agir au plus vite afin de réaliser les travaux de remise en état", a affirmé dans un communiqué Peter Severin, le commissaire en charge des services correctionnels de Nouvelle-Galles du Sud, cité par l'agence AFP.

Jusqu'à 420 détenus et 200 membres du personnel seront transférés dans d'autres établissements d'ici la fin du mois de juin.

L'est de l'Australie est depuis quelques mois victime d'une invasion de souris qui s'attaque aux habitations et dévorent les récoltes.

Il s'agit de la dernière catastrophe à frapper les fermiers australiens, après plusieurs années de sécheresse, de mois de feux de forêt dévastateurs à la fin 2019 et des inondations qui ont suivi.

Ces rongeurs sont apparus dès le mois d'octobre, à la faveur d'une récolte exceptionnelle, après la pire sécheresse jamais enregistrée.

POLYARTHRITE RHUMATOÏDE Un diagnostic précoce vivement recommandé pour éviter les déformations des membres (spécialiste)

Le chef de service de rhumatologie de l'établissement hospitalier "Medjebber Touhami" d'Aïn El Turck (Oran), Dr Mohcine Medjadi a insisté lundi sur l'impératif de faire un diagnostic précoce sur la polyarthrite rhumatoïde (PR) devenue une des causes de déformation des membres.

Le spécialiste a indiqué à l'APS, en marge de la clôture d'une campagne de sensibilisation et de diagnostic précoce du polyarthrite rhumatoïde, que cette maladie qui touche actuellement les femmes de 20 à 40 ans plus que les hommes affecte les articulations, provoque beaucoup de douleurs chez les sujets atteints et se termine souvent par la déformation des membres de manière irréversible.

"Cette maladie chronique, si elle n'est pas prise au sérieux, peut provoquer des érosions aux membres et des déformations des mains et des pieds qui peuvent conduire à un handicap corporel doublé d'un impact psychologique négatif dans la mesure où le sujet atteint ressent des douleurs au niveau des articulations et trouve énormément de gêne voire des difficultés à faire le moindre geste, comme marcher ou encore ouvrir une bouteille", a-t-il expliqué.

Selon Dr Medjadi, "on ne peut en aucun cas soigner un malade ayant atteint la phase de déformation, mais seulement alléger sa douleur", soulignant que pour éviter cet état de fait, "il est conseillé de faire un diagnostic précoce".

A travers ce dépistage, a-t-il soutenu, il est possible de traiter la douleur des articulations avant complications et il est recommandé de faire de la rééducation fonctionnelle et d'apprendre aux malades des gestes qui paraissent simples pour de nombreux personnes, à savoir se mettre debout, s'asseoir, ouvrir une bouteille ou une porte, sauf que ce geste s'avère difficile pour un individu atteint de cette maladie". Au sujet de la campagne de sensibilisation et de dépistage de trois jours, le praticien spécialiste a fait savoir que près de 180 tests de diagnostics ont été effectués depuis samedi dernier donnant lieu au dépistage de 26 cas confirmés de PR, en attendant le reste des analyses prises en charge par le laboratoire partenaire à cette campagne.

Cette rencontre de sensibilisation a attiré de nombreux malades en provenance de plusieurs wilayas dans l'Ouest du pays, à l'instar de Sidi Bel-Abbes, Mascara, El Bayadh, Relizane, Mostaganem, Aïn Témouchent et Oran.

Les médecins participants ont insisté, lors de cette campagne placée sous le signe "On se tient ensemble", sur la nécessité de consulter un médecin spécialiste dès le moindre signe de pincements ou de douleur continue des articulations, notamment au niveau du poignet, du tendon, du genoux ou encore des doigts des mains et des pieds.

TLEMCCEN

Vaccination de plus de 500 personnes contre la Covid-19 en une semaine

La campagne de vaccination contre le Covid-19, lancée la semaine dernière au site historique "Grand bassin" de Tlemcen, a profité à 520 personnes, a-t-on appris auprès de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Tlemcen.

Lancée pour la première fois en plein air, cette campagne a mobilisé tous les moyens humains et matériels pour sa réussite, a indiqué la même source, soulignant qu'une moyenne de près d'une centaine de personnes notamment les personnes âgées des deux sexes est enregistrée quotidiennement, durant cinq jours dans ce site de vaccination pour lequel un camion médicalisé mobile a été mobilisé en plus du personnel médical et paramédical et de psychologues.

D'autres campagnes similaires seront organisées dans les grandes villes de la wilaya pour toucher un grand nombre de citoyens, a-t-on annoncé à la direction locale de la santé et de la population (DSP).

En parallèle à ces campagnes de vaccination, le mouvement associatif continue ses opérations de sen-

BILAN CORONAVIRUS 385 nouveaux cas, 262 guérisons et 9 décès

Trois cent quatre-vingt-cinq (385) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 262 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 136.679 dont 385 nouveaux cas durant les der-



nières 24 heures, celui des décès à 3.650 cas, alors que le nombre de

patients guéris est passé à 95.084 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 30 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 16 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 23 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 9 autres ont connu plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

CORONAVIRUS

225 cas de variants détectés en Algérie durant le mois de juin (Institut Pasteur)

Deux cent vingt cinq (225) cas de différents variants du virus SARS-CoV-2 ont été détectés en Algérie durant le mois de juin en cours, ce qui porte à 749 cas le nombre total de cas détectés au niveau national, selon un bilan établi lundi par l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA).

"Dans la continuité des activités de séquençage relatives à la surveillance des variants du virus SARS-CoV-2, menées par l'Institut Pasteur d'Algérie sur les prélèvements reçus des différentes wilayas du pays, nous faisons état du total des cas des différents variants détectés à ce jour, qui est de 749 cas.

Notons que 225 cas de variants ont été détectés au cours du mois de juin", précise la même source.

S'agissant de la répartition des cas du variant



Alpha, Alger totalise 71 cas.

Le nombre de cas détectés dans les autres wilayas s'établit comme suit : 3 à Tipaza, 21 à Blida, 7 à Bejaia, 9 à Bouira, 3 à Djelfa, 8 à Constantine, 4 à Annaba, 5 à Bordj Bou Arreridj, 3 à Médéa, 2 à Mila, 39 à Oran, 6 à Relizane, 4 à Aïn Temouchent, 2 à Mascara, 3 à Naâma, 2 à Oum El

Bouaghi, 22 à Ouargla, 5 à Ouled Djella, 2 à Tissemsilt et un (01) à Laghouat.

Pour ce qui est du variant Delta, l'IPA fait état de la détection de trois cas (03) dans la wilaya d'Alger.

Par ailleurs, l'Institut Pasteur d'Algérie "tient à informer l'ensemble des citoyens que l'inventaire des différents changements

(mutations) analysés jusque-là, à partir des prélèvements positifs en PCR et adressés par l'ensemble des structures sanitaires du pays, montre que les différents variants correspondants, sont ceux déjà déclarés à travers nos communiqués publiés sur notre site web et page Facebook", assurant que "tous les autres variants actuellement en circulation dans le monde (variants Beta et Gamma) font l'objet d'une étroite surveillance par l'Institut".

La même source exhorte les citoyens à "rester vigilants et respecter strictement les règles de base stipulées dans le protocole sanitaire (port de masques de protection, distanciation physique et lavage fréquent des mains)" afin de "limiter la propagation du virus et par là ses variants".

CONSTANTINE

Plus de 100 malades hospitalisés dans les quatre hôpitaux de la wilaya

Au total, 116 malades atteints de coronavirus sont hospitalisés à travers les quatre (4) hôpitaux de la wilaya de Constantine depuis la reprise de la propagation de la Covid-19, a déclaré mardi à l'APS le directeur de la santé et de la population (DSP). Le plus

grand nombre des patients hospitalisés, soit 53 personnes, se trouvent sous surveillance médicale spécialisée au sein du centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr. Benbadis, sis au chef-lieu de wilaya, a précisé à ce propos Abdelhamid Bouchelouche.

Le reste des malades contaminés par la Covid-19 est réparti sur les établissements hospitaliers de la commune de Didouche Mourad (Nord de Constantine) avec 22 cas, la localité d'El Khroub (Sud de Constantine) avec 21 cas, ainsi que celui de la cité El Bir, au chef-lieu, où sont hospitalisés 20 autres patients, a-t-il détaillé. Le même responsable a ajouté que 17 malades sont actuellement pris en charge dans le service de réanimation du CHU Benbadis, premier hôpital de référence à l'échelle locale.

M. Bouchelouche a relevé que le nombre de cas hospitalisés dans cette wilaya enregistre une augmentation "remarquable" depuis le début du mois d'avril 2021, passant de 43 cas durant le mois de février à 116 personnes dénombrées actuellement.

"A Constantine la situation épidémiologique exige en ce moment de tout citoyen le respect des mesures de précaution à l'instar de la distanciation physique et du port du masque de protection", a-t-

il dit, insistant sur la nécessité de l'application des mesures de confinement partiel décidées par les autorités publiques. Les différents services réservés au traitement de cette pathologie au CHU Dr. Benbadis cumulent plus de 80 lits destinés à la prise en charge des personnes contaminées par le coronavirus affichent "complet", a fait savoir de son côté à l'APS le chargé de l'information et de la communication de cet établissement de santé, Aziz Kaâbouche.

Selon les statistiques établies par les responsables de cette structure sanitaire, le service de médecine interne dispose de 24 lits consacrés à ces patients, le service des maladies infectieuses (24 lits), le service de réanimation (19 lits) en plus de 16 autres lits du service destiné aux consultations médicales quotidiennes.

Il est à signaler que le nouveau pic des cas de contamination a porté le nombre global des personnes contaminées dans cette wilaya à plus de 5.000 cas confirmés.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 3.875.359 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 3.875.359 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi.

Depuis le début de l'épidémie, 178.697.640 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays.

Ils excluent les révisions réalisées a posteriori par certains organismes statistiques, qui concluent à un nombre bien plus important de morts.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détec-



tée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays. Sur la journée de lundi, 6.696 nouveaux décès et 296.514 nouveux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.167 nouveaux morts, le Brésil (761) et la Colombie (648).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 602.092 décès pour 33.554.339 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 502.586 morts et 17.966.831 cas, l'Inde avec 389.302 morts (29.977.861 cas), le Mexique avec 231.244

morts (2.478.551 cas), et le Pérou avec 190.645 morts (2.030.611 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 578 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (310), la Bosnie (294), la République tchèque (283) et la Macédoine du Nord (263). L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mardi à 10H00 GMT 1.241.518 décès pour 36.171.636 cas, l'Europe 1.159.251 décès (53.982.879 cas), les Etats-Unis et le Canada 628.172 décès (34.963.608 cas), l'Asie 559.241 décès (39.215.742 cas), le Moyen-Orient 148.120 décès (9.082.067 cas), l'Afrique 137.941 décès (5.229.852 cas), et l'Océanie 1.116 décès (51.856 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données col lectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

TUNISIE

Tunis reçoit un lot de 500.000 doses du vaccin chinois de Sinovac

Le ministère tunisien de la Santé a reçu, ce lundi, un lot de 500.000 doses de vaccins de Sinovac, a-t-on appris auprès de la présidence de la république tunisienne.

D'après les services du cabinet présidentiel tunisien, l'acquisition de ces doses s'inscrit dans le cadre des directives du président Kais Saïed de doubler les efforts diplomatiques pour accélérer la réception de vaccins contre la COVID-19.

Cent (100) jours après le lancement de la campagne nationale de vaccination, le nombre des personnes vaccinées jusqu'au 20 juin 2021 est de l'ordre de 1.583.153.

Le nombre total des inscrits sur la plateforme électronique Evax a atteint 2.566.412 Tunisiens.

D'après le ministère tunisien de la Santé, quatre provinces se trouvent dans une zone "rouge", soit à haut risque de contamination avec plus de 400 cas d'infections sur 100.000 habitants, à savoir : Kairouan (centre), Beja et Siliana (nord-ouest) et Zaghwan (au sud-ouest de la capitale).

Dans son bilan épidémiologique quotidien, le ministère tunisien de la Santé a fait état de 2.478 nouveaux cas positifs et 80 décès supplémentaires en 24 heures.

Ainsi, la Tunisie totalise 385.428 cas confirmés de COVID-19 et 14.118 décès depuis l'apparition de la pandémie, le 2 mars 2020.

Jusqu'à présent, le pays compte 336.652 cas de guérison, alors que 2.753 patients, atteints de COVID-19, sont toujours hospitalisés dont 484 admis en soins intensifs et 122 sous respiration artificielle.

JAPON

Des entreprises et universités entament la vaccination pour les moins de 65 ans

Répondant à l'appel du gouvernement japonais, des entreprises et universités ont commencé lundi à administrer les vaccins contre la COVID-19 pour les personnes âgées de moins de 65 ans.

Cette initiative, qui vise à accélérer le déploiement de la vaccination dans le pays et à réduire la charge des municipalités locales, engage les grandes entreprises telles que SoftBank Group Corp, Central Japan Railway Co. et Itochu Corp, ainsi que les universités comme l'Université Keio, l'Université Tohoku et l'Université Hiroshima.

Le vaccin Moderna sera utilisé dans le cadre de cette initiative, a affirmé le secrétaire en chef du cabinet, Katsunobu Kato.

Les entreprises et les universités seront chargées de trouver leur propre personnel médical pour administrer les vaccins, étant donné le manque de personnel professionnel à cet égard, a précisé M. Kato.

AUSTRALIE

Un nouveau cluster de Covid-19 à Sydney

L'Australie faisait face mardi à un nouveau cluster de Covid-19 à Sydney juste au moment où Melbourne semblait enfin sortie d'affaire, illustrant des difficultés dans la gestion de la pandémie. Dix personnes ont été déclarées positives dans la nuit à Sydney, principale ville d'Australie, portant le cluster du secteur de Bondi Beach à 21 cas.

Gladys Berejiklian, la Première ministre de Nouvelle-Galles du Sud, l'Etat le plus peuplé du pays, a déclaré que les responsables de la santé s'attendaient à une hausse de cas dans les jours qui viennent après que plusieurs personnes eurent été contaminées sans avoir eu des contacts physiques, dont une dans un café et une autre dans un centre commercial. En réponse, les autorités ont

rendu le port du masque à nouveau obligatoire dans les transports et les commerces dans une bonne partie du grand Sydney, sans toutefois aller jusqu'au confinement. L'homme à l'origine du cluster serait un chauffeur travaillant pour des équipages de compagnies aériennes qui aurait été contaminé par le très contagieux variant Delta du virus, identifié pour la première fois en Inde.

"Il faut reconnaître que ce variant Delta est un champion olympique du saut d'une personne à une autre", a dit à la presse la Première ministre Gladys Berejiklian.

La situation s'aggrave à Sydney juste au moment où elle s'améliore à Melbourne, deuxième plus grande ville d'Australie, où les restrictions sont levées au fur et à mesure de

la baisse des cas après deux semaines de confinement.

L'Australie a jusqu'à maintenant plutôt bien contenu la propagation du Covid-19 sur son sol, au moyen notamment d'un contrôle drastique de ses frontières et de la mise en place rapide de mesures de restriction dès l'apparition de nouveaux cas.

Mais seuls 6,7 millions d'habitants ont pu se faire vacciner à ce stade sur un total de 25 millions et la plupart n'ont pu recevoir qu'une dose.

Le pays totalise depuis le début de la pandémie moins de 30.000 cas de Covid-19 - la plupart dans l'Etat de Victoria - et moins d'un milliard de morts pour 25 millions d'habitants.

VACCINATION

Inde: premiers essais de livraison par drone susceptible d'atteindre des zones reculées du pays

Des essais de livraison de colis par drone à des dizaines de kilomètres de distance ont été menés pour la première fois en Inde, ouvrant la voie à l'acheminement de médicaments et de vaccins contre le coronavirus dans les zones reculées du pays.

Vingt sociétés et organisations sont autorisées depuis mai à conduire des vols expérimentaux au-delà de la limite des 450 mètres de portée fixée par le gouvernement indien.

Parmi elles, Throttle Aerospace Systems qui a réalisé, lundi, dans l'Etat méridional du Karnataka, des vols d'essais de deux drones, l'un à même de parcourir 20 km avec une charge d'un kg et l'autre 15 km avec une

charge de deux kg. "La charge utile étant des médicaments (...) le drone a parcouru 2,5 km en sept minutes et livré les médicaments à l'endroit prévu avant de revenir" au point de départ, a déclaré, le cofondateur de Throttle, Sebastian Anto, sur le site des essais. Le gouvernement a également lancé ce mois-ci un appel d'offres auprès d'opérateurs de drones pour l'aider à mettre en place un projet pilote de livraison de fournitures médicales, dans le but de renforcer sa campagne de vaccination contre le coronavirus. Le chef de l'épidémiologie du Conseil indien de la recherche médicale, Samiran Panda, cité récemment par le quotidien The Hindu, a fait

valoir que la technologie pourrait aider à vacciner les groupes prioritaires situés dans des régions difficiles à atteindre. "Nous avons besoin d'une vaccination intelligente plutôt que d'une vaccination de masse pour endiguer une épidémie", a estimé M. Panda. L'Inde, qui compte 1,3 milliard d'habitants répartis sur quelque 3,2 millions de kilomètres carrés, est le septième plus grand pays du monde par sa superficie. "La technologie des drones aurait un impact énorme" sur les zones reculées, souligne Vipul Singh, cofondateur de la société Aarav Unmanned Systems et de la Drone Federation of India, à Bangalore. "Là où il faut

quelques heures pour parcourir de 20 à 30 kilomètres par la route, un drone peut effectuer cette distance en 10 ou 15 minutes", a-t-il ajouté.

Le vaste pays est à la traîne, par rapport à d'autres, en ce qui concerne l'usage des drones et le cadre réglementaire. La réglementation actuelle impose que les engins soient pilotés à vue par des opérateurs au sol ou dans un rayon maximum de 450 mètres.

D'après les experts, une utilisation accrue des drones pourrait changer la donne pour les services de santé dans les zones rurales difficiles d'accès de ce pays d'Asie du Sud, où l'accès aux soins est limité et les réseaux routiers souvent en mauvais état.

ETATS-UNIS

Un plan visant à partager 55 millions de doses de vaccins

La Maison Blanche a annoncé lundi son intention de partager 55 millions de doses de vaccins contre le nouveau coronavirus (COVID-19) avec le reste du monde, rapportent des médias. Parmi ces 55 millions de doses, environ 41 millions seront partagées via le mécanisme COVAX, dont environ 14 millions de doses pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 16 millions pour l'Asie et 10 millions pour l'Afrique, selon un communiqué

de la Maison Blanche. Le reste, soit environ 14 millions de doses, sera partagé directement "en fonction des priorités régionales" et avec "d'autres destinataires", dont l'Afghanistan, l'Irak, la Cisjordanie et Gaza, selon le communiqué. Ce plan de partage de vaccins fait partie du projet global mis en place par l'administration Biden en vue de partager 80 millions de doses dans le monde d'ici la fin du mois de juin. La Maison

Blanche avait en effet déjà détaillé au début du mois un plan visant à partager une première tranche de 25 millions de doses. Il est cependant peu probable que l'administration Biden parvienne effectivement à respecter son engagement à envoyer 80 millions de doses à l'étranger d'ici la fin du mois, a-t-on estimé. La porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, a déclaré lundi aux journalistes que le retard des livraisons des vac-

cins était lié à des problèmes logistiques.

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 3.868.393 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles lundi. Plus de 178.401.810 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

ACNÉ SÉVÈRE

LES RECOMMANDATIONS POUR DIMINUER LES RISQUES DE L'ISOTRÉTINOÏNE

L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) publie ses premières recommandations pour améliorer la sécurité d'utilisation des traitements à base d'isotrétinoïne.

En mars dernier, l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) a réuni un comité pluridisciplinaire d'experts pour envisager de nouvelles actions visant à renforcer l'information des patients et des professionnels de santé sur les risques associés à l'usage des médicaments composés d'isotrétinoïne (Roaccutane, Contrace, Curacne, Procuta). Ce comité était chargé d'auditionner des patients et des familles de patients ainsi que des médecins, pharmaciens et acteurs associatifs afin de recueillir leurs propositions destinées à améliorer l'accès à l'information sur ces risques, notamment tératogènes et psychiatriques. Des témoignages écrits recueillis préalablement auprès de patients et de leurs familles avaient par ailleurs été transmis aux experts.

175 GROSSESSES SOUS MÉDICAMENT CHAQUE ANNÉE

Pourquoi une telle réunion ? Parce qu'en dépit des mesures mises en place pour améliorer le bon usage des médicaments à base d'isotrétinoïne, le nombre de grossesses chez des femmes traitées par ces médicaments contre l'acné sévère reste élevé. Or, l'utilisation de ces médicaments pendant la grossesse est une contre-indication absolue, en raison du risque très élevé (plus de 30%) de malformations graves chez les fœtus telles que des anomalies du cerveau, du visage ou du cœur.

S'appuyant sur les travaux de ces experts, l'ANSM vient de publier ses premières recommandations pour diminuer les risques des traitements à base d'isotrétinoïne. Elle recommande aux mé-

decins :

- De prévoir deux consultations avant de démarrer tout traitement : "Une première consultation permettrait au dermatologue de donner à son patient l'ensemble des informations dont ce dernier a besoin pour décider de débiter, ou non, un traitement par isotrétinoïne. Le cas échéant, la prescription pourra avoir lieu dans le cadre d'une seconde consultation médicale".

- De prescrire systématiquement une contraception d'urgence et des préservatifs (remboursés), dans le cas d'une contraception orale.

- D'assurer un suivi médical mensuel de tous les patients : "actuellement, seules les jeunes filles et les femmes en âge d'avoir des enfants bénéficient d'une visite médicale mensuelle afin de vérifier chaque mois l'absence de toute grossesse (chaque mois réalisation d'un test de grossesse). Nous recommandons que ces visites mensuelles soient étendues à l'ensemble des patients, y compris les hommes, afin d'assurer une meilleure surveillance des risques liés au traitement.

- UN RISQUE DE 30% DE MALFORMATIONS DU FŒTUS

L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) alerte les professionnels de santé et les patientes sur le risque potentiel de troubles neuro-développementaux chez l'enfant à naître liés à la prise d'isotrétinoïne orale pendant la grossesse. "La prise d'isotrétinoïne orale pendant la grossesse est associée à un risque de plus de 30% de survenue de malformations, telles que des anomalies du cerveau, du visage ou du cœur,



chez l'enfant exposé in utero" souligne l'Agence.

"Malgré les mesures mises en place, le nombre de grossesses exposées à l'isotrétinoïne n'a pas diminué depuis 2010 avec environ 175 grossesses chaque année" insiste l'ANSM. "Par ailleurs, des cas d'anxiété ou de changements de l'humeur, de dépression, ou d'aggravation d'une dépression incluant des tentatives de suicide, sont rapportés chez des patients traités" souligne l'Agence qui rappelle que les médicaments à base d'isotrétinoïne ne doivent être prescrits qu'en dernière intention et uniquement en cas d'échec des traitements classiques (antibiothérapie et traitements locaux).

QUELLE EST LA CONDUITE À TENIR AVEC L'ISOTRÉTINOÏNE ?

Pour les patientes en âge d'avoir des enfants :

- Une contraception doit être débutée un mois avant de commencer le traitement et doit être poursuivie encore un mois après l'arrêt du traitement (en raison de la persistance d'isotrétinoïne dans le sang).

- Un test de grossesse doit être réalisé avant de commencer le traitement ainsi que tous les mois lors du renouvellement de la prescription et de la délivrance du traitement et le mois suivant l'arrêt du traitement. En cas de grossesse survenant pendant un traitement par isotrétinoïne, arrêtez votre traitement et consultez le plus rapidement possible

votre médecin. L'absence d'anomalie visible à l'échographie pendant la grossesse ou à la naissance ne permet pas d'anticiper que l'enfant ne présentera pas de troubles, notamment des troubles neuro-développementaux à type de retard mental ou de retard des fonctions motrices (équilibre, marche...).

Pour tous les patients :

- Il faut être attentif à l'apparition de signes d'ordre psychologique ou psychiatrique, notamment un syndrome dépressif pouvant se manifester par exemple par une sensation de tristesse, des crises de larmes, des idées suicidaires, un éloignement de la vie sociale ou familiale.

MÉNOPAUSE : L'ACNÉ VA-T-ELLE ENFIN DISPARAÎTRE ?

La diminution d'œstrogènes liée à la ménopause a des répercussions sur le derme : peau sèche ou à l'inverse peau grasse et acné due à l'excès d'androgènes, ces hormones masculines.

L'acné juvénile se calme, car la peau s'affine et devient moins grasse. Mais il existe une affection qui touche 2 à 3% des femmes en préménopause, c'est l'acné rosacée, bien différente même si elle porte un nom qui prête à confusion", signale le Dr Melloul. En effet, l'acné rosacée, qui est souvent le lot des femmes blondes à peau claire, n'est pas une affection du follicule pileux (petit sac dans lequel s'implante le poil), comme l'acné juvénile, mais une affection vasculaire. Elle évolue par poussées sensibles à la cha-

leur (donc aux bouffées de chaleur) et au soleil, à l'alcool, aux épices, aux émotions. De petits boutons en forme de papules inflammatoires (sans kyste) apparaissent.

ATTENTION AUX FACTEURS QUI AGGRAVENT LA ROSACÉE

Il est capital de consulter rapidement pour faire un bon diagnostic et entreprendre un traitement, car ces poussées doivent être soignées à leur tout début. Certaines femmes les identifient bien dès les premières poussées et appliquent une crème antibiotique (émulsion ou gel), prescrite par le dermatologue. Mais il reste important d'éviter les facteurs qui aggravent la rosacée : stress, alcool, soleil, variations



rapides de température, etc. À savoir : chez certaines femmes, elle se manifeste pas par des bou-

tons mais par un "flush", c'est-à-dire un rougissement brusque de la peau ou une rougeur perma-

nente due à de petits vaisseaux qui se dilatent au niveau du nez ou des pommettes.

3 facteurs qui peuvent aggraver votre acné

Alimentation, hygiène et stress sont les trois facteurs extérieurs qui peuvent intervenir sur la poussée d'acné, selon une étude présentée lors du Congrès de l'Académie européenne de dermatologie qui se tenait à Madrid.

Réunis à Madrid pour leur 28e congrès, les membres de l'Académie européenne de dermatologie ont présenté une étude qui pointe du doigt les trois facteurs principalement mis en cause dans l'acné.

Les dermatologues ont évalué l'exposition à différents facteurs d'aggravation de l'acné chez plus de 6700 participants de six pays d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'Europe. Selon leurs conclusions, De mauvaises habitudes alimentaires, une augmentation du stress et de mauvaises routines de soins de la peau sont les facteurs les plus fréquemment associés à l'acné.

ATTENTION AUX PRODUITS LAITIERS ET AU SUCRE

Côté alimentation, l'étude montre qu'un nombre significativement supérieur de personnes acnéiques (48,2%) consomment quotidiennement des produits laitiers par rapport aux personnes qui n'en ont pas (38,8%). La différence est également statistiquement significative pour les jus de fruits et les sodas (35,6% contre 31%), les pâtisseries et le chocolat (37% contre 27,8%), sans oublier les sucres (29,7% contre 19,1%). L'exposition à la pollution ou au stress est également plus fréquente chez les personnes acnéiques que chez les participants témoins. On estime que l'acné affecte une personne sur 10 dans le monde, ce qui en fait la 8e maladie la plus répandue. Il a été récemment rapporté que l'acné affecte également jusqu'à 40 % des femmes adultes.

ACNÉ : QUOI DE NEUF POUR LA SOIGNER ?

Deux millions de femmes jeunes ou moins jeunes se désolent de voir leur peau maculée de boutons disgracieux. Fort heureusement, la panoplie des armes pour lutter contre ces boutons disgracieux ne cesse de s'élargir. Le point avec le Pr Brigitte Dréno, chef du service de dermato-cancérologie au CHU de Nantes (44).

Manque de sommeil, hygiène de vie déletère, stress, alimentation déséquilibrée, surconsommation de sucres rapides : tout cela modifie l'écosystème cutané et favorise l'écllosion de boutons d'acné. S'y ajoutent souvent mille erreurs, à commencer par les triturations de la peau et les mauvaises habitudes cosmétiques.

Premier conseil pour rééquilibrer la peau, "utiliser un gel nettoyant qui respecte le pH de l'épiderme", explique le Pr Brigitte Dréno, chef du service de dermato-cancérologie au CHU de Nantes (44). Par exemple ceux créés par les stations thermales (Uriage, Avène, La Roche-Posay...) ou d'autres gammes dermocosmétiques adaptées aux peaux fragiles et réactives. "On évite ce qui est à base de fapifs et de plantes sur une peau grasse", rappelle la spécialiste, qui déconseille les masques faits maison à base d'avocat, de citron ou de tout autre extrait végétal. Les huiles essentielles, elles, ne doivent surtout pas être utilisées pour assécher et désinfecter la peau. À proscrire : les gommages, masques anti-imperfections et toute autre action détergente... Nettoyer sa peau deux fois par jour avec un produit doux est largement suffisant !

3 TYPES DE TRAITEMENT

Lorsque l'acné est légère, les dermatos disposent de 3 types de traitement : le peroxyde de benzoyle, les rétinoïdes topiques et les antibiotiques locaux.

Le peroxyde de benzoyle est efficace contre la prolifération de la bactérie responsable de l'acné, mais il présente l'inconvénient d'être photosensibilisant.

Les rétinoïdes topiques (analogues de la vitamine A) agissent en luttant contre l'inflammation et la suractivité du follicule pilosbacé.

Le plus récent, l'adapalène, est moins irritant et tout aussi efficace que la trétinoïne. Le trifarotène n'est pas encore autorisé en France



mais il devrait obtenir prochainement une AMM pour les lésions du dos. On peut y ajouter de l'acide azélaïque, qui a une petite activité antimicrobienne, et du gluconate de zinc.

Les antibiotiques locaux sont habituellement des macrolides (érythromycine, clindamycine). Depuis quelques années, on dispose de combinaisons fixes qui associent plusieurs catégories de médicaments en une seule crème : rétinoïdes et peroxyde de benzoyle ou bien antibiotiques et rétinoïdes.

ANTIBIOTIQUES : JAMAIS PLUS DE 4 MOIS DE TRAITEMENT

"Pour les acnés minimes et modérées" ai abandonné les antibiotiques locaux, en raison du développement de bactéries résistantes à ces médicaments", explique le Pr Dréno. Dans la majorité des cas, on obtient le même résultat avec du peroxyde

sans induire de résistance. Ce n'est que pour les acnés plus sévères (qui touchent le tronc ou le dos), que la dermatologue peut être amenée à proposer des antibiotiques par voie orale. Mais jamais sur une longue période. "On voit en consultation des patients mis sous cyclines depuis un an. C'est beaucoup trop."

En pratique, on ne devrait jamais dépasser 4 mois de traitement. Si l'antibio est impuissant à juguler l'acné, il faut changer de stratégie : l'isotrétinoïne (Roaccutane) est une solution très efficace, même si le médicament a de nombreux effets secondaires.

UNE NOUVELLE PILULE ANTI-ACNÉ

Certaines pilules aggravent l'acné, d'autres au contraire l'assainissent. Le principal problème tient dans le progestatif utilisé.

Ceux d'ancienne génération ont tendance à se transformer en androgène. Et ça, la peau n'aime pas du tout ! Inversement, des pilules telles que Jasmine, Jasminelle, Bellara ou Triafemil ont plutôt un impact positif sur la peau. Triafemil était d'ailleurs jusqu'ici le seul médicament disposant d'une indication à la fois contraceptive et anti-acné.

Un nouvel œstroprogestatif, Galien, s'est vu attribuer lui aussi les deux indications. "C'est une pilule assez bien tolérée", se réjouit le Pr Dréno. Chaque femme présentant un profil hormonal différent, il est souvent difficile de trouver la pilule qui est bien supportée et qui correspond à son mode de vie. L'arrivée d'un contraceptif ayant aussi des vertus anti-acné est une bonne nouvelle. Dans l'idéal, la pilule doit être associée à un traitement local. Attention, l'arrêt du contraceptif peut être suivi d'une rechute.

UNE APPLI POUR GÉRER SON ACNÉ

Efficax Spotscan est une application gratuite adaptée à tous les mobiles. Elle permet d'évaluer avec précision la sévérité des lésions cutanées, et de bénéficier d'un suivi personnalisé. Elle intègre un simulateur, qui donne un aperçu de l'aspect de la peau à l'issue du traitement conseillé. Elle s'adresse à toutes les personnes qui souffrent d'acné. Grâce à un algorithme conçu avec des dermatologues qui intègre près de 6000 visages d'hommes et de femmes de 10 à 58 ans ayant tous types d'imperfections, cette appli délivre conseils et bons gestes pour corriger les lésions et éviter qu'elles ne s'aggravent. Pour faire l'analyse de sa peau acnéique, on la nettoie et on fait trois autoportraits. L'appli recense les imperfections puis détermine un score de sévérité de 0 à 4+. En cas de score supérieur ou égal à 2, les utilisateurs sont incités à consulter un dermatologue.

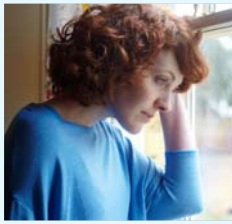
L'ACNÉ, UN FACTEUR DE RISQUE DE DÉPRESSION

Le risque de dépression est particulièrement élevé dans l'année suivant le diagnostic d'acné.

L'acné augmente le risque de dépression, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale British Journal of Dermatology. Les chercheurs de l'Université de Calgary au Canada ont réalisé une méta-analyse sur la base des données médicales renseignées sur les soins primaires au Royaume-Uni collectées entre 1986 et 2012 (Health Improvement Network (THIN), pour établir un lien entre troubles dermatologiques et les risques psychosociaux. Parmi les participants suivis pendant 15 ans, 134 427 vivaient avec de l'acné et 1 731 608 personnes n'en avaient pas.

UN RISQUE DE DÉPRESSION POUR LES PERSONNES ACNÉIQUES

Les résultats de l'étude ont montré que le risque de dépression majeure était plus élevé dans l'année



suivant le diagnostic d'acné, une probabilité plus élevée de 63% par rapport aux personnes sans acné, et diminuant par la suite. Le danger de développer

une dépression importante est de 18,5% pour les personnes acnéiques et de 12% sans problèmes dermatologiques.

"Cette étude met en évidence un lien important entre maladie de la peau et maladie mentale : le risque de dépression était le plus élevé au moment de la première consultation d'un médecin pour des problèmes d'acné, il montre à quel point notre peau peut avoir un impact sur la santé mentale globale", a expliqué l'auteur principale, Mme Isabelle Velerand, de l'Université de Calgary, au Canada. "Pour ces patients atteints d'acné, c'est plus que des boutons sur la peau et cela peut poser des problèmes de santé mentale importants et devrait être pris au sérieux." Les conclusions de cette étude confirment celles des experts de la British Skin Foundation qui affirment dans une étude publiée en avril 2016 que l'acné aurait de sérieuses conséquences sur le plan psychologique.

KENYA

Deux civils tués dans une attaque du groupe Al-Shebab dans le nord du pays

Deux civils ont été tués lundi matin lors d'une attaque dans le comté de Mandera, dans le nord-est du Kenya, a annoncé la police.

Selon Rono Bunei, commandant de la police régionale du nord-est, des hommes armés d'Al-Shebab ont tué un chauffeur de camion et son assistant qui travaillaient sur une route à Mandera South, près de la frontière entre le Kenya et la Somalie. Ils ont également incendié le camion avant de s'enfuir vers la même frontière. Dans un autre incident, des éléments soupçonnés d'être arrivés depuis la Somalie voisine ont tenté de détourner une camionnette dans la région de Jabibarr, mais l'incident a tourné à la tragédie après que l'un d'eux a été renversé et tué par le véhicule qui roulait à grande vitesse. Selon la police, le conducteur a par la suite arrêté le véhicule quelques kilomètres plus loin le long de la route Rhamu-Elwak et s'est échappé à pied en laissant le véhicule derrière lui dans des circonstances peu claires.

M. Bunei a enfin indiqué que davantage d'agents de sécurité ont été envoyés pour traquer les terroristes qui opèrent dans la région et harcèlent les automobilistes.

BURUNDI

Une peine de prison réduite de 32 ans à un an pour un militant des droits de l'homme

Une cour d'appel du Burundi a ramené lundi de 32 ans à une année de prison la peine d'un militant des droits de l'homme condamné pour avoir participé à des manifestations contre le président Nkurunziza en 2015, selon des associations de droit de l'homme et des sources judiciaires.

Germain Rukuki avait été condamné en 2018 à l'une des plus lourdes peines jamais infligées à un militant des droits de l'homme au Burundi.

Il avait été arrêté en 2017 pour avoir participé en 2015 à des manifestations contre la candidature controversée à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, aujourd'hui décédé. L'annonce de cette candidature avait plongé le Burundi dans une grave crise politique, marquée par des exécutions sommaires, disparitions, détentions arbitraires et tortures. La condamnation de M. Rukuki avait été invalidée par la Cour suprême du Burundi en juin 2019. "Rukuki avait été jugé devant la Cour d'appel de Ntahangwa à Bujumbura en mars (...).

Elle a rendu son verdict en réduisant sa peine à un an de prison et à une amende de 20 euros pour « rébellion », a annoncé le président de l'association de défense des droits de l'homme Acat au Burundi, Armel Niyongere.

Cette information a été confirmée par une source judiciaire.

"Nous attendons que Rukuki, qui a déjà purgé sa peine, soit libéré immédiatement", a ajouté M. Niyongere. Cette décision a été rendue publique juste après une rencontre entre le président burundais Evariste Ndayishimiye et l'ambassadeur de l'Union européenne dans le pays, Claude Buchu.

Ce dernier était venu "lui annoncer en primeur que les groupes de travail de l'UE (...) ont unanimement donné l'orientation de travailler afin que soit révoquée la mesure qui suspendait l'aide financière aux pouvoirs publics burundais", a-t-il déclaré à la presse.

Après la crise de 2015, l'UE avait décidé de sanctions budgétaires contre le Burundi.

M. Buchu a salué "les évolutions positives initiées par le président de la République en termes de bonne gouvernance, d'Etat de droit et des droits de l'homme". Lundi, 12 ONG internationales avaient fait part, dans une lettre ouverte à l'UE, de leurs "préoccupations" sur "le fait que l'UE et certains de ses Etats membres semblent disposés à fermer les yeux sur l'absence de progrès significatifs sur la situation des droits humains et sur l'impunité généralisée" en la matière. Evariste Ndayishimiye, réputé plus ouvert que son prédécesseur Pierre Nkurunziza, a été élu président du Burundi en juin, après le décès soudain de M. Nkurunziza le 8 juin, après 15 années au pouvoir.

LIBYE

Les Etats-Unis discutent du retrait des combattants étrangers

L'émissaire spécial américain pour la Libye a déclaré, lundi, que les Etats-Unis discutent avec certains des acteurs clé du conflit en Libye du retrait des forces étrangères en amont des élections présidentielle et législatives prévues en décembre prochain, a rapporté l'agence de presse Sputnik.

S'exprimant devant des journalistes, Richard Norland a souligné que l'un des principaux enjeux du scrutin était de mettre en place un gouvernement légitime, crédible et aux pleins pouvoirs afin qu'il puisse contraindre les acteurs étrangers à retirer leurs soldats de Libye.

"Ce sera un développement très important (...) mais nous ne suggérons pas qu'il faille attendre l'année prochaine pour tenter d'effectuer des progrès", a-t-il dit en amont de la conférence sur la Libye qui se tiendra mercredi à Berlin et à laquelle participera le secrétaire



d'Etat américain Antony Blinken. "Des négociations sont en cours avec certains des acteurs clé afin de tenter de retirer certains des mercenaires, des combattants étrangers", a ajouté Richard Norland.

BURKINA FASO

Désaccord entre majorité et opposition sur la question sécuritaire

Le dialogue politique national qui a réuni durant 72 heures à Ouagadougou, la majorité au pouvoir et l'opposition politique au Burkina Faso, n'a pas permis de dégager un consensus autour de la question de la gestion de la situation sécuritaire du pays, l'opposition ayant réitéré sa demande de démission du chef du gouvernement et du ministre de la Défense.

"Sur le plan de la sécurité, au regard des résultats, au regard du nombre de morts et des déplacés, nous avons demandé la démission du Premier ministre et de son ministre de la Défense, mais la majorité ne nous a pas suivis dans cette position.

Cela reste cependant notre position", a déclaré à la fin de la rencontre à la presse, Eddie Komboigo, chef de file de l'opposition burkinabè.

Pour le chef de la délégation des partis de la majorité présidentielle, Simon Compaoré, qui a rejeté en bloc cette demande de l'opposition, des efforts ont été faits par l'Etat pour que la loi de programmation militaire soit bien exécutée permettant une dotation conséquente des Forces de défense et de sécurité.

Malgré ces acquisitions qui ont permis de renforcer la position des Forces de défense et de sécurité en matériel, en armement, en matériel roulant, des besoins subsistent.

"Le dialogue politique a, à cette étape de nos débats, souhaité que le gouvernement garde une oreille attentive aux préoccupations restantes qui sont soulevées par les Forces de défense et de sécurité", a-t-il déclaré. Selon le compte

rendu des travaux, il a été recommandé la mise en place d'un Fonds spécial alimenté par les citoyens et l'Etat pour appuyer et conforter les capacités d'acquisition de moyens en faveur des Forces de défense et de sécurité.

Les échanges ont également porté sur certaines dispositions du décret portant création des Forces spéciales et les participants ont proposé une relecture.

Lancé jeudi dernier, le dialogue politique national qui a réuni les différentes forces politiques du Burkina Faso avait pour but d'échanger durant trois jours entre autres sur la situation sécuritaire, la révision à minima du code électoral pour la prise en compte des réformes nécessaires, les votes dans des zones à fort déficit sécuritaire et ceux des personnes déplacées internes.

Toutes les questions n'ayant pas été abordées et les participants ont annoncé une nouvelle session pour le 3 juillet 2021. Le dialogue politique s'est tenu à un moment où le Burkina Faso est encore "sous le choc de l'odieuse massacre humain perpétré par les terroristes à Solhan", avait souligné le président Roch Marc Christian Kaboré à l'ouverture des travaux.

"Le contexte appelle notre engagement total dans cette phase cruciale de la vie de la nation", avait-il ajouté.

Dans la nuit du 4 au 5 juin, au moins 132 personnes, selon le gouvernement et 160 selon des sources locales, ont été tuées à Solhan, localité de la province du Yagha, près de la frontière avec le Mali et le Niger. Cette attaque est la plus meur-

trière depuis le début de l'insurrection terroriste au Burkina Faso, il y a six ans, qui a fait plus de 1.400 morts et contraint un million de personnes à fuir leur foyer.

L'attaque a également fait une quarantaine de blessés et fait plus de 7.000 déplacés.

Toujours sur le plan sécuritaire, l'armée burkinabè a annoncé lundi, dans le cadre d'une opération anti-terroriste, avoir tué onze terroristes et détruit trois bases terroristes entre le 14 et le 16 juin, dans les régions de l'Est du Burkina Faso.

Du 14 au 16 juin, "sur la base de renseignements précis, une opération à été conduite par des unités du groupement de forces (du secteur Est) afin de démanteler des bases terroristes", a indiqué l'état-major dans un communiqué, ajoutant que "l'opération a consisté en un engagement aéroterrestre".

Et entre le 17 et le 18 juin, trois engins explosifs improvisés ont également été découverts et détruits dans trois autres localités de la région de l'Est, a souligné l'armée.

Une "dizaine de terroristes" avaient été "neutralisés" lors d'opérations de ratissage entre le 7 et le 13 juin, après un massacre dans le village de Solhan, au Nord-Est du Burkina, a rappelé l'armée dans son communiqué.

Le Burkina Faso, est confronté depuis 2015 à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières de groupes armés affiliés au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) et à Al-Qaïda.

NIGERIA

Les 4 travailleurs chinois enlevés ont été libérés

Les quatre Chinois employés sur un site de construction ferroviaire enlevés la semaine dernière dans le Sud du Nigeria ont été libérés, a annoncé mardi la police nigérienne.

Ils avaient été enlevés le 16 juin sur un chantier de construction ferroviaire dans le village d'Alaagba, dans l'Etat d'Ogun, par des hommes armés non identifiés qui ont également tué un agent de police affecté à leur

protection.

"Les quatre ressortissants chinois ont été libérés hier" (lundi), a déclaré un haut responsable de la police de l'Etat d'Ogun, sans donner de détails.

Il n'a pas dit si une rançon avait été payée, mais les enlèvements contre rançon sont très courants au Nigeria.

En avril, deux travailleurs chinois ont été enlevés et leurs gardes de sécurité privés ont été abattus sur un site

minier dans l'Etat d'Osun (Sud-Ouest).

Ils ont été libérés quatre jours plus tard.

Les entreprises chinoises travaillent au Nigeria sur des projets d'infrastructures de plusieurs milliards de dollars, notamment dans le domaine minier, ferroviaire, aéroportuaire et routier.

Les enlèvements ciblant des employés de compagnies pétrolières étrangères, souvent protégés par des

escortes de police, sont fréquents dans le sud-est du pays.

Mais ce type de criminalité s'est récemment propagé à d'autres régions, et même les plus pauvres sont désormais menacés d'être kidnappés tandis que des bandes armées se livrent à des enlèvements de masse dans les écoles ou les universités du Nord et du Nord-Ouest du pays.

JORDANIE

Un quart des Jordaniens au chômage

Un Jordanien sur quatre est au chômage, soit une forte augmentation due principalement à la pandémie qui a frappé des secteurs entiers, notamment le tourisme, selon les derniers chiffres officiels.

"Le chômage s'est accru en moyenne de 5,7% au premier trimestre de cette année et désormais 25% de la population active est sans travail", selon un communiqué publié lundi soir par le Département des statistiques.

Cet institut précise que le taux de chômage est de 24,2% chez les hommes et de 28,5% chez les femmes, mais la progression a été plus importante chez les hommes (6,1%) que chez les femmes (4,2%), par rapport au premier trimestre de 2020.

Ce sont les titulaires d'un diplôme universitaire qui sont



les plus touchés (27,8%) ainsi que les jeunes de 16 à 24 ans. Pour le porte-parole du ministère du Travail, Mohammad

Zyoud, "les chiffres du Département des statistiques reflètent la réalité, bien que des mesures prises ont fortement limité les licenciements, avec la coopération du secteur privé".

"C'est le Covid-19 qui a affecté négativement tous les secteurs et activités économiques, entraînant un taux de chômage élevé", a-t-il précisé.

Le taux de pauvreté, selon les chiffres officiels en Jordanie à l'automne 2020, était d'environ 15,7% et la dette publique dépassait 47 milliards de dollars, soit plus de 106% du produit intérieur brut.

ESPAGNE

Le Conseil de l'Europe invite Madrid à renoncer aux extraditions de leaders catalans

Le Conseil de l'Europe a invité lundi l'Espagne à renoncer "aux procédures d'extradition" visant les "responsables politiques catalans" exilés à l'étranger, ce que refuse Madrid qui vient d'annoncer la grâce des neuf indépendantistes condamnés pour la tentative de sécession de 2017.

Dans une résolution adoptée par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), l'organisation paneuropéenne appelle le gouvernement espagnol à "envisager de gracier, ou de libérer de toute autre manière", les politiques catalans condamnés pour leur participation "dans l'organisation du référendum anti-constitutionnel" de 2017 "et des manifestations pacifiques de grande envergure qui l'ont accompagné".

Le texte appelle surtout Madrid à "envisager de mettre un terme aux procédures d'extradition" à l'encontre des six "responsables politiques catalans vivant à l'étran-

ger" et "recherchés pour les mêmes motifs", à l'image de l'ex-président régional catalan, Carles Puigdemont : exilé en Belgique depuis la tentative de sécession de 2017 pour échapper aux poursuites de la justice en Espagne, il risque 25 ans de prison pour rébellion.

M. Puigdemont et les cinq autres responsables catalans exilés ne sont pas concernés par la grâce accordée aux neuf indépendantistes condamnés à la prison pour la tentative de sécession de 2017, mesure annoncée lundi par le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez dont le gouvernement souhaite toujours que les exilés soient extradités pour être jugés en Espagne. Le texte adopté par l'APCE invite encore Madrid "à entamer un dialogue ouvert et constructif avec l'ensemble des forces politiques de Catalogne, y compris celles qui s'opposent à l'indépendance, afin de renforcer la qualité de la démocra-

tie espagnole, et de trouver un compromis qui permette à l'Espagne (...) de régler les différends politiques (...) sans recours au droit pénal, mais dans le plein respect de l'ordre constitutionnel" espagnol.

Dans un communiqué, l'exécutif indépendantiste de la région de Catalogne a salué cette résolution, y voyant une "victoire politique".

"Le gouvernement catalan demande au gouvernement central de se conformer aux exigences du Conseil de l'Europe et de mettre fin à la répression, de libérer les prisonniers et de permettre le retour des exilés", indique le communiqué.

Le ministère des Affaires étrangères espagnol a lui jugé "incohérentes les recommandations invitant l'exécutif à interrompre les procédures judiciaires et les extraditions en cours, qui vont à l'encontre du respect du principe de la séparation des pouvoirs".

ALLEMAGNE

Merkel déplore l'absence de règles communes pour les voyages dans l'UE

La chancelière allemande Angela Merkel a déploré mardi l'absence de règles communes dans l'Union européenne concernant les déplacements de personnes alors que l'Europe s'inquiète de la propagation du variant Delta du Covid-19.

"Je regrette que jusqu'ici nous ne soyons pas parvenus à une attitude commune des Etats membres concernant les règles de voyage", a déclaré la cheffe de gouvernement lors d'une conférence de presse à Berlin avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

"Nous avons maintenant

cette situation au Portugal, nous aurions peut-être pu l'éviter.

C'est pour ça que nous devons encore plus travailler", a-t-elle ajouté alors que Lisbonne s'inquiète de la résurgence du Covid-19.

A rebours des allègements des mesures sanitaires dans plusieurs pays européens, le gouvernement portugais a dû prendre des mesures restrictives en interdisant les entrées et les sorties le week-end dans la région de Lisbonne.

La semaine dernière, le pays avait enregistré un niveau quotidien de nouvelles contaminations le plus

élevé depuis février. "Nous avons avancé ces derniers mois", a néanmoins nuancé Angela Merkel.

"Mais pas encore là où je souhaiterais que l'Union européenne soit", a-t-elle dit alors que se tient jeudi et vendredi un sommet européen.

De son côté, Ursula von der Leyen a estimé que ce n'était "qu'une question de temps" avant que le variant Delta ne devienne le variant dominant sur le continent.

"Il est important de continuer à vacciner aussi rapidement que possible", a-t-elle ajouté, car il s'agit de mener une course face à ce variant plus contagieux. Les Vingt-

Sept se sont récemment mis d'accord pour coordonner leurs mesures afin de faciliter les voyages dans l'UE pendant l'été avec l'adoption du certificat Covid, mais prévoient la possibilité de réintroduire des restrictions en cas d'émergence d'un variant.

A partir du 1er juillet, une personne munie d'un certificat Covid européen, attestant soit qu'elle a été vaccinée, soit qu'elle a passé un test négatif, soit qu'elle est immunisée à la suite d'une infection, devrait pouvoir voyager dans l'UE sans subir de restrictions telles que des tests supplémentaires ou une quarantaine.

ETATS-UNIS - RUSSIE

L'ambassadeur des Etats-Unis reprendra son poste à Moscou cette semaine (département d'Etat)

L'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, John Sullivan, rentré à Washington au printemps sur fond de nouvelles tensions entre les deux pays, sera de retour en Russie "cette semaine", a annoncé lundi le porte-parole du département d'Etat américain, Ned Price.

Le retour des ambassadeurs a été décidé par le président américain Joe Biden et son homologue russe Vladimir Poutine lors de leur sommet la semaine dernière à Genève.

Dans la foulée, l'ambassadeur de Russie Anatoli Antonov a regagné Washington.

"Nous restons déterminés à ouvrir des canaux de communication avec le gouvernement russe. A la fois comme moyen de faire avancer les intérêts des Etats-Unis, et pour réduire le risque d'erreur de calcul entre nos deux pays", a indiqué M. Price aux journalistes.

Les tensions se sont accrues entre Washington et Moscou au début de l'année. Le ministère russe des Affaires étrangères a rappelé M. Antonov à Moscou en mars pour des consultations de haut niveau. M. Sullivan

a quant à lui quitté la Russie pour des raisons similaires en avril. Les relations américano-russes sont à un plus bas depuis quelques années déjà. D'importantes divergences opposent notamment les deux parties sur l'Ukraine, la cyber-sécurité, et les droits de l'Homme.

Le conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis, Jake Sullivan, a ainsi annoncé dimanche que l'administration Biden préparait des sanctions supplémentaires contre la Russie pour l'empoisonnement présumé de

NICARAGUA

Une ancienne Première dame et un journaliste arrêtés

L'ancienne Première dame du Nicaragua Maria Fernanda Flores et le journaliste Miguel Mendoza ont été arrêtés lundi, à moins de cinq mois de l'élection présidentielle dans ce pays d'Amérique centrale.

Cela porte à 19 le nombre d'opposants arrêtés, dont cinq candidats à la présidentielle.

Tous sont soumis à une loi approuvée par le Congrès, qui permet de poursuivre ceux qui, de l'avis du gouvernement, commettent des actes qui "portent atteinte à l'indépendance et à la souveraineté" du pays et incitent à "l'ingérence étrangère".

Maria Fernanda Flores, épouse de l'ancien président nicaraguayen Arnaldo Alemán (1997-2002) et ancienne députée (2017-2020), "reste en garde à vue" à son domicile, a indiqué la police dans un communiqué.

Mme Flores avait perdu son siège dans le cadre d'une controverse sur la direction du Parti libéral constitutionnaliste (PLC, droite), dont elle était membre.

Son mari, Arnaldo Alemán, avait été condamné en 2003 à 20 ans de prison pour le détournement de quelque 100 millions de dollars de fonds publics au Nicaragua, avant d'être acquitté par la justice nicaraguayenne et libéré en 2009.

La police n'a pas donné d'informations sur sa situation actuelle.

Miguel Mendoza, arrêté lundi, est quant à lui un journaliste sportif critique du gouvernement.

Le dernier candidat à la présidentielle détenu est le journaliste Miguel Mora, arrêté dimanche soir.

Il a été précédé par le journaliste Cristiana Chamorro, fille de l'ex-présidente Violeta Chamorro (1990-1996), l'ancien diplomate Arturo Cruz, le politologue Félix Maradiaga et l'économiste Juan Sebastian Chamorro, dans le cadre d'une offensive qui a débuté le 2 juin.

Cristiana Chamorro est accusée de blanchiment d'argent provenant de la fondation qu'elle a présidée et qui porte le nom de sa mère.

De son côté, le frère de Cristiana, le journaliste Carlos Fernando Chamorro, directeur de médias critiques envers le gouvernement, a dénoncé sur les réseaux sociaux une descente de police à son domicile dans la nuit de lundi à mardi.

Daniel Ortega, un ancien guérillero qui a gouverné de 1979 à 1990, avant d'être battu dans les urnes par Violeta Chamorro, est revenu au pouvoir en 2007 avec le Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Il a été réélu à deux reprises en 2011 et 2016 à la faveur d'une réforme constitutionnelle lui permettant de briguer de nouveaux mandats.

Agé de 75 ans, il pourrait briguer un quatrième mandat lors du scrutin de novembre.

Il est accusé par l'opposition et la communauté internationale de gouverner de manière autoritaire, après la répression brutale de manifestations contre son gouvernement en 2018, qui a fait 328 morts et des milliers d'exilés, selon les organismes de défense des droits humains.

l'opposant au Kremlin Alexei Navalny. Le milieu américain du renseignement estime que des agents du Service fédéral de sécurité de Russie ont utilisé un agent neurotoxique connu sous le nom de Novichok pour empoisonner M. Navalny le 20 août 2020.

La Russie a cependant démenti à plusieurs reprises ces accusations, affirmant que l'affaire Navalny était une affaire purement domestique, et qu'aucune ingérence étrangère ne serait tolérée.

CINÉMA

Bendouda : le secteur réfléchit à la relance du projet du film sur l'Emir Abdelkader

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a indiqué lundi à Alger que son "secteur réfléchit à la relance du projet du film sur l'Emir Abdelkader".

En marge d'une session de formation sur la protection du patrimoine culturel, Mme Bendouda a précisé que le film sur l'Emir Abdelkader sera "à la hauteur de cette personnalité", avec "un nouveau scénario et de nouveaux producteurs", sans pour autant donner d'amples détails, rappelant l'ancien projet de film annoncé par le ministère en 2013.

La ministre a expliqué que son secteur "ne veut pas laisser le film sur l'Emir Abdelkader en proie aux problèmes financiers et de gestion, comme ce fut le cas avec le précédent projet de film et d'autres films, qui ont fait l'objet de contrôle et d'inspection financière au niveau du ministère". L'Emir Abdelkader "est une personnalité universelle et un humaniste ayant transcendé les frontières qui mérite un film digne de son nom", a-t-elle estimé, citant l'exemple du poète polonais Cyprien Kamil Norwid qui "a écrit une Ode à l'Emir Abd El Kader pour avoir sauvé des milliers de chrétiens en Syrie d'une mort certaine".

L'Emir "n'appartient pas uniquement aux Algériens, mais au monde entier, en ce sens que ses valeurs et sa pensée profondément humaniste avaient traversé les frontières du pays", a



tenu à affirmer Mme Bendouda. "Nous sommes fiers en tant qu'Algériens d'appartenir à sa pensée, ses valeurs, son humanisme et sa lutte acharnée pour l'Algérie". La ministre a par ailleurs indiqué que son secteur s'attelle "actuellement à organiser le forum mondial sur la pensée de l'Emir Abdelkader avec l'ouverture partielle de l'espace aérien" sur l'international. L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), relevant du ministère de la Culture, et la société de production et de distribution Cinema Libre Studio, établie à Hollywood (Los Angeles), avaient signé en 2013 un accord de coproduction pour

la réalisation d'un film sur la vie de l'Emir Abdelkader, dont la période de tournage était fixée à 18 semaines, mais qui n'a pas vu le jour. L'agence avait précisé que le début du tournage de cette œuvre était prévue en novembre 2013, sachant que la réalisation avait été confiée au franco-américain Charles Burnett, avec la participation du réalisateur international américain Oliver Stone, en tant que producteur exécutif. Le scénario du film avait été coécrit par l'anthropologue et chercheur en histoire de l'Emir et du soufisme, Zaim Khenchelaoui ainsi que le cinéaste et producteur français Philippe Diaz.

CINÉMA

La comédie d'action "Hitman et Bodyguard 2" fait un carton au box-office nord-américain

Malgré des critiques catastrophiques, la comédie d'action "Hitman et Bodyguard 2" s'est emparée ce week-end de la tête du box-office en Amérique du Nord, détrônant "Sans un bruit 2" qui poursuit néanmoins son bon parcours.

Suite de "Hitman et Bodyguard", le film réunit de nouveau Ryan Reynolds, Samuel L. Jackson et Salma Hayek, le premier encore au service d'un tueur à gages et de son épouse, aux prises avec divers malfaçons. Pour son premier week-end d'exploitation, la comédie a réalisé 11,4 millions de dollars de recettes dans les salles des Etats-Unis et du Canada de vendredi à dimanche, soit 16,7 millions depuis sa sortie, jeudi, et en comptant les avant-premières.

Il devance "Sans un bruit 2", qui a vendu pour 9,1 millions de dollars de billets, portant son total à 125 millions en 4 semaines à l'affiche. Le week-end était privé de sortie d'importance, en attendant l'arrivée, vendredi, du premier blockbuster de l'été, "Fast and Furious 9", qui a déjà réalisé 292 millions de dollars de recettes dans le reste du monde. Avant l'arrivée des grosses affiches ("F9" mais aussi "Black Widow" ou "Suicide Squad"), le dernier week-end du printemps a été consacré aux suites, "Pierre Lapin 2" se hissant ainsi sur la troisième marche du podium, avec 6,1 millions de dollars et 20,3 en deux semaines. Autre volet d'une saga, le troisième opus de la franchise "Conjuring", "Conjuring 3: sous l'emprise du diable", arrive en quatrième position, avec 5 millions de dollars et 53,5 en trois semaines en salles. Le dernier long-métrage de Disney, "Cruella", le suit de près, amassant 4,8 millions pour atteindre 64,5 millions depuis sa sortie, fin mai. Parmi les dix meilleurs scores, on retrouve également:

- 6 - "D'où l'on vient": 4,2 millions de dollars et 19,6 en 2 semaines d'exploitation
- 7 - "Spirit: L'Indomptable": 1,6 million de dollars et 13,8 en 3 semaines
- 8 - "12 Mighty Orphans": 900.000 dollars et 1,3 million en 2 semaines
- 9 - "The House Next Door: Meet the Blacks 2": 600.000 dollars et 2 millions en 2 semaines
- 10 - "Un homme en colère": 455.000 dollars et 26,8 millions en 7 semaines.

21^E FESTIVAL CULTUREL EUROPÉEN 12 formations musicales algériennes au programme

La scène du 21^e Festival culturel européen en Algérie, prévu du 24 juin au 2 juillet au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna), sera animée par des artistes et des ensembles algériens de musique qui revisiteront le patrimoine musical algérien et européen, dans le strict respect des mesures de prévention sanitaire contre la propagation du Coronavirus. En raison de la pandémie de la Covid-19, cette édition, placée sous le thème "L'Algérie chante l'Europe", se contentera uniquement du volet "musique" confié notamment à des artistes et ensembles algériens qui représenteront au fil des soirées 14 pays d'Europe participants. Pour les organisateurs, l'événement se veut être une "opportunité de promotion du dialogue, de la pluralité et de la diversité culturelles entre l'Algérie et les pays de l'Union européenne et un "soutien au monde artistique", sévèrement impacté par la pandémie de Coronavirus.



Ainsi, le festival sera marquée par des prestations musicales diversifiées, alliant plusieurs genres comme le raï, le rock, folklore kabyle et la musique classique universelle et andalouse. La cérémonie d'ouverture de cette édition sera animée par le groupe "Raina Rai", représentant ainsi la délégation de l'Union européenne, alors que la troupe "Ahellil Baba", la chanteuse andalouse Lamia Ait Amara et l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, animeront les soirées de l'Allemagne, la Grèce et l'Espagne. L'Autriche ayant proposé un quatuor viennois, la chanteuse andalouse Zakia Kara Terki, le groupe de musique chaoui "Iwal", l'Orchestre polyphonique de Salim Dada et le collectif de Fado et Bossa Nova, "Hind and Algerio" représenteront la Hongrie, Malte, l'Italie et le Portugal. L'Orchestre polyphonique "Acima", les groupes, "Garage Band" et "Dimastand" prendront également part à ce festival alors qu'un orchestre de "Jeunes talents" a été retenu pour animer la cérémonie de clôture, au nom de la délégation de l'Union européenne. Le jeune Fayçal Bellatar entretiendra chaque soir la rubrique "De la parole jaillit la lumière", durant laquelle il donnera lecture à des extraits d'oeuvres littéraires avant chaque spectacle. Un protocole sanitaire a été mis en place afin d'assurer le respect des mesures de prévention, assurent les organisateurs qui soulignent l'impératif du port du masque et celui de se soumettre au contrôle de la température à l'entrée, précisant que le tarif d'entrée est fixé à 300.00 DA par personne et que "seule la moitié" des sièges seront occupés durant les concerts, interdits aux enfants de moins de 12 ans. Le Festival culturel européen se tient depuis 2000 en Algérie, l'édition 2020 a été ajournée en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus.

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
DIRECTION DE L'EDUCATION
DE LA WILAYA DE TAMANRASSET
 N.I.F : 099011019011831

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02 / 2021

La direction de l'éducation de la wilaya de Tamanrasset lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour le renouvellement des équipements scolaires au profit du cycle primaire

LOT N° 01 : Acquisition des tables et des chaises pour les cantines scolaires

Les fournisseurs qualifiés (registre du commerce «exporte le code des équipements demandés) et intéressés par le présent avis d'appel d'offres ouvert peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'éducation de la wilaya de Tamanrasset service de programmation et suivi (contre paiement d'une somme de 1.000.00 dinars algérien non remboursable établi au nom de trésor de la wilaya de TAMANRASSET au compte N 201.007/1

- Les intéressés qui soumettent un délai de livraison supérieur à 30 jours est considéré comme une offre négligeable
- Les intéressés qui soumettent un délai de livraison inférieur à 05 jours est considéré comme une offre négligeable
- Les intéressés qui soumettent un délai de garantie inférieur à 12mois est considéré comme une offre négligeable
- Les intéressés qui soumettent un délai de service après-vente inférieur à 12 mois est considéré comme une offre négligeable

Les offres doivent être présentées comme suit :

1/- Le dossier de candidature (enveloppe A) :

- Une déclaration de propreté paraphées et signées
- Une déclaration de candidature paraphées et signées
- Les statuts pour les sociétés

2/- L'Offre technique (enveloppe B) :

- Une déclaration à soumettre paraphées et signées:
 - ✓ Copie mise à jour CNAS CASNOS
 - ✓ Planning général de réalisations pour chaque lot
 - ✓ Copie de la carte d'immatriculation fiscale
 - ✓ Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les entreprises à caractère moral
 - ✓ Planning de livraison dûment signé
 - ✓ Engagement pour durée de garantie et service après-vente dûment signé
 - ✓ Copie de l'attestation du fabricant délivrée par la chambre de commerce pour les fabricants
- Le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

3/- L'Offre financière (enveloppe C) :

- ✓ La Lettre de Soumission
- ✓ Le bordereau de prix unitaires (DQE)
- ✓ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Les offres devront être déposées à la direction de l'éducation de la wilaya de Tamanrasset sise avenue 05 juillet sersoof (service de programmation et suivi) et doivent être présentées sous enveloppe fermée et anonyme contenant (03) autres enveloppes A, B et C pour l'enveloppe « A » pour le dossier de candidature l'enveloppe « B » pour l'Offre technique l'enveloppe « C » pour l'Offre financière respectivement, ne comportant aucune mention autre que l'expression:

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02 / 2021
 Renouvellement des équipements scolaires au profit du cycle primaire

LOT N° : « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Le délai de préparation des offres est de 15 jours, à partir de la première parution de l'avis dans la presse et/ou le BOMOP. La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour de préparation des offres jusqu'à 11.00h.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmentée par le délai de préparation des offres à partir de la date de dépôt des offres, l'ouverture des plis se tiendra en science publics le dernier jour de dépôt des offres à 11.30h.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02 / 2021
 Renouvellement des équipements scolaires au profit du cycle primaire

LOT N° : « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Le délai de préparation des offres est de 15 jours, à partir de la première parution de l'avis dans la presse et/ou le BOMOP. La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour de préparation des offres jusqu'à 11.00h.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmentée par le délai de préparation des offres à partir de la date de dépôt des offres, l'ouverture des plis se tiendra en science publics le dernier jour de dépôt des offres à 11.30h.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02 / 2021
 Renouvellement des équipements scolaires au profit du cycle primaire

LOT N° : « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Le délai de préparation des offres est de 15 jours, à partir de la première parution de l'avis dans la presse et/ou le BOMOP. La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour de préparation des offres jusqu'à 11.00h.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmentée par le délai de préparation des offres à partir de la date de dépôt des offres, l'ouverture des plis se tiendra en science publics le dernier jour de dépôt des offres à 11.30h.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis

FACEBOOK

Lancement d'un outil de discussion audio en direct

Facebook a lancé lundi aux Etats-Unis un outil de discussion audio en direct, qui entend rivaliser avec l'appli de conversations Clubhouse dont la popularité a grimpé à la faveur de la pandémie.

"Live Audio Rooms" propose aux utilisateurs américains du géant des réseaux sociaux d'écouter et parfois de participer à des conversations menées par des célébrités ou des "influenceurs" et de créer une collecte de fonds sur la plateforme. Les nouvelles fonctionnalités audio "vous permettent de découvrir, d'écouter et de rejoindre des conversations en direct avec des personnalités publiques, des experts et d'autres sur des sujets qui vous intéressent", a indiqué Fidi Simo, directrice de Facebook App, dans un communiqué.

"Les personnalités publiques peuvent inviter des amis, des abonnés, d'autres personnalités publiques vérifiées ou n'importe quel

auditeur dans le salon pour être intervenant. L'organisateur peut inviter des intervenants en avance ou pendant la conversation. Il peut y avoir jusqu'à 50 intervenants à la fois et il n'y a pas de limite au nombre d'auditeurs", ajoute Mme Simo. Facebook a sollicité plusieurs personnalités pour le lancement de son nouveau produit, dont le rappeur D Smoke, la chanteuse Kehlani ou encore l'activiste et défenseur des droit civiques DeRay Mckesson. Le marché des formats audio a explosé pendant la pandémie, emmené par la start-up Clubhouse, qui dit avoir attiré plus de 10 millions d'utilisateurs depuis son lancement l'an dernier. Twitter et Spotify offrent aussi des services



audio en direct depuis peu. Le groupe dirigé par Mark Zuckerberg a également annoncé lundi qu'il allait proposer aux Etats-Unis des

podcasts créés par des personnalités, qui seront disponibles directement depuis son application mobile. Selon la société d'analyse financière Finbold, les recettes publicitaires des podcasts vont générer 1,34 milliard de dollars aux Etats-Unis en 2021, un record. Ce montant va s'élever à 1,7 milliard l'an prochain et à 2,48 milliards en 2023, estime Finbold.

Les annonces de Facebook interviennent au moment où les critiques se multiplient au sujet du monopole des géants américains de la tech sur des pans entiers de l'économie, certains législateurs appelant ouvertement à démantèlement de ces entreprises.

ESPACE

L'UE conclut un partenariat financier avec l'ESA

L'Union européenne a signé mardi avec l'Agence spatiale européenne (ESA) une convention cadre de partenariat financier (FFPA) qui lui garantit un investissement de presque 9 milliards d'euros pour la période 2021-2027.

Cette convention définit aussi les rôles attribués respectivement à la Commission européenne, à l'ESA et à l'Agence du programme spatial de l'Union européenne (EUSPA), nouvellement créée. Elle a été signée à Bruxelles par le Commissaire européen Thierry Breton, le directeur général de l'ESA Josef Aschbacher et celui de l'EUSPA, Rodrigo Da Costa, lors d'une cérémonie re-

transmise en ligne. Thierry Breton a annoncé pour l'occasion le lancement officiel du nouveau programme spatial européen, dont le budget a déjà été adopté par l'UE. Il s'élève à 13,2 milliards en euros constants pour la période 2021-2027. "Nous devons établir un agenda spatial ambitieux et de rupture pour l'avenir: être plus dynamique, plus innovant et prendre plus de risques", a déclaré le Commissaire à la politique industrielle et au marché intérieur.

Ce programme poursuit le développement de Galileo (le système européen de navigation par satellite), EGNOS (qui apporte une plus grande précision à Galileo pour

des services spécialisés) et Copernicus, consacré à l'observation de la Terre.

L'ESA se voit chargée de surcroît de la conception du segment spatial du GOVSAT-COM, le futur système de communication sécurisé pour les situations de crise des Etats de l'Union (tremblement de terre, attaque informatique contre un Etat etc.).

L'investissement de l'UE confié à l'ESA pour la période 2021-2027 s'élève à 8,7 milliards d'euros, a précisé le directeur de l'agence spatiale européenne Josef Aschbacher. La convention conclue mardi "établit une chaîne de commande très claire", a expliqué Timo Pesonen, directeur pour la Di-

rection générale Défense, Industrie et Espace de l'UE.

Cette dernière est le donneur d'ordres, l'ESA est "l'architecte de conception" des programmes et l'EUSPA est en charge de leur exploitation. Tout en se félicitant des ambitions de l'UE dans le domaine spatial, le directeur de l'ESA Josef Aschbacher a rappelé qu'aux Etats-Unis "la dépense publique pour l'espace est cinq, six ou sept fois celle de l'Europe". Il a aussi salué l'envoi par la Chine de trois astronautes sur leur station avec leur fusée, alors que l'Europe envoie ses astronautes avec des fusées russes ou américaines.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE SÉTIF
CITE ADMINISTRATIF AIN TBINET SÉTIF
036.62.16.49 FAX : 036.62.16.48 TEL : 001319019068142: NIF

Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales N°: 038/2021

- La direction des équipements publics lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales pour :
PROJET : réalisation d'une école de Police avec groupe électrogène
Lot : réalisation vestiaire sous gradin de terrain de Pont et réalisation du sanitaire sous guérites de contrôle et travaux divers
L'entreprise ou groupe d'entreprises possédant un :
1/ certificat de qualification en cours de validité en bâtiment comme activité principale code chauffage centrale catégorie trois (03) ou plus peuvent participer.
• En cas de groupement : Le président qualification en bâtiment comme activité principale code chauffage centrale catégorie trois (03) ou plus et les membres qualification en bâtiment comme activité principale code chauffage centrale catégorie deux (02) ou plus
- Les dossiers de soumission sont à retirer auprès de la direction des équipements public Site Cité Administrative Ain Tbinet - Sétif - Tel : (036) 62.16.48.
- Les offres doivent comporter un « dossier de candidature » et une « offre technique » et une « offre financière » chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée, cachetée et séparée indiquant le nom de la société et la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention un « dossier de candidature » ou une « offre technique » ou une « offre financière » selon le cas.

les trois enveloppe sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention suivante:
« à ne pas ouvrir sauf par la commission d'ouverture des plis et du jugement des offres » + appel d'offre ouvert avec exigences minimales n°...../2021 + Sujet de l'appel d'offre »
• **A- la première dite dossier de candidature ;**
Déclaration de candidature dument renseignée et signée et cachetée par le soumissionnaire ;
• Déclaration de prohié dument renseignée et signée et cachetée par le soumissionnaire,
déclaration du sous-traitant dument renseignée et signée et cachetée par le soumissionnaire
les statuts pour les sociétés.
• Copie de certificat de qualification en cours de validité.
• Bilans financiers des 03 dernières années d'exercice (2017-2018-2019)
• Références professionnelles dument Justifiées (attestation de bonne exécution des projets similaires avec montant, délivrés par le maître de l'ouvrage) direction publics
• Liste des moyens humains à utiliser pour le projet (mise à jour CNAS pour la main d'œuvre ordinaire et Attestation d'affiliation CNAS - Attestation dans la spécialité (pour l'encadrement).
• Liste des moyens matériels fixe dument Justifié par (Huissier

Justice de l'année en cours jointe copie carte grise et attestation d'assurance en cours de validité matériel mobile)
* Art 69 du décret présidentiel N°15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics – les documents justifiant les Informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) Jours à compter de la date de sa saisine, et en tout état de cause avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.
01 -Mise à jour (CNAS - CASNOS - CACOBATH) en cours de validité
02- Copie de Casier judiciaire moins de 03 mois en cours de validité,
03- Copie de l'attestation de dépôt légale des comptes sociaux pour les personnes morales (SPA- SNC- SARL- EURL) année 2019
04- Copie de Numéro Identification Fiscale (NIF).
05-Extrait rôle en cours de validité apuré ou avec échéancier de 03 mois en cours de validité.
06- Copie de registre de commerce électronique 07-non inscrit dans la liste des Fraudeurs
• **B- la seconde dite offre technique contenant ;**
La déclaration à souscrire dument renseignée et signée et cachetée par le soumissionnaire.
Le cahier des charges portant à la dernière page la mention, manuscrite « lu et accepté ».

Agenda technique justificatif.
• **C- la seconde dite offre financière contenant ;**
1. La lettre de soumission dument renseignée et signée et cachetée par le soumissionnaire.
2. le bordereau des prix unitaires « BPU » dument remplis et signée et cachetée par le soumissionnaire.
3. Le devis qualitatif et estimatif dument remplis et signée et cachetée par le soumissionnaire.
• La durée de préparation des offres est fixée de (15) Jours à partir de la re parution des journaux Nationaux ou BOMOP.
• L'offre sera déposée au : « secrétariat de service administration et moyenne » au siège de la direction des équipements publics de la wilaya de Sétif, site : Cité Administratif Ain Tbinet Sétif, au dernier jour de la durée de préparation des offres du (08:00H jusqu'à 14:00H), et l'ouverture des plis sera au même jour à 14:00h si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres sera prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant à (08:00H jusqu'à 14:00H), et l'ouverture des plis sera au même jour à 14:00h.
La validité de l'offre est égale à la durée de préparation des offres augmentée de (03) mois.
Le service contractant se réserve le droit de proroger le délai des préparations des offres pour motif ou circonstances exceptionnelles.
Les soumissionnaires peuvent assister à l'ouverture des plis.

DK NEWS

Anep : 2125002641 du 23/06/2021

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE DE TAMANRASSET
NIF : 099111010226349

Adresse : Cité El Wiam - Tamanrasset, Tel : 029.32.00.21 Fax : 029.32.00.20
AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITÉS MINIMALES N° :05/2021

Conformément aux dispositions des articles 65, 82 et 161 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Tamanrasset, informe l'ensemble des soumissionnaires, ayant participé à l'avis d'appel d'offres National ouvert avec exigence des capacités minimales N°05/2021, relatif à la réalisation des travaux de VRD terrières des 50/250/1500 Logements au titre du programme Quinquennal (210-2014) Tr :2011 à In-Ghar commune de In-Ghar Wilaya de Tamanrasset lot Unique paru dans les journaux (الأن) et DK NEWS le 04/04/2021), qu'après évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement comme suit :

Projet	Commune	Site	N° Lot	Attributaire provisoire du marché	Montant d'offre financière proposé (DA/TT/C)	Montant d'offre financière après correction (DA/TT/C)	Évaluation de l'offre (Notation) Note qualifier 50 points			Note Technique globale	Délai de réalisation	Critères de choix
							Moyens matériels	Moyens humains	Délai			
réalisation des travaux de VRD terrières des 50/250/1500 Logements au titre du programme Quinquennal (210-2014) Tr :2011 à In-Ghar	In-Ghar	In-Ghar	Unique	El Aloui Moulay Idris N° Fiscale : 19850113000864	15 373 909.09	15 450 209.09	36.00/50 points	10.00/30 points	6.67/20 points	52.67/100 points	(06 Mois)	Offre qualifiée et Moins d'isnt

Les autres soumissions ,intéressés sont invité à se rapprocher auprès des services de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de TAMANRASSET, sis à la cité Wiam dans un délai de trois (03) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières.
La commission des marchés de l'OPGI, est compétente pour l'examen de tout recours des soumissionnaires qui doit être introduit dans délai de dix (10) jours à compter la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux.

DK NEWS

Anep : 2116011549 du 23/06/2021

Programme de la soirée

TF1 20:05

PORTUGAL / FRANCE



Phase de groupes - Groupe F
Euro 2020. Groupe F. Portugal / France. Puskás Aréna.

france 2 20:05

Rouge sang



A Brest, le pied d'une jeune femme est retrouvé à proximité de la mer. Alma Schneider, flic fraîchement débarquée de Paris, mène l'enquête. Elle ne peut compter que sur le soutien de César d'Istria, médecin légiste et archéologue passionné. Ensemble, ils retrouvent le lieu où la victime aurait été enterrée. Mais le corps qu'ils exhument est celui d'un homme, probablement un marin. Le mystère s'épaissit encore lorsqu'ils apprennent que la jeune femme était en réalité une transsexuelle prénommée Diana.

france 3 20:05

Des racines et des ailes



En Dordogne, Fanny Van-Tornhout recherche des paysages et des villages authentiques qu'elle propose ensuite aux cinéastes du monde entier. Parmi les plus spectaculaires, Hautefort et son étonnant château. Dans le Périgord pourpre, Patrice Bourgeix participe à l'embellissement du château de Lanquais, chef-d'œuvre de la Renaissance. A Saint-Aulay, Annabelle et Jean-Guillaume Gali ont restauré un ancien domaine de chasse du XVIIe siècle pour le transformer en gîte. A Saint-Pierre-de-Frugie, l'un des premiers villages bio de France, de nouveaux habitants arrivent tous les ans et une école Montessori a ouvert ses portes. Elle accueille 25 élèves des environs et contribue à la redynamisation du village.

CANAL+ 20:05

La bonne épouse



En 1968, à Boersch, en Alsace, Paulette Van der Beck dirige avec son mari Robert une école ménagère, destinée à transformer des jeunes femmes en futures bonnes épouses. Epaulée par Gilberte, la sœur de Robert et par l'austère soeur Marie-Thérèse, Paulette accueille ses nouvelles recrues. Deux événements vont bouleverser la vie de l'établissement : Annie Fuchs, une des nouvelles élèves, ne fait pas preuve d'une grande docilité, mais surtout, les choses tournent au drame quand Robert meurt brutalement.

6 20:05

Cauchemar en cuisine



Ensemble depuis 32 ans, Patrick et Pascale sont propriétaires d'un restaurant en bord de mer, à Cavalaire, dans le Var. Depuis quelques années, ils connaissent de graves difficultés dégradant leur santé financière. En apparence, tout semble réuni pour que l'établissement fonctionne, mais Philippe Etchebest découvre non seulement d'importants problèmes en cuisine, mais aussi au sein du couple, dans lequel il n'y a plus aucune communication. Le chef dresse un état des lieux de la situation avant de proposer des solutions pour les aider à relever la tête.

Jeux

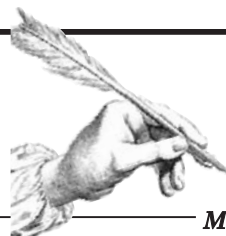
Samourai-Sudoku n°2742

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

		3	9				7		
1	5			4			8		
		9			1	5		4	
		4							2
	9					5			
7					6				
3	2	5		9					
8			6		2	3			
7				3	4				

		2	3			7			
4	7			1		3			
		9			2	5		6	
		4					7		
	3					1			
2					6				
8	3	5			7				
6			4			9	8		
4				6	3				



"Le temps met tout en lumière."

Thalès

Mots croisés n°2742

- 1 - Contrôle des élans du cœur
2 - Spécialiste des glaçures - Il permet d'allonger la phrase
3 - Alignement - Sa bonne tenue fait un bon véhicule
4 - Pays vert pour le poète - Successeurs de Mahomet
5 - Coupe ce qui suit en deux - Mises pour un essai
6 - Fonctionnaire mondial - Il doit être hygiénique pour certaines matières
7 - Réseau virtuel - Style de rangement - Acide
8 - Joliment colorée - Sujet méditant - Guide de mine
9 - Réunit - Mise à bas
10 - Joueur financier
- Horizontalement:
A - Galas en grande pompe
B - Apprendre à bien prendre la lame
C - Chef d'état exotique - Qui satisfait un besoin
D - Méritants - Mot mis entre parenthèses pour certification du texte
E - Parfois but de promenade en mer - Plancher quand il est minimal
F - Imprégné d'huile
G - Mère des Titans - Rendit malade - Son de caisse
H - Paysan - Prix
I - Parfums pour les chefs - Ne reconnaît rien
J - Servies trop souvent - Bien démuné
K - Dispose - Passer sans s'arrêter
L - Temps du tourisme - Déchets organiques

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



TIARET

Transfert de la gestion du centre équestre "Emir Abdelkader" et du champ de tir à la DJS (responsable)

La gestion du centre équestre "Emir Abdelkader" et du champ de tir de Tiaret a été transférée à la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya, a-t-on appris lundi du wali, Mohamed Amine Dramechi.

Lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya, le même responsable a indiqué qu'il avait signé, dernièrement, une décision portant sur le transfert de la gestion du centre équestre "Emir Abdelkader" et du champ de tir à la DJS, précisant que le centre équestre relève du centre d'élevage de chevaux Chachoua de la commune de Tiaret.

M. Dramechi a fait savoir qu'il avait pris cette décision en raison de la détérioration de l'état des deux structures, rappelant que chacune d'elles était gérée par une association durant des décennies.

Le wali de Tiaret a souligné qu'il attendait du directeur de la jeunesse et des sports d'effectuer une évaluation de la situation de ces deux structures aux dimensions sportives, culturelles et historiques, afin de préparer un plan pour leur gestion, y investir et les valoriser.

De son côté, le directeur de la jeunesse et des sports, Slimane Mesdoui a annoncé une réunion prochaine avec tous les acteurs pour discuter des opportunités d'investissement dans ces deux structures, citant une première manifestation qui sera organisée au champ de tir après sa récupération, sous forme d'un tournoi national de tir les 2 et 3 juillet prochains, avec la participation de sportifs de 20 wilayas, à l'occasion du double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse.

JM ORAN-2022

Un tournoi de basket pour lancer le compte à rebours de la 19^e édition

Un tournoi de basket-ball (3x3) sera organisé, vendredi au niveau de l'esplanade du jardin Sidi M'hamed d'Oran à l'occasion de l'enclenchement du compte à rebours, une année avant la 19^e édition des Jeux méditerranéens (JM) Oran-2022, a-t-on appris lundi du comité d'organisation de cet événement. Ce tournoi est ouvert au grand public à condition que les intéressés soient âgés de 18 ans et plus, a précisé la même source, fixant à 32 le nombre des équipes à retenir pour l'occasion. Le déroulement de ce tournoi s'inscrit dans le cadre des festivités que le comité d'organisation, en collaboration avec la direction locale de la jeunesse et des sports, prépare pour célébrer l'entame du compte à rebours de coup d'envoi des JM, prévus du 25 juin au 5 juillet 2022. Il s'agit aussi d'une occasion pour poursuivre la campagne de promotion de la manifestation sportive régionale et qui commence à passer à la vitesse supérieure depuis quelque temps. Vingt-trois disciplines sportives, dont le basket-ball, sont retenues dans le programme des JM d'Oran, rappelle-t-on.

ATHLÉTISME - 5^E JOURNÉE ELITE ET JEUNES TALENTS

Les épreuves de lancer de disque et de marteau pourraient être annulées (FAA)

Les épreuves de lancer de disque et de marteau, inscrites au programme de la 5^e journée Elite et Jeunes talents sportifs, prévue le vendredi 25 juin courant au SATO du stade 5-Juillet (Alger) pourraient être annulées "faute de cage", a annoncé lundi la Fédération algérienne d'athlétisme, coorganisatrice de cette compétition

avec la Ligue algéroise de la discipline (LAA). Le même problème s'était déjà posé lors de la précédente journée Elite et Jeunes talents (ndlr, la 4^e), disputée fin mai dernier au SATO, et pour éviter l'annulation, les organisateurs avaient opté pour la délocalisation de ces épreuves au stade d'athlétisme de Bateau-Cassé, à Bordj

El Kiffan (Alger). La compétition est ouverte aux catégories U18, U20 et seniors (messieurs et dames). Le dernier délai pour confirmer les engagements a été fixé au jeudi, 24 juin "à 23h59" selon les organisateurs, ayant insisté sur le fait qu'aucun engagement ne sera accepté le jour de la compétition.

APS

NATATION-CHAMPIONNAT DE FRANCE

Syoud et Melih tout près d'une qualification aux JO de Tokyo (FAN)

Le deux nageurs Jaouad Syoud et Amel Melih ont conforté leurs chances de qualification aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, grâce aux résultats positifs obtenus lors des épreuves du championnat de France Elite, disputées en grand bassin du 15 au 20 juin, offrant à l'Algérie la possibilité de prendre part au rendez-vous nippon avec cinq nageurs.

Syoud (21 ans) a terminé sa participation au rendez-vous de France en battant trois records d'Algérie tout en arrachant une médaille de bronze au 400m 4 nages, ce qui lui a permis de réaliser les minima "B" de qualification aux JO dans cette spécialité.

Il a également réussi un nouveau record national sur 200m 4 nages, après avoir pris la deuxième place de sa série avec un temps de 2:00.03, améliorant au passage son ancien record (2:01.00), réalisé lors de l'Open de Marseille, en mars dernier.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur des équipes nationales (DEN) de la Fédération algérienne de natation (FAN), Lamine Ben Abderrahmane, s'est réjoui des performances ascendantes du nageur Jaouad Syoud et son retour en force à la compétition.

"Après avoir réalisé les minima B au 400m 4 nages, Syoud a pu améliorer trois records nationaux et décrocher sa première médaille de bronze au championnat de France, ce qui est très positif pour notre nageur. Le rendement de Syoud était attendu au vu de sa forme ascendante, compétition après compétition", a-t-il ajouté.

Pour lui, le nageur de l'Olympic Nice a conforté ses chances de participation aux épreuves du 200m 4 nages à Tokyo, après avoir réalisé les minima B, soulignant que chaque pays aura le droit de faire participer deux nageurs



seulement dans chaque épreuve. De son côté, Amel Melih (27 ans), spécialiste des épreuves de vitesse, a terminé à la 6^e place de la finale A du 50m nage libre avec un temps de 25.48. L'Algérienne s'est contentée, par contre, d'une moyenne prestation au 100m nage libre (57.09). "Melih est revenue à son niveau habituel lors de cette saison, réalisant les minima B sur 50m nage libre pour la deuxième fois. Elle a également participé aux épreuves du 100m nage libre, mais sans pour autant briller, préférant concentrer toutes ses forces sur la course du 50m nage libre", a expliqué Ben Abderrahmane.

Six nageurs algériens qui exercent dans des clubs français ont pris part à ce championnat, à savoir Jaouad Syoud, Ramzi Chouchar, Nazim Benbara, Lounis Khen-driche, Abderezzak Siar et Amel Melih. La Direction des équipes nationales estime que le niveau des autres nageurs reste "moyen", même

si Chouchar a amélioré ses records personnels par rapport aux précédents meetings, surtout sur 400m 4 nages. Idem pour Benbara, qui a réalisé un temps "acceptable" sur 50m nage libre, qui reste son meilleur résultat pour l'année courante.

"Des indices révélateurs en vue du Championnat arabe programmé à Alger (septembre 2021) et du Championnat d'Afrique Open au Ghana (octobre 2021)", selon la même source.

Les Championnats de France étaient la dernière étape qualificative aux JO de Tokyo pour les nageurs algériens, car les derniers délais ont été fixés au 27 juin, avant que la Fédération internationale de natation (FINA) ne dévoile la liste finale des qualifiés au rendez-vous japonais, le 30 juin.

Cherouati gagne son pari en eau libre

D'autre part, la nageuse Souad Cherouati a composé

samedi son ticket pour les Jeux Olympiques de Tokyo-2020, dans l'épreuve "eau libre", à l'issue de sa participation au marathon qualificatif "FINA 2021", disputé à Setubal (Portugal).

L'Algérienne a bouclé les 10 km à la 30^e place avec un chrono de 2h 13min 11sec, alors que sa compatriote Majda Chebaraka n'a pas terminé la course. "Cherouati a validé sa participation avec grand mérite. Elle a obtenu un meilleur temps que celui de l'Egyptienne Hania Moro et la Sud-Africaine Stephanie Hothmane, réalisant ainsi le meilleur chrono continental. Sachant que celui qui obtient le meilleur résultat au sein de son continent passe directement aux JO", a précisé Lamine Ben Abderrahmane.

Et d'enchaîner : "Souad a obtenu une qualification historique vu qu'il s'agit de la première Algérienne à avoir validé sa qualification pour les JO dans l'épreuve Eau libre et aussi la première nageuse algérienne à se qualifier depuis 16 ans. La première participation était lors des JO d'Athènes en 2004 (400m 4 nages) grâce à Sabrina Dahene".

Au total, cinq nageurs algériens ont réalisé les minima pour les JO pour le moment. Il s'agit d'Oussama Sahnoune (minima A sur 50 et 100 m nage libre), Souad Cherouati (Eau libre), Jaouad Syoud (minima B sur 200 et 400m 4 nages, 100 et 200m papillon), Abdellah Ardjoune (minima B sur 100 et 200m dos) et Amel Melih (minima B sur 50m nage libre).

BEACH-VOLLEY

14 pays présents au tournoi africain qualificatif aux JO de Tokyo

Quatorze (14) pays prendront part au tournoi africain de beach-volley, qualificatif aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, prévu du 22 au 28 juin à Agadir au Maroc, ont annoncé mardi les organisateurs.

Le Tournoi débute ce mardi avec la participation 14 duos masculins répartis sur quatre groupes qui tenteront de décrocher le précieux sésame pour représenter le continent africain aux JO.

Les deux premiers de chaque groupe sont qualifiés pour le deuxième tour et le vainqueur ira à Tokyo. La compétition féminine se dispute en deux groupes : Maroc, Rwanda, Gambie et Soudan (groupe A) et Nigéria, Kenya, Cap-Vert et RD Congo, (groupe B).

Composition des groupes (messieurs):

Groupe A: Maroc, Tunisie, Soudan
Groupe B: Mozambique, Nigéria, Kenya
Groupe C: Ghana, Egypte, Afrique du Sud, Congo
Groupe D: Gambie, Togo, Rwanda et la RD Congo

VOILE

La Fédération veut "reconstruire" l'Ecole de Mostaganem

Le président de la Fédération algérienne de voile (FAV) Mohamed Azzoug se rendra prochainement à Mostaganem, pour discuter à la fois avec la Ligue locale et le Directeur de la jeunesse et des sports de la Wilaya, dans la perspective de "reconstruire" l'école de voile.

Un projet qui s'inscrit dans le programme de travail de la Fédération, dans le but de vulgariser la discipline à travers tout le littoral algérien, notamment, en la dotant d'infrastructures adéquates. Avant de se rendre à Mostaganem, la délégation de la fédération effectuera une escale à Chlef (le jeudi 24 juin), pour une visite de travail.

"L'ordre du jour portera sur la relance des activités nautiques dans la circonscription de la Wilaya, et sur la formation de jeunes techniciens dans la spécialité +voile+, en vue d'assurer l'encadrement de l'activité au niveau de la base nautique d'El Marsa, mais aussi au niveau de tout le périmètre côtier de Ténès" a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué.

COUPE ARABE (U20) GR. A - 2E JOURNÉE L'Algérie à l'épreuve de l'ogre égyptien

L'équipe algérienne de football des moins de 20 ans (U20) sera face à un véritable test révélateur, en affrontant mercredi son homologue égyptienne au stade international du Caire (15h00 algériennes), dans le cadre de la 2e journée (Gr. A) de la Coupe arabe des nations de la catégorie (20 juin - 6 juillet).

Vainqueur sur le fil lors de son premier match, dimanche face à la Mauritanie (1-0), l'équipe nationale sera cette fois-ci face à un adversaire d'un tout autre calibre qui a également réussi ses débuts dans le tournoi en disposant facilement du Niger, invité d'honneur (2-0).

Considérée comme l'un des favoris pour le titre, l'Egypte va chercher certainement à sceller sa qualification pour les quarts de finale face à une équipe algérienne qui compte jouer son va-tout jusqu'au bout dans ce derby nord-africain et tenter de créer l'exploit. Sur le plan de l'effectif, le sélectionneur national Mohamed Lacet va bénéficier de l'ensemble de ses joueurs, ce qui va lui permettre d'aligner un Onze conquérant et compétitif pour essayer de décrocher un bon résultat face aux "Pharaons". En revanche, l'Egypte sera privée de son milieu de terrain offensif Salah Bacha (Udinese/ Italie), victime d'une fracture de la clavicule lors du match face au Niger. Le joueur, opéré lundi, a déclaré forfait pour la suite de la com-



pétition. Dans l'autre match du groupe A, le Niger et la Mauritanie s'affronteront avec comme objectif commun de se relancer dans cette poule, eux qui ont démarré la compétition du mau-

vais pied. Seize nations prennent part à cette compétition, scindées en quatre groupes de quatre.

Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les

quarts de finale. La précédente édition de la Coupe arabe des nations des U20, disputée en Arabie saoudite, avait été remportée par le Sénégal, invité alors par les organisateurs.

LIGUE 1 (MISE À JOUR)

Le NAHD sommé de réagir, le CRB pour atteindre le podium

Incapable de réaliser la moindre victoire en championnat depuis plus de trois mois, le NA Hussein-Dey devra impérativement relever la tête à l'occasion du derby face à l'USM Alger, alors que le CR Belouizdad aura une belle opportunité de monter sur le podium lors du déplacement à l'Est pour défier le CS Constantine, dans le cadre de la mise à jour de la Ligue 1 de football, prévue mercredi.

Premier relégable (17e, 22 pts), le Nasria n'aura d'autre alternative que de l'emporter face aux "Rouge et Noir", non seulement pour mettre fin à une longue période de disette (le dernier succès en championnat

remonté au 26 février, ndr), mais également amorcer sa mission de sauvetage.

De son côté, l'USMA (6e, 39 pts), qui reste sur une élimination sans gloire en 1/2 finale de la Coupe de la Ligue professionnelle sur le terrain du NC Magra (2-1, a.p), abordera cette rencontre avec l'intention d'éviter un deuxième faux-pas de suite.

Le champion d'Algérie sortant le CR Belouizdad (4e, 46 pts), sera en appel à Constantine pour croiser le fer avec le CS Constantine (6e, 39 pts), avec pour objectif d'aligner une quatrième victoire, et surtout rejoindre la JS Saoura à la deuxième place au classement.

Toutefois, le CSC, vainqueur sur le fil vendredi en déplacement face à l'AS Ain M'lila (3-2), ne compte pas l'entendre de cette oreille, puisque les joueurs de l'entraîneur Miloud Hamdi ne jurent que par la victoire, eux qui aspirent à s'approcher du podium.

Le MC Alger (6e, 36 pts), retombé dans ses travers après la défaite concédée face à MC Oran (2-1), aura fort à faire face à l'accrocheuse formation du Paradou AC (10e, 34 pts), qui reste tout de même sur une mauvaise série de trois revers de suite.

L'historique des confrontations entre les deux clubs algérois plaident largement en faveur du "Doyen", qui n'a jamais perdu face au Paradou, de quoi permettre aux joueurs de l'entraîneur Nabil Neghiz d'aborder ce rendez-vous avec plus de sérénité, même si la donne peut basculer à tout moment.

Le programme

22e journée :

MC Alger - Paradou AC (17h45)

25e journée :

NA Hussein-Dey - USM Alger (17h00)

CS Constantine - CR Belouizdad (17h00)

Classement :

	Pts	J
1). ES Sétif	56	26
2). JS Saoura	49	26
3). MC Oran	47	26
4). CR Belouizdad	46	24
5). JS Kabylie	42	24
6). USM Alger	39	24
-). MC Alger	39	25
-). CS Constantine	39	25
9). O. Médéa	38	26
10). Paradou AC	34	25
11). AS Ain M'lila	31	26
-). US Biskra	31	26
13). ASO Chlef	28	26
14). WA Tlemcen	27	26
-). NC Magra	27	26
16). RC Relizane	26	26
17). NA Hussein-Dey	22	25
18). USM Bel-Abbès	21	26
19). CABB Arréridj	17	26
-). JSM Skikda	17	26

LIGUE 1 / USM BEL-ABBÈS

Le maintien passe par un carton plein lors des trois prochains matchs (entraîneur)

L'entraîneur de l'USM Bel-Abbès, Sid Ahmed Slimani, a déclaré, mardi, qu'il misait sur une mention complète lors des trois prochains matchs pour permettre à son équipe de s'extirper de la zone rouge du classement de la Ligue 1 de football.

"La victoire est impérative lors des trois prochains matchs pour quitter la zone des relégués.

Je suis persuadé que mon équipe ne mérite pas la place qu'elle occupe actuellement au classement au vu du potentiel énorme dont elle dispose aussi bien sur le plan individuel que collectif", a-t-il dit dans une déclaration à la cellule de communication de son club. Les protégés de Sid Ahmed Slimani, qui est le quatrième entraîneur à diriger la formation

de la "Mekerra", occupent la 18e place au classement avec 21 points. Ils sont du coup les premiers potentiels relégués, tout en accusant un retard de cinq unités sur le premier club non reléguable, à savoir le RC Relizane.

L'USMBA a enregistré un réveil relatif lors des précédentes journées, plus précisément depuis l'arrivée de Slimani, qui a déjà sauvé la même équipe de la descente il y a deux saisons. Mais elle est revenue à la case départ après sa défaite lors de la précédente journée sur le terrain du NC Magra (1-0).

Cette défaite est restée en travers de la gorge de l'ex-coach du SKAF Khemis Meliana, d'autant que le but inscrit par les locaux est intervenu dans les dernières minutes de la partie, a-t-il déploré, appelant ses pou-

lains à "ne pas baisser les bras". Il a, en outre, souhaité davantage de soutien "financier et moral" de la part des autorités locales, tout en saluant "les efforts consentis par le président du club, Abdelghani El Hennani depuis son retour aux affaires de l'USMBA". La formation de l'Ouest du pays a traversé plusieurs turbulences cette saison, ce qui lui a valu sa position actuelle au classement. Plusieurs grèves ont été enclenchées par les joueurs pour réclamer la régularisation de leur situation financière. Des conflits ont marqué aussi le quotidien de l'équipe entre le président du club El Hennani et le directeur général Abbas Morsli, avant que ce dernier ne rende le tablier il y a quelques semaines, rappelle-t-on.

LIGUE 1

Les dates des 28es et 29es journées fixées (LFP)

La ligue de football professionnel (LFP) a dévoilé lundi les dates des 28ème et 29ème journées de championnat de Ligue 1.

La 28e Journée se déroulera le jeudi 1 juillet et la 29e Journée le dimanche 4 juillet. Les horaires des rencontres de ces deux journées seront communiqués prochainement, indique la même source.

Quant à la 27e journée, elle aura lieu les 26 et 27 juin. Pour rappel, trois matchs de mise à jour se joueront ce mercredi: CS Constantine- CR Belouizdad, MC Alger- Paradou AC et NA Hussein-dey- USM Alger.

LIGUE 1 - MC

ALGER

Blessé, Frioui forfait pour le reste de la saison (club)

L'attaquant du MC Alger Samy Frioui, blessé, va devoir déclarer forfait pour le reste de la saison, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 algérienne de football, lundi sur sa page officielle Facebook.

Le meilleur buteur du "Doyen" avec 11 buts va se faire poser un plâtre pendant 21 jours et "se dirige ainsi à rater le reste de la saison", précise la même source, sans donner d'indications sur la nature de la blessure.

L'attaquant algérois s'est blessé lors du match en déplacement, disputé samedi face au MC Oran (défaite 2-1), dans le cadre de la 26e journée de championnat.

Un souci de plus pour l'entraîneur du MCA Nabil Neghiz, qui sera ainsi privé de plusieurs joueurs mercredi, lors du derby face au Paradou AC, prévu au stade du 5 juillet (17h45), en mise à jour de la 22e journée de championnat.

Le Mouloudia a complètement raté sa saison qui coïncide avec le 100e anniversaire de sa création, se faisant éliminer en quarts de finale de la Ligue des champions et en huitièmes de finale de la Coupe de la Ligue.

Au classement de la Ligue 1, le MCA pointe à la 6e place au classement en compagnie de l'USM Alger et du CS Constantine, avec 39 points chacun.

APS

COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE LA CAF L'Algérie conserve ses quatre représentants

La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé que 12 pays africains, dont l'Algérie, prendront part aux compétitions interclubs de la prochaine saison (2021/2022) avec deux représentants en Ligue des champions et autant en Coupe de la Confédération.

Outre l'Algérie, les autres pays sont la Tunisie, l'Égypte, le Maroc, le Soudan, l'Afrique du Sud, la RD Congo, l'Angola, la Guinée, le Nigeria, la Tanzanie et la Zambie.

Les quatre représentants algériens en Ligue des champions et Coupe de la Confédération seront connus à l'issue du championnat de Ligue 1 et de la finale de la Coupe de la Ligue.

Pour rappel, la Confédération africaine de football a prolongé d'un mois les délais d'engagement des clubs pour les compétitions interclubs 2021-2022.

Désormais, les demandes doivent parvenir au secrétariat général de la CAF à travers le système CMS de l'instance continentale avant le 30 juillet prochain.

COUPE ARABE (U20) ALGÉRIE Aucune blessure à déplorer après le match de la Mauritanie (FAF)

Aucune blessure n'est à déplorer au sein de l'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20), au lendemain de la victoire décrochée face à la Mauritanie (1-0) dans le cadre de la 1re journée (Gr. A) de la Coupe arabe au Caire, a indiqué la Fédération algérienne, lundi.

"Le travail de récupération a été effectué dès le retour des joueurs à l'hôtel en prenant notamment un bain froid. Selon le staff médical, aucun joueur ne souffre du moindre mal", a écrit l'instance fédérale sur son site officiel.

Les Algériens ont dû attendre le temps additionnel pour arracher la victoire dimanche, grâce à un but marqué par le sociétaire de Valenciennes (France) Issam Bouaouane (90e+5) d'un tir puisant sur la surface, après avoir éliminé un adversaire.

Une victoire qui a permis aux jeunes "Verts" de "se réveiller dans la joie et la bonne humeur", selon la FAF, de quoi leur permette de préparer sereinement le deuxième match, prévu mercredi (15h00) face à l'Égypte, vainqueur en ouverture du Niger (2-0), invité d'honneur.

Le président de la FAF Amara Charaf-Eddine a assisté au match face à la Mauritanie, après avoir rallié le Caire en provenance de Djeddah (Arabie Saoudite), où il a assisté jeudi aux travaux de l'assemblée générale ordinaire puis électorale de l'Union arabe de football (UFAA).

Seize nations prennent part à cette compétition, où elles ont été scindées en quatre groupes de quatre. Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

La précédente édition de la Coupe arabe des nations des U20, disputée en Arabie saoudite, avait été remportée par le Sénégal, invité alors par les organisateurs.

APS

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1/2 FINALE - RETOUR) JSK-COTON SPORT : Abdeslam : "Nous avons demandé une jauge de 2000 supporters"

Le directeur sportif de la JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football) Kamel Abdeslam, a révélé mardi que la direction du club a demandé aux autorités une jauge de 2000 supporters, en vue de la demi-finale (retour) de la Coupe de la Confédération face aux Camerounais de Coton Sport, dimanche au stade olympique du 5-juillet (20h00).

"Nous avons essayé un refus pour la présence de 10.000 supporters, selon l'accord donné par la CAF. Nous avons revu notre demande à la baisse, puisque une seconde demande a été formulée aux autorités pour une jauge de 2000 supporters, en une manière de faire plaisir à nos sponsors et certains de nos fans désireux d'assister à cette rencontre", a indiqué à l'APS Abdelslam. La JSK a fait un grand pas vers la finale, en s'imposant dimanche en déplacement, en demi-finale (aller), disputé au stade Ahmadou Ahidjo à Yaoundé (2-1).

La CAF a donné son accord vendredi pour la présence de 10.000 spectateurs lors des demi-finales de la Coupe de la Confédération : Coton Sport - JSK et Pyramids FC - Raja de Casablanca.

"C'est vrai que nous avons réussi à battre Coton Sport à deux reprises lors de la phase de poules, mais ce n'était pas évident de refaire le coup dimanche dernier, car les matchs ont tendance à changer.

Dieu merci, les joueurs ont su relever le défi et revenir avec une victoire précieuse", a-t-il ajouté.

"Lavagne d'accord pour prolonger son contrat"

Ancien milieu offensif de la JSK (1978-1991), Abdelslam (62 ans) a ce-

pendant refusé de crier victoire avant terme, appelant les joueurs à "garder les pieds sur terre", pour éviter toute mauvaise surprise.

"Certes nous avons remporté la première manche, mais rien n'est encore acquis.

Les surprises sont légions en football, les joueurs doivent garder les pieds sur terre et aborder le match retour avec sérieux et abnégation, pour valider notre ticket pour la finale. L'adversaire n'aura rien à perdre, il va certainement jeter toutes ses forces en attaque et se découvrir, chose qui va nous permettre de les surprendre", a-t-il estimé.

Seule équipe de l'élite engagée jusque-là sur trois fronts : championnat - Coupe de la Ligue professionnelle - Coupe de la Confédération, la JSK est en train de réaliser une saison époustouflante, sous la houlette de l'entraîneur français Lavagne.

Pour Abdeslam, la clé de la réussite réside dans deux atouts. "Il y a la jeunesse d'un effectif talentueux et assoiffé de victoire, et un entraîneur qui a su remodeler un groupe pour en faire une équipe conquérante.

Aujourd'hui, les résultats sont là, j'espère qu'on ira au bout de nos objectifs".



Interrogé sur l'avenir de l'entraîneur Lavagne, arrivé sur le banc de la JSK en janvier dernier en remplacement de Youcef Bouzidi, Abdeslam a déclaré qu'il avait "accepté l'idée de prolonger son contrat, mais sous certaines conditions, dont la préservation de l'ossature de l'équipe.

La succession des matchs sur les trois fronts ne nous a pas donné l'occasion pour officialiser la signature de son nouveau contrat.

On n'est pas prêts de lâcher cet entraîneur qui est en train de réaliser un excellent travail", a-t-il conclu.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE GHARDAÏA
DAÏRA DE GHARDAÏA
COMMUNE DE GHARDAÏA
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS

Projet : Avis d'attribution provisoire

Conformément à l'article 65 paragraphe 2 du décret présidentiel 15.247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'Assemblée populaire communale de Ghardaïa informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° 08/2021 paru dans DK NEWS / TASSILI NEWS en date du 16/05/2021 que l'attribution provisoire du marché relative à :

Projet : RENOVIATION ET EXTENSION RÉSEAU AEP DIFFÉRENTS QUARTIERS (LOTS).

- Lot 01: RENOVIATION RÉSEAU AEP RUE CHIKH HAMOU CENTRE VILLE.

- Lot 02 : RENOVIATION ET EXTENSION RÉSEAU AEP BOUCHAMJANE ET PARTIE EST DE L'OASIS 1^{ER} TRANCHE.

- Lot 03 : RENOVIATION RÉSEAU QUARTIER TEM.

- Lot 04 : RENOVIATION ET EXTENSION RÉSEAU AEP BOUHRROUA 1^{ER} TRANCHE.

- Lot 05 : RENOVIATION ET EXTENSION RÉSEAU AEP PARTIE OUAIS DE L'OASIS.

- Lot 06 : EXTENSION ET RENOVIATION RÉSEAU AEP MERMED.

- Lot 07 : EXTENSION ET RENOVIATION RÉSEAU AEP BENSMAIRA.

- Lot 08 : RENOVIATION RÉSEAU AEP KSER GHARDAÏA RUE ALISSA AMLAR.

- Lot 01 : RENOVIATION RÉSEAU AEP RUE CHIKH HAMOU CENTRE VILLE.

Le service contactant a décidé d'attribuer le lot 01 à l'entreprise au montant de 4.536.798,00 et de (03 Mois de délai)

- Lot 02 : RENOVIATION ET EXTENSION RÉSEAU AEP BOUCHAMJANE ET PARTIE EST DE L'OASIS 1^{ER} TRANCHE.

Le service contactant a décidé d'attribuer le lot 02 à l'entreprise au montant de 7.471.219,00 et de (03 Mois de délai)

- Lot 03 : RENOVIATION RÉSEAU QUARTIER TEM.

Le service contactant a décidé d'attribuer le lot 03 à l'entreprise au montant de 4.317.108,50 et de (60 Jours de délai)

- Lot 04 : RENOVIATION ET EXTENSION RÉSEAU AEP BOUHRROUA 1^{ER} TRANCHE.

Le service contactant a décidé d'attribuer le lot 04 à l'entreprise au montant de 3.550.478,80 et de (60 Jours de délai)

- Lot 05 : RENOVIATION ET EXTENSION RÉSEAU AEP PARTIE OUAIS DE L'OASIS.

Le service contactant a décidé d'attribuer le lot 05 à l'entreprise au montant de 5.306.046,75 et de (03 Mois de délai)

- Lot 06 : EXTENSION ET RENOVIATION RÉSEAU AEP MERMED.

Le service contactant a décidé d'attribuer le lot 06 à l'entreprise au montant de 3.561.089,95 et de (03 Mois de délai)

- Lot 07 : EXTENSION ET RENOVIATION RÉSEAU AEP BENSMAIRA.

Le service contactant a décidé d'attribuer le lot 07 à l'entreprise au montant de 3.519.065,00 et de (02 Mois de délai)

- Lot 08 : RENOVIATION RÉSEAU AEP KSER GHARDAÏA RUE ALISSA AMLAR.

Le service contactant a décidé d'attribuer le lot 08 à l'entreprise au montant de 5.888.616,00 et de (06 Mois de délai)

Tout soumissionnaire contestant ce choix, peut introduire un recours auprès du comité des marchés publics de l'Assemblée populaire communale de Ghardaïa dans un délai de 10 jours à compter de la première réunion de l'avis d'attribution dans les journaux DK NEWS / TASSILI NEWS

Anep : 2116011465 du 23/06/2021

CORRUPTION Le TAS réduit à cinq ans la suspension du Nigérian Siasia

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) a réduit lundi à cinq ans, au lieu d'une suspension à vie, la sanction infligée à l'ancien sélectionneur de l'équipe nigériane de football Samson Siasia, reconnu coupable dans une affaire de rencontres arrangées.

La juridiction a estimé "disproportionnée" la suspension à vie infligée en avril 2019 par la Fifa au technicien de 53 ans, accusé d'avoir accepté en 2010 de se joindre à une tentative de manipulation de matches.

S'il est important "que les sanctions soient suffisamment élevées pour éradiquer la corruption" dans le football, cette affaire est "une première infraction", qui n'a "procuré aucun bénéfice à Siasia" et n'a "pas eu d'effet négatif ou immédiat" sur d'autres personnes, relève le TAS dans son communiqué.

Le panel arbitral a par ailleurs annulé l'amende de 50.000 francs suisses prononcée par la Fifa, jugeant l'ancien international suffisamment sanctionné financièrement par sa mise au ban du football.

Sa suspension "de toute activité liée au football, au niveau national ou international", reste prononcée à compter du 16 août 2019 et prendra donc fin en 2024.

Champion de France avec Nantes en 1995, puis éphémère sélectionneur du Nigeria entre 2010 et 2011, l'ancien attaquant avait disputé le Mondial-1994 aux Etats-Unis.

CALHANOGLU À L'INTER POUR TROIS ANS

D'après les informations de Sky Italia, le milieu de terrain offensif turc règle les derniers détails de sa venue dans l'effectif des Nerazzurri, entraînés par Simone Inzaghi qui a pris la succession d'Antonio Conte. Attendu de l'autre côté des Alpes après avoir disputé l'Euro avec la Turquie, battue dimanche par la Suisse et éliminée dès la phase de poules, le footballeur de 27 ans doit passer mardi matin la visite médicale avec le champion d'Italie 2021. Dans la foulée, l'ex-sociétaire du Bayer Leverkusen paraphera un contrat de trois années, soit jusqu'en juin 2024, assorti d'un salaire net annuel de 5 millions d'euros, hors bonus.



MAN UNITED : NOUVELLE OFFRE POUR JADON SANCHO ?

Désireux de recruter Jadon Sancho cet été, Manchester United aurait revu son offre à la hausse pour l'attaquant.

C'est une affaire vieille de quelques mois, et qui dure encore cet été. En quête d'un élément offensif de renom, Manchester United aurait fait de Jadon Sancho sa priorité du prochain mercato. Sous contrat jusqu'en 2023 avec le Borussia Dortmund, l'international anglais est retenu par son club, désireux de réaliser une belle opération en le laissant partir. Le joueur et United auraient trouvé un accord, resterait maintenant aux deux clubs à faire de même.

Selon Sky Sports, Manchester aurait revu son offre à la hausse ces derniers jours. Une proposition à hauteur d'environ 75 millions de livres sterling bonus compris aurait été formulée : un paiement sec de 67 millions, accompagné de divers bonus à hauteur de 8 millions. Un accord serait donc sur le point d'être trouvé pour le joueur valorisé 80 millions de livres sterling.

HAKIMI SE RAPPROCHE DU PSG

Le Paris Saint-Germain accélère dans le dossier Achraf Hakimi. Le club de la capitale a repris l'avantage sur Chelsea et se rapproche des exigences de l'Inter Milan.

Le Paris Saint-Germain affiche ses ambitions sur ce mercato estival. Après le milieu Georginio Wijnaldum, qui a signé libre jusqu'en juin 2023, et en attendant la signature imminente du gardien Gianluigi Donnarumma, dont le contrat prend fin au Milan AC, le club de la capitale veut boucler l'arrivée d'un troisième joueur, au poste de latéral droit cette fois. Sans surprise, le Paris SG a fait d'Achraf Hakimi (22 ans) sa priorité pour renforcer un couloir où ni Alessandro Florenzi ni Colin Dagba n'ont véritablement satisfait les dirigeants parisiens la saison dernière. Dans ce dossier, le vice-champion de France est lancé dans un duel avec Chelsea. Ces dernières semaines, les deux clubs ne cessent de s'échanger la position de favori en revoyant leurs offres à la hausse. Ce mardi, c'est le PSG qui reprend l'avantage. Selon plusieurs sources en Italie, Sky Sport Italia et le journaliste Nicolò Schira en tête, l'Inter Milan attend une avancée décisive de Paris dans les prochains jours. Le club de la capitale pourrait rapidement faire parvenir une proposition à 75 millions d'euros, bonus compris. De quoi se rapprocher des 80 M€ demandés par le champion d'Italie. Chelsea reste dans la course, mais l'offre de la formation londonienne plait moins à l'Inter. Les Blues veulent inclure un joueur dans la transaction pour faire baisser le prix, alors que les Nerazzurri souhaitent récupérer la plus haute indemnité de transfert possible. D'où l'avantage du PSG aujourd'hui. Le directeur sportif parisien Leonardo aurait même déjà un accord avec Hakimi sur un contrat de 5 ans assorti d'un salaire annuel de 8 millions d'euros (+ 2 M€ de bonus). Ça sent bon pour Paris.



Benitez serait très proche d'Everton

Rafael Benítez, ancien coach du Liverpool FC, se rapprocherait de plus en plus du rival local, Everton. Des discussions ont encore eu lieu lors du week-end passé et une nomination ne serait plus loin. Selon des informations du Mirror, Rafael Benítez ne serait plus très loin d'être nommé manager d'Everton. Et ce, malgré les protestations des supporters des Toffees qui s'intensifient ces derniers jours contre l'ancien coach du Liverpool FC, le rival honni. Le journal anglais indique que des discussions ont eu lieu en secret ce week-end passé entre les représentants du technicien espagnol et les dirigeants d'Everton pour régler les derniers détails de son arrivée. Après avoir exploré d'autres pistes, le propriétaire du club Farhad Moshiri est donc sur le point de valider l'arrivée de Rafael Benítez qui prendra la succession de Carlo Ancelotti parti précipitamment au Real Madrid après dix-huit mois à la tête des Toffees où il avait débuté un travail de reconstruction. Et en dépit des banderoles hostiles à l'ancien coach des Reds, il semblerait que tout soit en route pour voir débarquer Rafael Benítez à Goodison Park.

Sterling est malheureux à Man City

L'Anglais a perdu sa place dans le onze de départ suite à l'écllosion de Phil Foden et est désormais un indésirable. Placé sur la liste des transferts par Manchester City, Raheem Sterling a confirmé ses envies d'ailleurs en conférence de presse avant le troisième et dernier match de groupe des Three Lions. Raheem Sterling : « Je profite du football et de ce que je pratique avec l'équipe nationale. Si tu ne joues pas, tu n'es pas heureux. Je suis comme ça depuis tout petit, quand je joue au football je suis très heureux, sinon je ne le suis pas. » Sterling a perdu sa place dans le onze de départ de Pep Guardiola à la fin de la saison dernière et City serait prêt à écouter toute offre viable pour le joueur de 26 ans. L'Anglais a disputé 31 rencontres en Premier League pour 10 buts et 5 passes décisives. De nombreuses entrées en cours de jeu qui n'ont pas satisfait le board de Manchester City tout comme l'international anglais qui ronge son frein. Plusieurs pistes s'offrent à lui à travers l'Europe et le voir changer d'air au mercato est de plus en plus probable.



Chelsea : la direction très confiante pour Kanté

Chelsea tient à son milieu de terrain N'Golo Kanté (30 ans, 30 matchs en Premier League cette saison) et compte bien le lui faire savoir. Comme évoqué le 31 mai dernier après le sacre des Blues en Ligue des Champions, la direction londonienne va lancer les grandes manœuvres dans les mois à venir pour offrir une prolongation de contrat au-delà de juin 2023 à son international français, rappelle le journaliste Fabrizio Romano. Et dans ce dossier, les Londoniens parlent très confiants. Sans vouloir se précipiter mais en s'appuyant sur leurs excellents rapports avec le champion du monde, les dirigeants de Chelsea pensent pouvoir verrouiller Kanté sur le long terme. Reste maintenant à voir si l'ancien Caennais se trouve sur la même longueur d'onde.



PRÉSIDENCE

Le Président Tebboune félicite M. Guterres pour sa réélection à la tête de l'ONU....

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a félicité le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, pour sa réélection à la tête de l'ONU, réitérant la disponibilité de l'Algérie à continuer à travailler avec lui pour faire face à plusieurs défis tels que la décolonisation, a indiqué lundi un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a félicité le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres pour sa réélection à la tête de cette organisation, lui présentant ses vœux de réussite et de succès dans les démarches de réformes des Nations unies", précise le même source.



boune a félicité le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres pour sa réélection à la tête de cette or-

ganisation, lui présentant ses vœux de réussite et de succès dans les démarches de réformes des Nations unies", précise le même source.

Le Président Tebboune a réitéré le soutien et la disponibilité de l'Algérie à continuer à travailler avec M. Antonio Guterres pour faire face aux défis de lutte contre le terrorisme et de règlement des conflits, en tête desquels la décolonisation", ajoute le communiqué.

...et Ebrahim Raïssi pour sa victoire à la présidentielle iranienne

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a félicité, lundi, M. Ebrahim Raïssi pour sa victoire à l'élection présidentielle de

la République islamique d'Iran, a indiqué la Présidence de la République dans un communiqué. M. Raïssi a remporté, vendredi

dernier, l'élection présidentielle en obtenant plus de 17.800.000 voix, après dépouillement de 90% des voix.

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT ZAMBIEN

Le Président Tebboune présente ses condoléances

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé un message de condoléances au président de la République de Zambie, Edgar Lungu, suite au décès de l'ancien président zambien, Kenneth Kaunda, a indiqué lundi un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé un message de condoléances au président de la République de Zambie, Edgar Lungu, suite au décès de l'ancien président zambien, Kenneth Kaunda, dans lequel il lui a présenté, au nom du peuple algérien et en son nom personnel, ses condoléances les plus attristées et ses sentiments de compassion à la famille du défunt et au peuple zambien", lit-on dans le communiqué. Le Président Tebboune a salué, dans son message, "le parcours distingué d'un militant, ami de l'Algérie et un des grands dirigeants africains, ainsi que son rôle dans la lutte pour la libération de l'Afrique de la colonisation".

zambien, Kenneth Kaunda, dans lequel il lui a présenté, au nom du peuple algérien et en son nom personnel, ses condoléances les plus attristées et ses sentiments de compassion à la famille du défunt et au peuple zambien", lit-on dans le communiqué. Le Président Tebboune a salué, dans son message, "le parcours distingué d'un militant, ami de l'Algérie et un des grands dirigeants africains, ainsi que son rôle dans la lutte pour la libération de l'Afrique de la colonisation".

AUDIOVISUEL

Suspension des programmes de la chaîne "El Hayat TV" pour une semaine à partir de mercredi (ARAV)

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a décidé, lundi, la suspension, à compter de mercredi prochain, pour la durée d'une semaine de tous les programmes de la chaîne "El Hayat TV" avec un avertissement suite à la diffusion vendredi dernier d'une émission lors de laquelle un ancien député avait remis en cause l'intégrité de certains moudjahidines. Dans un communiqué, l'ARAV indique avoir saisi le ministère de la Communication "aux fins de retrait de l'accréditation de la chaîne "El Hayat TV" pour la durée de la suspension de ses programmes" tout en affirmant "se réserver le droit d'engager toutes les mesures et procédures judiciaires adéquates en cas de récurrence de tels dépassements et manquements professionnels". "Après examen de tous les aspects du contenu de cette émission, l'ARAV a décidé la suspension de tous les programmes de la chaîne "El Hayat TV" à compter du 23 juin 2021 à 00H00 jusqu'au 29 juin 2021 à 00H00 avec un



avertissement et demande au ministère de la Communication de retrait de l'accréditation pour la durée de la suspension de ses programmes", précise la même source.

"En date du 18 juin courant, +El Hayat TV+ a diffusé une émission où un ancien député s'arrogeant la qualité de chercheur en histoire et archives de la Révolution algérienne s'est permis de remettre en cause, par des déclarations irresponsables, la crédibilité et l'intégrité de nombre de moudjahidines allant, de manière très superficielle et tout à fait aléatoire

loin de toute norme scientifique ou académique en matière d'histoire, jusqu'à porter atteinte à des symboles nationaux et des personnalités mythiques dans la mémoire collective, à savoir le fondateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader, le militant de la première heure et revendicateur de l'Algérie indépendante, Messali Hadj, et l'ancien président de la République Houari Boumediène, l'un des symboles de la Guerre de libération et fondateur de l'Etat algérien post-indépendant, en s'attaquant, très subjectivement, à sa per-

sonne", relève l'ARAV soulignant "les vives réactions d'indignation et dénonciation suscitées par ce contenu au niveau national et international".

"Aucunement habilité à se prononcer sur des vérités historiques, l'invité de l'émission est tombé dans des erreurs et des contradictions nuisant à la mémoire de la Nation au moment où les Algériens s'apprennent à célébrer le 59^e anniversaire de l'indépendance nationale", estime l'ARAV qui exprime "son rejet de ce genre de discours consacrant la haine et la discrimination et portant atteinte aux principes généraux et à l'éthique journalistique". Réitérant son attachement à garantir le droit constitutionnel de la liberté d'expression, l'ARAV qui dit respecter les avis des uns et des autres précise "ne voir aucun inconvénient à la relecture de l'Histoire ou à l'ouverture d'un débat autour pour peu qu'une telle démarche émane de spécialistes et de chercheurs académiquement habilités.

MOUDJAHIDINE-HISTOIRE-SYMBOLES

Le ministère des Moudjahidine rejette toute tentative d'atteinte aux symboles nationaux

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit a exprimé, lundi, son rejet "total" et sa réprobation "ferme" de toute tentative d'atteinte aux symboles de la Résistance populaire, du Mouvement national et de la Révolution du 1^{er} Novembre, affirmant qu'il "ne manquera pas d'entreprendre les mesures légales à l'encontre de quiconque tente à ces symboles". "L'Etat a accordé une protection aux symboles de la Résistance populaire, du Mouvement national et de la Révolution du Premier Novembre 1954, car ils occupent une place suprême en tant que symboles de la liberté et de la dignité, et doivent être traités avec respect et déférence pour leur altruisme et sacrifice sans contrepartie pour le pays", a précisé le ministère dans un communiqué. A ce titre, le ministère "exprime son rejet total et sa réprobation ferme de tout acte, atteinte ou dépassement susceptible d'atteindre à nos symboles nationaux parmi les femmes et les hommes de la Résistance populaire, du Mouvement national et de la Révolution du Premier novembre 1954". Il tient à souligner qu'il "ne manquera pas de prendre toutes les mesures légales contre quiconque dénigre les symboles de notre histoire nationale et nos hauts faits, et ce en se constituant partie civile dans les actions en Justice engagées à ce propos conformément à la législation et à la réglementation en vigueur". Le ministère appelle "les membres de la famille médiatique et les sages à tenir compte des enjeux historiques soulevés et faire face aux tenants de la désinformation qui sèment la rancune et le discours de haine visant la déstabilisation des constantes de l'unité nationale". La famille médiatique "est la cheville ouvrière de la préservation de la Mémoire nationale pour son apport à la documentation des événements de notre histoire nationale et ses symboles valeureux, outre les missions principales incombant aux chercheurs, historiens et spécialistes dans le domaine de l'écriture de l'histoire suivant l'approche nationale avec un style académique objectif basé sur les outils de la recherche scientifique judicieuse". "Les hauts faits des symboles du pays demeureront ancrés dans les esprits et gravés par l'encre de la fierté dans le registre de l'histoire et leurs sacrifices resteront, à jamais, enracinés dans notre mémoire et celle des générations futures".

PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL

Début d'une session de formation au profit de la Gendarmerie nationale

Une session de formation dans la protection des biens culturels et œuvres d'art a débuté lundi à Alger au profit des équipes et cellules de protection contre toute atteinte au patrimoine culturel au niveau du Commandement général de la Gendarmerie nationale (CGGN). Intervenant à ce propos, le ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendoudia dont le ministère supervise cette formation, a affirmé que la formation avait pour objectif d'ériger le patrimoine culturel en une alternative économique, d'où l'impératif de "hisser le niveau de protection et d'intensifier les méthodes de préservation du patrimoine culturel contre toute forme d'atteinte, à travers la formation d'agents et de cadres de sécurité".

S'inscrivant dans une perspective de coopération et d'échange avec les dispositifs de

sécurité et corps constitués, la session de formation vise également "la consolidation des cadres de protection et de préservation du patrimoine culturel". Les gendarmes apprentis, au nombre de 25, suivront un programme pédagogique et assisteront à ces ateliers au niveau de 4 établissements muséaux à Alger, pour ne citer que le Musée de Bardo et le Musée public national des antiquités. Ont assisté à l'ouverture de cette session, le ministre de la Justice, Belkacem Zeghmati, un représentant du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial et des représentants du CGGN, des douanes et de la sûreté nationale, en présence de cadres du ministère de la Culture. La session de formation prendra fin le 29 juin au Bastion 23, avec l'organisation d'une rencontre d'évaluation des travaux.

JUSTICE-PROCÈS

Corruption : 2 ans de prison ferme pour le président de l'APC de Mostaganem

Le tribunal d'Ain Tedles (Mostaganem) a condamné mardi, le président de l'Assemblée Populaire Communale (APC) de Mostaganem à deux ans de prison ferme et à une amende de 200.000 dinars, dans une affaire de corruption. Comme indiqué lors de l'audience du procès, le P/APC de Mostaganem est poursuivi pour les délits d'"abus de fonction" et de "dilapidation de deniers publics confiés à un fonctionnaire en raison de sa fonction". Il est également

poursuivi pour avoir "accordé délibérément des privilèges non justifiés lors de la signature d'un contrat ou accord en violation des dispositions législatives et réglementaires". Sept autres accusés, des fonctionnaires de la commune de Mostaganem (membres de la commission des marchés) ont été aussi condamnés dans la même affaire. Un accusé a été condamné à un an de prison ferme et une amende de 100.000 DA, alors que les six restants ont

écopé d'une peine de 6 mois de prison avec sursis, assortie d'une amende de 50.000 DA.

Ils avaient été reconnus coupables d'avoir "accordé délibérément des privilèges non justifiés lors de la signature d'un contrat ou accord en violation des dispositions législatives et réglementaires" et pour "abus de fonction".

D'autre part, le tribunal a innocenté les sept accusés en ce qui concerne le délit de

"dilapidation de deniers publics", alors que quatre autres accusés dans le cadre de cette affaire, en contrat avec la commune (fournisseurs), ont été condamnés à une année de prison ferme et une amende de 200.000 DA. En outre, deux autres accusés ont été innocentés du délit d'"abus de fonction et d'influence d'agents de l'Etat lors de la signature d'un contrat en violation avec les dispositions législatives et réglementaires".